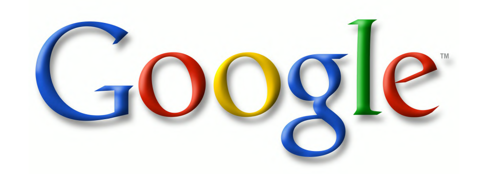
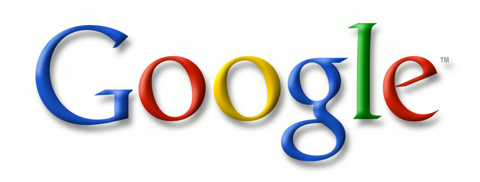






DOCUMENTS RELATIFS

A LA

SEIGNEURIE DE BOUSSAGUES

DOCUMENTS RELATIFS

A LA

SEIGNEURIE DE BOUSSAGUES

(Hérault)

DE LA FIN DU XIIe AU MILIEU DU XIVe SIÈCLE

PUBLIÉS AVEC SOMMAIRE

PAR

F. PASQUIER

Archiviste de la Haute-Garonne

(Extrait du *Bulletin de la Société Archéologique, Scientifique & Littéraire de Béziers*)



BÉZIERS

IMPRIMERIE GÉNÉRALE, J. SAPTE

9, Avenue de Pézenas et Avenue de Bédarieux, 10

1901

DOCUMENTS RELATIFS

A LA

SEIGNEURIE DE BOUSSAGUES

DE LA FIN DU XIIe AU MILIEU DU XIVe SIÈCLE

AVANT-PROPOS

En ce qui concerne l'histoire de la haute vallée de l'Orb, ce ne sont pas les archives départementales ou communales de l'Hérault qui contiennent les documents les plus nombreux et les plus importants. Les collections les plus considérables et les plus complètes, relatives à cette région, sont restées entre les mains du représentant des familles qui, depuis le xiie siècle, ont possédé plusieurs fiefs du pays, tels qu'Olargues, Boussagues, le Poujol, Bédarieux, Conas, etc. Les pièces sont conservées au château de Léran (Ariège), dans le beau chartrier de M. le duc de Lévis-Mirepoix, dont la mère était fille de Mme la comtesse de Mérode-Westerloo, née Thésan, héritière de la branche Thésan du Poujol.

Nous adressons nos remerciements à M. le duc de Mirepoix d'avoir bien voulu autoriser la *Société Archéologique de Béziers* à publier une série de chartes intéressant la terre de Boussagues, de la fin du xiie au commencement du xive siècle, c'est-à-dire pendant la période où Boussagues eut des seigneurs particuliers, portant le nom même de cette terre.

Au milieu du XIVe siècle, le fief passa par alliance dans la maison de Thésan, qui le garda jusqu'à la fin du règne de Louis XIV.

Curieux au point de vue de l'histoire du Bas Languedoc, ces textes contiennent de nombreux renseignements sur l'organisation féodale et le droit coutumier; c'est surtout pour l'étude des institutions et sous le rapport de l'économie politique qu'ils offrent un caractère d'intérêt général. Ils se divisent en deux grandes séries correspondant exactement à la nature des affaires traitées. La première se rattache spécialement à la famille qui, à l'origine, a possédé Boussagues; la seconde a trait à la terre elle-même.

Il existe, au chartrier de Léran, un grand nombre de pièces intéressant la terre de Boussagues, depuis l'époque où elle est entrée dans la maison de Thésan jusqu'au XVIIIe siècle. Cette collection a été classée par M. Olive, régisseur du château de Léran. Une copie de l'inventaire a été offerte par M. le duc de Mirepoix aux archives départementales de l'Hérault.

F. PASQUIER

I. — Famille

A la fin du XIIe siècle, on constate que Boussagues appartenait à une puissante famille désignée par le nom même du fief, dont un membre, à chaque génération, avait presque toujours le prénom de Déodat. Cette répétition contribue à rendre difficile l'établissemeut de la filiation depuis le mo-

ment où l'on trouve la première mention de la famille jusqu'au jour où, par suite d'un mariage, une branche se fondit dans la maison de Thésan.

D'après Dom Vaissète, on ne rencontre pour la première fois, dans l'histoire, le nom d'un seigneur de Boussagues qu'en 1117; il s'appelait Déodat. A cette époque, il donna en alleu le château de Boussagues à Bernard-Aton, vicomte de Béziers (1). En 1194, nous trouvons un autre personnage du même nom que le vicomte de Béziers, Roger II, désigna, avec d'autres seigneurs, pour faire partie du conseil de tutelle de son fils mineur (2). En 1247, un autre Déodat prend part comme témoin à l'acte par lequel le vicomte Trencavel cède au roi de France, après lui avoir fait sa soumission, les vicomtés de Béziers et de Carcassonne. En 1270, un troubadour, Raimon Menudet, compose un *planh* sur la mort d'un seigneur de Boussagues (4). En 1281, un Déodat assiste à l'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Carcassonne, qui se réunit dans cette ville par ordre de Philippe-le-Hardi (5). En 1287, un Raymond de Boussagues, prévôt de Maguelonne, intervient comme arbitre entre Jacques, roi de Majorque, seigneur de Montpellier, et Pierre de Canillac, abbé d'Aniane, au sujet d'une contestation pour un hommage dû à l'abbaye (6). En 1300, le 25 juin, un Déodat de Boussagues, archidiacre de Béziers, assiste comme témoin, dans le réfectoire des Frères Prêcheurs, à Pamiers, à l'absolution accordée au nom du pape à Roger Bernard III, comte de Foix, par Bernard Saisset, évêque de Pamiers (7).

(1) *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. III. p. 633; t. IV, p. 724, et t. V c. 853.
(2) *Ibid.*, t. VI, p. 154.
(3) *Ibid.*, t. VI, p. 784.
(4) *Ibid.*, t. X, p. 379.
(5) *Ibid.*, l. IX, p. 81.
(6) *Ibid.*, t. IX, p. 128.
(7) *Ibid.*, t. IX, p. 191.

Ajoutons que, sur la liste des évêques de Lodève, on trouve, de 1279 à 1284, un Bérenger de Boussagues (1) dont un neveu, nommé Déodat, de 1302 à 1315, occupa le même siège (2). Ce Déodat est sans doute le même que celui qui était à Pamiers en 1300.

Le premier de nos documents, où il soit fait mention d'un seigneur de Boussagues, date de juillet 1189; il s'appelait Déodat; nous retrouvons même nom et même prénom dans des actes de septem bre 1199, janvier 1203, 24 janvier 1207, 30 juin 1209, 2 juin 1214, septembre 1218, 2 décembre 1225, 30 septembre 1236, 25 février 1238, 24 avril 1242. Est-ce toujours le même personnage qui est en cause? C'est encore un Déodat qui figure dans la constitution de paréage conclue, le 8 septembre 1233, avec l'abbé de Villemagne. D'après cet acte, l'abbé aurait acquis ses droits sur la seigneurie de Villemagne, d'Arsieu de Boussagues, fils d'un Déodat ; une des cautions de la convention est un Bernard de Boussagues,

Dans une charte du 1er août 1228 apparaît, pour la première fois, un Armand de Boussagues; nous le retrouvons dans des actes du 16 février 1252, du 19 décembre 1253, du 6 juin 1254.

Les chartes du 1er août 1271 et du 1er juillet 1278 nous révèlent encore l'existence d'un Déodat. Le 13 octobre 1268, le 21 mai 1278, le 5 novembre 1289, le 17 octobre 1324, apparaît un Aymeri; le 5 décembre 1392, un autre Boussagues du même prénom ratifie un acte de vente.

(1) Dans les pièces de la famille que nous publions, il n'est pas question de ce Bérenger.

(2) *Hist. de Languedoc*, t. IV. Evêché de Lodève. Cc. 290 et 291. Voir aussi le *Gallia Christiana*, Province de Narbonne, évêché de Lodève.

La première indication de filiation que l'on découvre est dans la charte du 10 octobre 1268, où il est question d'un Déodat, fils de feu Armand de Boussagues. C'est à partir de la seconde moitié du XIIIe siècle que, grâce à des actes de famille, testaments, règlements de succession, que l'on commence à distinguer comment se rattachent les uns aux autres les différents personnages dont on rencontre les noms.

Le 16 janvier 1271, Guillaume de Cohardon, sénéchal de Carcassonne et Béziers, reçoit l'hommage dû au roi de France pour la terre de Boussagues. Il résulte de ce document que la famille comprenait deux branches. L'une était représentée : 1° par Aymeri, époux de Garsinde, fille d'Imbert, seigneur de Puissalicon ; 2° par Déodat, fils mineur d'un Déodat prédécédé et frère d'Aymeri. L'autre branche comptait un Déodat, fils d'Armand. Cet Armand devait être le frère du Déodat, père d'Aymeri. Dans l'acte d'hommage il se présentait pour l'enfant mineur, neveu d'Aymeri et fils de son cousin germain. Le fief de Puissalicon passa dans la maison de Boussagues à la suite du mariage d'Aymeri avec cette Garsinde.

Comme acte authentique permettant de se reconnaître dans la généalogie, nous avons le testament, en date du 11 janvier 1261, de Déodat de Boussagues, qui n'est autre que celui dont les descendants rendent hommage au roi en 1271. Son fils aîné est Aymeri, son petit-fils Déodat ; le testateur substituait l'un à l'autre, l'oncle et le neveu, et leurs descendants, pour recueillir la succession en cas d'extinction de postérité masculine de la part de l'un et de l'autre. Sa volonté formelle est que le fief, le majorat par lui constitué, reste dans la famille et n'aille pas à des étrangers. Dans le cas où sa descendance masculine viendrait à disparaître, il entendait que l'héritage fût dévolu aux enfants de son frère Armand, Déodat et Armand. Le testateur était

probablement l'époux d'Hélix de Clermont, dont la quittance de dot date du 27 octobre 1256.

Aymeri de Boussagues, d'une première union, eut un fils, Guillaume, auquel il laissa les terres de Boussagues et de Puissalicon; il épousa en secondes noces une dame Maracde dont il eut une fille, Jeanne. Guillaume avait un fils nommé Déodat, lequel entra en conflit pour un règlement de succession avec sa marâtre, tutrice de la jeune fille. En 1325, les parties étaient citées devant le viguier de Béziers pour le partage de biens restés indivis.

Ce Déodat, marié à Béatrix de Frédol, laissa plusieurs enfants : Pierre qui lui succéda dans la seigneurie de Boussagues; Aymeri, chanoine de Maguelone; Déodat, chanoine de Montcassin; Ermengarde, mariée à Ermengaud de Vintrou, seigneur de Sauveterre; Garsinde, mariée à Guillaume de Vailhanquès. Pierre, qui mourut sans enfants, testa le 15 juin 1348; sa mère avait fait testament, le 10 juin précédent. Pierre aurait voulu que son frère Aymeri pût quitter l'état ecclésiastique et rentrer dans le monde. Prévoyant que la permission ne serait pas accordée et que la succession passerait au représentant d'une ligne féminine, il déclara que son héritier, quel qu'il fût, devrait renoncer à son nom et prendre celui de Boussagues.

A la mort de Pierre, les difficultés ne tardèrent pas à surgir au sujet du règlement de sa succession. Conformément à sa volonté, elle passa d'abord au fils de sa sœur Ermengarde, à Raymond de Sauveterre; celui-ci étant mort sans enfants, elle fut accaparée par sa sœur Josionde, mariée à Pierre-Raymond de Roquefort, et par leur fils Jean. C'était une infraction aux dispositions testamentaires de Pierre de Boussagues, qui avait stipulé que son héritage serait partagé en deux parties égales entre ses deux sœurs, Ermengarde et Garsinde, dans le cas où le fil de cette dernière ne laisserait pas de postérité masculine.

Garsinde, femme de Guillaume de Vailhanquès, se prévalant de cette clause, fit valoir ses droits; un procès s'engagea entre les deux sœurs et se termina par une transaction. La fille de Garsinde, Marquèse, mariée à Paul de Thésan, fils d'Antoine, obtint les terres de Boussagues, Bédarieux, et une partie du domaine de Faugères; Josionde reçut dans son lot le reste de ce fief; chacune des deux cousines fut tenue de payer la moitié des dettes et des legs laissés par Pierre de Boussagues.

I. — QUITTANCE DE DOT DONNÉE PAR DÉODAT DE BOUSSAGUES A SA FEMME HÉLIX DE CLERMONT

1256, 27 OCTOBRE. — ORIGINAL (1). — *T. 106, n° 33*

Déodat de Boussagues donne quittance à sa femme Hélix de Clermont des dix mille sous melgoriens qu'il avait reçus pour sa dot à l'époque de leur mariage. Comme garantie, il oblige la moitié des revenus de la terre de Boussagues; et, dans le cas où il viendrait à prédécéder, il laisse à sa

(1) La lettre T marque les fonds Thésan au chartrier de Léran; le premier chiffre renvoie à la liasse; le second au numéro de la pièce dans la liasse.

femme la jouissance de la moitié desdits revenus jusqu'à l'entière restitution de ladite dot à elle ou aux siens, sans que lesdits revenus puissent venir au compte du payement.

Acte reçu à Boussagues en présence de cinq témoins, dont deux seigneurs de Clermont, par Raymond de la Case, notaire de Boussagues.

Anno a Christi Nativitate millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, rege Lodovico Francorum regnante, scilicet VI kalendas novembris, hujus publice scripture testimonio pateat universis presentibus et futuris quod, ego Deodatus, dominus de Bociacis, tempore contracti matrimonii inter me et Helis filiam quondam nobilis viri Aimerici, domini de Claromonte, habui et recepi in dotem et dotis nomine cum predicta Helis, uxore mea, decem milia solidorum melgoriensium. Que dicta decem milia solidorum melgoriensium, cum hac presenti carta, confiteor et cognosco ex certa scientia et expresse tibi, dicte Helis de Claromonte, uxori mee, presenti, stipulanti et recipienti, per firmam et solidam stipulationem, me plene habuisse et numerando recepisse totam predictam dotem et summam dictorum milium solidorum, quibus certus de jure et de facto consultus, scienter renuncio exceptioni non tradite dotis et non numerate supradicte summe pecunie dictorum decem milium solidorum.

Pro quibus decem milibus solidis melgoriensium in dotem et pro dote tecum et tuo nomine a me habitis et receptis, obligo tibi medietatem omnium et singulorum reddituum et obventionum castri mei de Bociacis et pertinenium ejusdem, ita videlicet quod si, me decedente, supervixeris, habeas, teneas et possideas libere medietatem

predictam reddituum, fructuum et obventionum castri predicti et ipsius pertinentium pro dictis decem milibus solidis melgoriensium dotalibus tibi restituendis obligatam, donec in predictis decem milibus solidis dotalibus tibi et tuis plene et integre sit satisfactum, fructibus prefate medietatis in sortem minime computandis; quos fructus, proventus et obventiones predicte medietatis tibi ex nunc ut ex tunc dono liberaliter et concedo, donec de summa predicta decem milium solidorum supradictorum, tibi et cui volueris sive quibus, plene fuerit satisfactum.

Acta sunt hec in castro de Bociacis in domo nova. Horum omnium testes sunt mandati et rogati dominus Sycardus, dominus de Muro Veteri, dominus Raimundus, dominus de Muro Veteri, dominus Aimericus de Claromonte, dominus Paulus de Claromonte, dominus Deodatus, filius quondam domini Armanni de Bociacis, et ego, Raimundus de Casa, notarius publicus de Bociacis, qui mandatus hanc cartam scripsi et signo meo signavi.

II. — TESTAMENT DE DÉODAT DE BOUSSAGUES

11 JANVIER 1260 (1)

Copie sur papier du XIVe s.. T. 102, n° 7.

Le testateur institue pour son héritier Déodat, fils de son fils Déodat, en faveur de qui il constitue un majorat. Il assure une part d'hérédité à son autre fils, Aymeri, qui devait jouir des revenus provenant des biens laissés à Déodat, tant que celui-ci n'aurait pas atteint sa 25e année. Répartition entre les deux branches des biens laissés par le testateur à Boussagues, à Valquières, à Vernasobre, à Villemagne, à Pradal, à la Roque, à Antignac, à Roubals, dans les paroisses de Saint-Etienne de Dio, de Saint-André de Valquières, de Saint-Sernin de Clairac, de Saint-Alexandre de Bédarieux, de Notre-Dame de Bouloc, de Saint-Pierre de Sauvian. Dans le désir de maintenir, autant que possible, les biens dans la ligne masculine de sa maison, le testateur substitue l'un à l'autre, l'oncle et le neveu et leurs descendants mâles, exclusivement. Si ceux-ci venaient à disparaître, l'héritage serait dévolu à Déodat, fils d'Armand, neveu du testateur, ou à Imbert, frère dudit Déodat. La tutelle de Déodat, petit-fils du testateur, était attribuée à Déodat, fils d'Armand.

(1) L'année commençant à Pâques, il y a lieu de dater l'acte de 1261.

In nomine Domini, anno Nativitatis ejusdem millesimo cc° LX° III°, scilicet Ydus Januarii, ego, Deodatus de Bociacis, sanus mente et in recta existens memoria etc. (1) Cetera vero bona nostra et jura mobilia et immobilia se moventia (ad) juridictionem et dominationem meam divido et ordino in hunc modum:

Volo siquidem quod Aymericus, filius meus habeat, jure institutionis, castrum de Bociacis cum suis pertinentiis et cum omnibus juribus et terminis, cum omnimoda juridictione, mero et mixto imperio, firmanciis, justitiis et minariis, et omnibus aliis, prout ego modo teneo pleno jure, et castrum de Diano eodem modo, et villam de Valcleyriis et mansum de Vernosobrio cum mero et mixto imperio et juridictione, et quicquid habeo et habere debeo in parrochiis Sancti Stephani de Diano et Sancti Andree de Valcleyriis, etc. (2), cum omnibus suis juribus et pertinentiis et minariis et omnimoda sua juridictione, et quicquid habeo in parrochia Sancti Saturnini de Clayraco. Et in predictis omnibus universalem dictum Aymericum, filium meum, facio, nomino, instituo mihi heredem.

Item volo et ordino quod Deodatus, nepos meus, filius quondam Deodati filii mei, habeat, jure institutionis et hereditatis, de bonis meis, vicariam, quam ego habeo in Villamagna, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, et villam de Pradali, et villam de Rupe, et generaliter quicquid habeo in parrochia Sancti Martini Veteris, cum minariis, justiciis, firmanciis, et omnibus aliis, prout ego modo habeo, teneo et possideo, vel quasi et quicquid ego habeo et habere debeo in parrochiis Sancti Alexandri de Biterivis et in terminiis de Bobalibus et de Bobals, et quicquid habeo et habere debeo quocumque jure, in castro de Autinhaco

(1-2) Les *etc* sont dans le texte.

et suis pertinentiis et in parrochia Beate Marie de Belloloco et Sancti Petri de Salviano. Et in predictis omnibus a me dicto Deodato jure institutionis relictis, ipsum Deodatum, meum mihi facio et nomino et instituo heredem. Volo tamen et jubeo quod dictus Aymericus, filius meus, ut heres universalis, regat et administret meum hospitium, et omnes exersseat et suscipiat omnes fructus, obventiones et redditus provenientes et exeuntes de omnibus bonis a me jure institutionis dicto Deodato relictis, quousque dictus Deodatus xxv compleverit annos, dictos fructus et redditus, obventiones et alios proventus provenientes ex bonis meis, excepta prefata medietate reddituum et obventionum minariorum, de qua superius ordinavi. (1)

Et quia volo et cupio hereditatem et bona mea ad meos heredes et proximos perpetuo pertinere, et nolo extra genus meum et meam familiam ad personas aliquas pertinere, ne extra genus meum exeat, dictis meis heredibus substituo in hunc modum :

Si dictus Deodatus, nepos meus et heres institutus a me, in pupillari etate decesserit, volo et jubeo quod illa que sibi jure institutionis reliqui, ad Aymericum, si superstes tunc fuerit, vel ad heredes ipsius Aymerici, si ipsum Deodatum predecesserit, in solidum et sine omni deductione devolvantur. Et per hanc substitutionem volo excludi matrem et aviam dicti Deodati et alios ex materna linea in successione proximos eidem. Si vero dictus Deodatus ad pubertatem pervenerit et post modum quandocumque sine suis masculis heredibus ex legitimo matrimonio et carnali copula ab ipso procreatis decesserit, volo et jubeo quod universa et singula, que dicto Deodato reliqui et quecumque capiet ex

(1) Il n'est pas question de cette moitié.

mea hereditate, restituat et restituere teneatur dicto Aymerico et heredibus ejusdem masculis.

Si vero dictus Aymericus, dicto Deodato meo supestite, sine masculis suis heredibus decesserit quandocumque, volo et jubeo quod castrum de Bociacis cum suis juribus et pertinentiis, et castrum de Diano et villam de Valcleyris cum suis juribus et pertinentiis, et universa et singula superius scripta a me eidem dicto Aymerico relicta, restituat et restituere teneatur dicto Deodato vel ejus heredi masculo ab eo ex legitimo matrimonio procreato.

Si vero dictus Aymericus, relicto suo masculo herede ab eo ex legitimo matrimonio procreato, decesserit, volo, jubeo atque precipio quod dictus Aymericus et suus heres masculus restituat et restituere teneatur dicto Deodato, si supervixerit, vel ejus heredi masculo ex legitimo matrimonio ab ipso procreato, si ipse Deodatus predecesserit, videlicet: castrum de Bociacis et caput dicti castri cum mero et mixto imperio et juridictione et justiciis et firmanciis et feudis et feudatariis et omnibus suis pertinentiis, prout clauditur et pretenditur in parrochia Beate Marie de Bociacis et Sancti Saturnini de Clayraco, nullo detracto jure trebellianico.

Cetera vero bona et jura que dicto Aymerico reliqui, excepto dicto castro et juridictione, prout protenditur et est superius determinatum, et quecumque reliqui dicto Deodato et generaliter omnia bona mea et minaria et juridictionem totius terre mee et quecumque emerint dictus Aymericus et dictus Deodatus vel eorum heredes masculi in tota terra mea, post mortem dicti Aymerici, volo dividi equaliter et equis partibus inter dictum Deodatum et heredem masculum dicti Aymerici, retento tamen pro majoria (1) dicto Deodato castro de Bociacis predicto. Et dictam

(1) Droit d'aînesse, majorat.

divisionem volo fieri inter dictum Deodatum et heredem masculum dicti Aymerici, vel heredem masculum dicti Deodati, hoc videlicet modo quod omnes redditus, fructus, obventiones provenientes et exeuntes de dicto castro, exceptis judiciis et hiis que ratione justitie provenient, et exceptis laudimiis et accaptis, et omnes obventiones ex minariis que sunt vel fuerunt in parrochia dicti castri et Sancti Saturnini ipsis communia sint et inter ipsos communiter dividantur ; et tota juridictio et fructus, redditus et obventiones universorum et singulorum aliorum locorum supra nominatorum et a me relictorum eis communia fiant et equaliter fiat divisio inter ipsos ; et quod dimidia pars ad quemlibet eorum pertineat pleno jure.

Et quia volo et cupio castrum et totam meam hereditatem et omnia bona mea ad masculos mei generis pervenire, volo et jubeo quod,si casus contingeret, quod Deus advertat, quod Deodatus, nepos meus, in pupillari etate decederet, vel ambo prenominati mei heredes vel eorum masculi liber[1] decederent, nullis relictis suis heredibus masculis, dictum castrum et hereditas et omnia bona mea ad Deodatum, nepotem meum, filium quondam Armanni, fratris mei, si superstes fuerit, vel ad Imbertum, ejus fratrem, si dictus Deodatus predecesserit cum liberis vel sine liberis, ad dictum Imbertum integraliter devolvantur, nulla detracta falcidia.

Dicto Deodato, nepoti meo predicto, et dono et constituo eidem in hoc presenti testamento Deodatum de Bociacis, nepotem, filium quondam Armanni predicti, in tutorem; et necessitatem conficiendi inventarium super bonis predicti Deodati impubis, eidem Deodato remitto. Gadiatores vero et exequtores hujus mei testamenti seu mee ultime voluntatis facio et instituo etc... hoc presens testamentum et presentem ordinationem et bonorum meorum divisionem, volo ego,dominus Deodatus de Bociaciis, dominus de Bociacis, valere jure testamenti etc....

III. — HOMMAGE AU ROI POUR LA SEIGNEURIE DE BOUSSAGUES

RENDU A BÉZIERS, 16 JANVIER 1271

T. 114, n° 8, cahier de parchemin, copie du XVII[e] siècle

Aymeri de Boussagues, fils de Déodat et Déodat, petit-fils du susdit Déodat, représenté par son curateur, Déodat, fils d'Armand de Boussagues, lequel était frère du premier Déodat, en présence de Guillaume de Cohardon, sénéchal de Carcassonne et Béziers, de Barthélemy Dupuy, juge de Carcassonne, reconnaissent tenir de Philippe, roi de France, dans le ressort de la sénéchaussée de Carcassonne et Béziers : 1° le château de Boussagues avec sa mine d'argent ; 2° la vallée de Graissessac, dans les provinces de Saint-Étienne de Marsan et de Saint-Sauveur du Puy ; 3° le mas de Nabinière et des droits dans le domaine de Notre-Dame de Camplong ; 4° le fief possédé par Guillaume de Roquefixe à Saint-Pons de Mauchiens, au diocèse d'Agde ; 5° le château de Dio, le ténement de Valquières, les paroisses de Saint-Jean de Lunas et de Saint-Pierre de Brassol ; 6° le mas du Bosquet ; 7° les droits par eux exercés dans les paroisses de Saint-Alexandre de Bédarieux et de Saint-Nazaire, au diocèse de Béziers ; 8° diverses parties dans les

châteaux haut et vieux d'Autignac ; 9° les droits par eux exercés dans la paroisse de Saint-Cyr et Sainte-Julite.

Les dénombrants reconnaissent devoir au roi la fidélité, l'hommage lige, le service militaire et une albergue pour le château d'Autignac.

De plus, Aymeri reconnaît tenir en fief du roi pour la dot de sa femme Garsinde, fille d'Imbert de Puissalicon, la sixième partie dans le haut château d'Autignac ; il doit la fidélité, le service militaire et une albergue annuelle de 13 sous tournois.

Extraict d'ung libre des hommages faictz au Roy par les nobles de la viguerie de Béziers, sénéschaucée de Carcassonne, escript en parchemin, estant dans les archifs du domayne de Sa Majesté au comté de Pésenas, et du foeilhet vingt sixiesme comme s'ensuict :

Aymericus, dominus de Bociacis, filius quondam domini Deodati de Bociacis pro se, et Deodatus de Bociacis, filius quondam Deodati de Bociacis, fratris dicti Aymerici et, pro ipso, dominus Deodatus de Bociacis, filius quondam Armanni de Bociacis, curatoris ejus, nomine curatorio ipsius pro eo jure quod quilibet habet in predictis, juratus super sancta Dei evangelia, coram domino Guillermo de Cohardone, milite, senescallo Carcassonne et Bitterivis, assidente, et magistro Bartholomeo de Podio, domini regis Francorum clerico, judice Carcassonne, omnia que habent a domino

rege Francorum, tenent et sub dominatione ejus in senescallia Carcassone et Bitterris tenere recognoscerent fideliter et servicia que inde ei debent, dixerunt et recognoverunt quod ipsi tenent et se tenere a domino Philippo, Dei gratia, Francorum rege, in feudum : 1° castrum de Bociacis, diocesis Bitterensis, cum mero et mixto imperio et juridicrione et minariis, seu argenti fodinis, et feudis, et retrofeudis, et feudalibus, et cum omnibus juribus et pertinenenciis suis, prout terminatur et clauditur cum terminio de Clayraco ex parte inferiori, cum flumine Orbi, et ex alia parte pretenduntur dicti castri pertinencie usque ad quoddam locum vocatum ad aream Roginon, et ex alia, cum tenemento de Agusano;

2° Et eodem modo quicquid habent et tenent et possident vel quasi per se vel per alium, in valle de Graissessaco et in parrochiis Sancti Stephani de Marsano et Sancti Salvatoris de Podio,

3° Et eodem modo mansum de Nabineria et quicquid habent et habere debent per se vel per alium, in dicto manso et ejus pertinenciis et in tenemento et decimario Beate Marie de Campolongo;

4° Item eodem modo feudum mansi et aliarum rerum, quas Guillermus de Roquafixa tenet ab eodem apud Sanctum Poncium de Malis Canibus, diocesis Agathensis;

5° Item eodem modo castrum de Diano cum mero et mixto imperio et juridictione, feudis, feudalibus, et cum omnibus juribus suis et pertinenciis, prout terminatur et clauditur cum tenemento de Valqueriis et cum parrochia Sancti Joannis de Pratis et cum territorio castri de Lunacio et cum parrochia Beati Petri de Brossol;

6° Item eodem modo quicquid habent et tenent per se vel per alium apud Bosquetum et in tenemento mansi de Bosqueto et in omnibus juribus et pertinentiis dicti mansi;

3

7° Item eodem modo omnia bona et jura que habent per se vel per alium in parrochiis Sancti Alexandri de Biterrivis et Sancti Nazarii, diocesis Bitterensis;

8° Item eodem modo in castro superiori de Altinhaco, tertiam partem dominationis et juridictionis ejusdem castri et pertinencium ejus, et in dicto castro veteri quartam partem dominationis. Quasquidem partem tertiam et quartam ibi habent ex paterna successione et ex emptionibus per dictum Aymericum factis, ut dicebat Aymericus, cum omnibus pertinentibus ad dictas proxime partes;

9° Item eodem modo quicquid habent et tenent in parrochia Sanctorum Cirici et Julite, et terminiis et pertinentibus eorumdem, preter quoddam tenementum vocatum de Tumas, quod dicunt se tenere ab abbate Tuelleissi. (1)

Pro hiis omnibus debent fidelitatem et homagium ligium domino regi predicto et servitium exercitus in ista conquista, sicut alii barones de hac terra. Et pro tertia parte dominationis quam habent in castro superiori de Altinhaco, debent eidem domino regi albergam annuam sex solidos octo denarios. Et pro quarta parte dominationis quam habent in dicto castro veteri, faciunt eidem domino regi albergam annuam quinque solidos turonenses.

Item dictus Aymericus de Bociacis, jure ut supra, recognovit se tenere in feudum a dicto domino rege pro dote domine Garcendis, uxoris ejus, filie domini Imberti de Podiosalicone, sextam partem in castro superiori de Altinhaco, diocesis Bitterensis, cum mero et mixto imperio et juridictione; et eodem modo medietatem in dicto castro veteri de Altinhaco, diocesis Bitterensis, cum omnibus juribus et pertinenciis suis, et feudis, et feudalibus et mero et mixto imperio. Et pro predictis debet fidelitatem et servicium exercitus, ut supra, et albergam xiii solidos turo-

(1) Nous ignorons quel était ce personnage.

nensium et quatuor denarios turonensium domino regi annuatim, pro duabus partibus supradictis dictorum castrorum, videlicet, pro sexta parte et medietate alterius.

Aymericus et Deodatus, filius quondam domini Deodati, et Deodatus, ejusdem curator, juraverunt in manu domini Guillermi de Cohardon, militis, senescalli Carcassonne et Bitterris, fidelitatem dicto domino regi Francorum, contra omnes, assidente eidem senescallo magistro Bartholomeo de Podio, domini regis Francorum clerico, judice Carcassonne. Quam quidem recognitionem predictus senescallus, assidente sibi predicto judice, recepit, salvo jure in omnibus domini regis et alieno, et fidelitatem simpliciter et sine exceptione aliqua contra omnes.

Actum Bitterris, anno domini millesimo ducentesimo septuagesimo, xv kalendarum februarii (1), in testimonio domini Egidii de Arbis, domini Gervasii, capellani dicti senescalli, Arnaldi de Savinhaco, Aymerici de Claromonte, et mei, Petri de Parisius, notarii antedicti, qui hec scripsi, regnante Philippo rege Francorum, et signavi.

Le susdict extraict, ainsin que dessus est escript en troys fulhietz parchemin, le présent comprins, a esté tiré du libre desdictz homaiges par moy, notaire royal et greffier du domayne du Roy au comte de Pézenas, soubzsigné; ledict libre truvé et laissé dans les archifz de Sa Majesté audict comté de Pézenas, au pouvoir de Me Hercules de Rodos, conseiller du Roy, trésorier et recepveur ordinaire de son domayne audict comté, ce septiesme jour du moys de mars mil six cens vingt deux.

AUGIÈRES, *notaire royal.*

(1) 15 janvier 1271, pour ramener la date au style moderne,

IV. — TESTAMENT DE DÉODAT DE BOUSSAGUES

Seigneur de Puissalicon et de Boussagues

16 JUIN 1334

Copie du XIVe s. T. 107, n° 7.

Le testateur institue comme héritier son fils Pierre et lui substitue ses frères à l'exclusion des filles. Il lègue à chacun de ses fils Guillaume, Déodat, Aymeri, Bernard et Imbert, et à sa fille Guillemette, 50 livres. Guillaume, en outre de ce legs, devra recevoir 50 livres pendant les années qu'il suivra les cours de droit. Il ordonne de payer à sa femme, Béatrix de Frédoul, le montant de sa dot et 50 livres ; il lui laisse l'usufruit de tous ses biens, à condition d'élever leurs enfants et de doter leurs deux filles, Ermengarde et Garsinde, avec le produit de l'usufruit. Pierre, en sa qualité d'héritier, entretiendra ses frères pendant leurs études et leur fournira les livres nécessaires. Le testateur laisse à l'oncle de sa femme, Guillaume de Frédoul, évêque de Béziers, le soin de modifier à son gré le montant du legs fait à chaque enfant, et choisit comme lieu de sa sépulture le cimetière paroissial de Saint-Etienne, à Poussan.

TESTAMENTUM DEODATI DE BOCIACIIS DOMINI DE PODIOSALICONE, PATRIS PETRI DE BOCIACIS

In nomine Domini nostri Jesu Christi Amen. Cum omnis Christi actio nostra sit institutio etc (1)... idcirco, ego Deodatus de Bociacis, condominus castri de Podiosalicone et totius baronie de Bociacis, infirmus corpore etc..... Volens etc. eligo sepulturam corpori meo in cimiterio ecclesie parrochialis Sancti Stephani de Pozano etc. et lego singulis bassinis etc.

Item lego Guillermo, Deodato, Aymerico, Bernardo et Imberto de Bociacis, filiis meis, cuique ipsorum, jure institutionis, quinquaginta libras bonorum turonensium parvorum, semel tantum cuilibet ipsorum solvendas.

Item lego Guillerme, filie mee, jure institutionis, quinquaginta libras bonorum turonensium parvorum, sem e tantum solvendas. Quam volo ingredi religionem.

Et volo et ordino quod dictus dominus meus amplius possit dare et assignare de bonis meis dictis filiis et filie mee vel alteri ipsorum, quandocumque fuerit sibi gratum (2).

Item scio et confiteor et in veritate et ex certa scientia recognosco me habuisse et, integre numerando, realiter recepisse totam et integram dotem michi constitutam et assignatam cum Beatrice, uxore mea ; quam dotem sibi inte-

(1) Les *etc.* sont dans le texte,

(2) Il s'agit ici et plus loin de la faculté laissée à l'oncle de sa femme, Guillaume de Frédoul, évêque de Béziers (1312-1349), de modifier à son gré le montant du legs.

gre persolvi volo de bonis meis sine retentione quacumque, quandocumque ipsa uxor mea voluerit.

Item lego dicte uxori mee totum usumfructum bonorum meorum et jurium quorumcumque presentium et futurorum, quamdiu vixerit in sua viduitate sine marito, ita tamen quod liberos meos teneatur alere, et Ermengardim et Garcendim, filias meas, maritare, solum de et cum pecunia per me inferius dictis filiabus meis et earum cuilibet leganda, et de dicto usufructu, quamdiu fuerit dicte uxori mee solvenda, et quecumque alia nunc vel in futurum, quamdiu dictum usumfructum habebit, imminentia onera de dicto usufructu supportare. Et nolo quod teneatur, nisi velit, etiamsi fuerit requisita, prestare cautionem de utendo et de fruendo, salva rerum substantia.

Item dictam uxorem meam facio et constituo tutricem ac curatricem, ac nobilem et potentem virum dominum Petrum Fredoli, militem, dominum de Veyruna, et dominum Bernardum Fredoli, utriusque juris doctorem, precentorem Narbonensem, et dominum Guillermum Fredoli, militem, ac Petrum Fredoli, canonicum Bitterensem, et eorum quemlibet insolidum, tutores et curatores heredis mei infrascripti et aliorum liberorum meorum. Et nolo quod teneantur facere inventarium, expresse inhibeo et veto.

Nec etiam teneatur dicta uxor mea reddere compotum et rationem de hiis que administraverit de bonis meis. Et si per heredem meum infrascriptum vel alium quemcumque dicta uxor mea molestaretur seu requireretur reddere compotum et rationem de gestis et administratis per eam, eo casu dono dicte uxori mee, donatione pura et simplici que dicitur inter vivos, et expresse lego et remitto quicquid reperietur ipsam habuisse et habere de dictis bonis meis, et ad que prestanda et restituenda teneretur dicto heredi meo vel alii cuicumque.

Item lego Ermengardi et Garcendi filiabus meis, cuique ipsarum, jure institutionis, mille libras bonorum turonensium parvorum nunc currentium; quas quidem mille libras cuique ipsarum filiarum mearum, et arnesium eis decens et competens, persolvi volo, quando contrahent matrimonium, per decentes et competentes solutiones dicte uxori mee et heredi meo et suis non onerosas, ad voluntatem et cognitionem dicti domini mei episcopi. Et si dicte filie mee decederent vel altera earum sine libero seu liberis de legitimo matrimonio procreatis et natis, volo et ordino quod dicta pecunia, et quicquid aliud quod ultra dictis filiabus meis vel alteri earum daretur, ad heredem meum infrascriptum et suos libere revertantur, et quod dictus dominus meus episcopus dictis Ermengardi et Garcendi, filiabus meis, et cuique ipsarum possit et valeat, nomine meo et pro me, jure institutionis vel alio quoquo modo, legare sine vocatione, requisitione et consilio cujusque, amplius de bonis meis, et dare, constituere et assignare quodcumque sibi visum fuerit faciendum.

Item volo et ordino quod Guillermo de Bociacis, filio meo predicto, cum incipiet audire jus canonicum vel civile, et non ante, solvantur annis singulis quinquaginta libre bonorum turonensium parvorum, cum quibus possit sibi in studio providere in victu et aliis necessariis, et quod, ultra hoc et quinquaginta libras superius per me dicto Guilhermo filio meo, jure institutionis, legatas, heres meus infrascriptus teneatur ipsi Guillermo providere in libris, ad omnimodam voluntatem et ordinationem domini mei episcopi supradicti. In casu vero quo dictus Guillermus, filius meus, beneficium ecclesiasticum obtineret, cujus redditus annuatim ascenderent quinquaginta libras bonorum turonensium parvorum vel ultra, nolo sibi solvi dictas L libras per me solvi annis singulis ordinatas, legato alio eidem Guillermo per me, jure institutionis, facto in suo robore.

Item lego dicte Beatrici, uxori mee, ultra dictam dotem suam et ultra dictum usumfructum bonorum meorum et jurium per me, quandiu sine marito vixerit, legatum, quinquaginta libras bonorum turonensium parvorum, ad omnes voluntates suas plenarie et perpetue faciendas.

Item precipio, volo et ordino quod heres meus infrascriptus teneatur providere dictis filiis meis ubicumque studerent, quousque habitum religionis assumpserint, in victu et vestitu, libris et aliis necessariis, ad voluntatem et bene placitum et ordinationem dicti mei episcopi.

In omnibus vero aliis bonis meis juribus et rebus presentibus et futuris, quecumque sint et etiam quantacumque et qualiacumque, facio et instituo heredem meum universalem et ore meo proprio nomino Petrum de Bociacis, filium meum.

Et si idem Petrus, filius et heres, decederet infra pupillarem etatem vel alias quantumcumque, sine libero masculo seu liberis masculis de legitimo matrimonio procreatis et natis, eo casu, substituo eidem filio et heredi meo vulgariter, pupillariter et per fideicommissum, Guillermum de Bossiacis, filium meum, et suos, et eo casu, ipsum Guillermum heredem meum universalem facio, instituo et nomino. Si vero dictus Guillermus decederet infra pupillarem etatem vel alias quantumcumque, sine libero masculo seu sine liberis masculis de suo legitimo matrimonio procreatis et natis, substituo eidem Guillermo, filio meo, pupillariter, vulgariter et per fideicommissum Imbertum de Bociacis filium meum, et suos, et eo casu, ipsum Imbertum michi heredem meum universalem facio, nomino et instituo.

Si vero dictus Imbertus, filius meus, decederet infra pupillarem etatem vel alias quamtumcumque, sine libero masculo seu liberis masculis de legitimo matrimonio procreatis et natis, substituo dicto Imberto, filio meo, pupillariter, vulgariter et per fideicommissum, filium meum, qui supererit

majore diebus, et qui non intraverit religionem, et eo casu, ipsum filium meum majorem qui supererit et religionem non intraverit, michi heredem meum universalem facio, nomino et instituo.

Nolo tamen ad dictorum filiorum et heredum meorum filias in aliquo casu hereditatem meam pervenire, quia volo masculos tantum liberos dictorum filiorum meorum ad meam vocari hereditatem et presentem substitutionem, nolens quod, in aliquo casu, aliqua persona de predictis possit detrahere aliquam falcidiam seu cartam trabellianicam, seu aliam quamcumque detractionem facere de bonis meis contra voluntatem et ordinationem superius expressatas, sciens et non ignorans modum et facultatem patrimonii mei.

Item lego, jure institutionis, singulis filiabus nominatis et predictis filiis et heredibus meis universalibus quinquaginta libras turonensium parvorum, cum arnesio decenti et quod intrare habeant aliquam religionem alicujus ordinis approbati.

Item si uxor mea pregnans fuerit et partus ad lucem pervenerit, si masculum pepererit, lego eidem masculo, jure institutionis, quinquaginta libras bonorum turonensium parvorum nunc currentium, cum quibus in religione possit collocari ; si vero plures masculos pepererit, lego cuique ipsorum, jure institutionis, L libras turonensium parvorum nunc currentium, cum quibus in religione valeant collocari. Si vero feminam pepererit, lego, jure institutionis, L libras turonensium, et si plures fuerint, lego cuique ipsarum, jure institutionis, quinquaginta libras turonensium, cum quibus in religione valeant collocari. Volens et ordinans quod dictus dominus meus episcopus amplius dare, tradere et assignare possit libere de bonis meis dictis filiis et filiabus meis nativis ad suum proprium velle et arbitrium sine requisitione et consilio cujusque. Hujus mei ultimi testamenti etc..... Acta fuerunt apud Podiumsaliconem, anno

Nativitatis Domini millesimo [illegible] tricesimo quarto et XVI^a die mensis junii et ego Raimundus [illegible] notarius Biterrensis hec in notam etc.....

V.-TESTAMENT DE BÉATRIX, VEUVE DE DÉODAT DE BOUSSAGUES

Coseigneur de Puyssalicon

10 JUIN 1348. — *Copie sur papier.* — *T. liasse 106, n° 51*

Cette dame choisit sa sépulture dans le cimetière de l'église Saint-Etienne de Pésan ; elle lègue cinq sous tournois au vicaire de N.-D. de Puissalicon, autant au curé du même lieu, deux sous au clerc de la même église, vingt sous une fois payés à chacune des œuvres (*officinæ*) établies dans cette église, un quartaut d'huile aux luminaires de chacune des églises rurales voisines du château de Puissalicon et auxquelles les personnes dudit château ont coutume de faire des legs. La testatrice ordonne qu'on célèbre trente trentenaires de messes pour le repos de son âme. Chaque prêtre, assistant en surplis à ses funérailles et célébrant le saint sacrifice à son intention, devait avoir cinq sous. A l'époque de la neuvaine et dans les trois anniversaires suivants, vingt prêtres devaient célébrer la commémoration de la défunte et recevoir à cette occasion chacun cinq

sous. Six setiers d'aron devaient, à chacun des trois anniversaires, être distribués en pain cuit aux pauvres. Dix livres devaient être réparties entre les couvents des Frères Prêcheurs, Mineurs, Carmes et Augustins de la ville de Béziers. Dix livres étaient léguées aux Dames chanoinesses de Béziers.

La testatrice lègue 25 livres tournois à Guillemette de Boussagues, sa fille, chanoinesse du couvent de Béziers ; 25 livres aux enfants de Garsinde, sa fille défunte, et de Guillaume de Valhanquès, seigneur du Bosc d'Avoiras (*de Bosco Avoyrari*) ; 50 livres tournois à Ermengarde, sa fille, épouse de Grimaud de Vintrou, seigneur de Sauveterre ; les cinquante livres étaient reversibles sur les enfants de cette Ermengarde en cas où elle ne survivrait pas à sa mère ; elle institue comme ses héritiers universels, pour le reste de la succession, ses deux fils Pierre et Aymeri de Boussagues, qui sont substitués l'un à l'autre. Révocation des testaments antérieurs et autres formules.

Testament fait au château de Puissalicon, en présence de plusieurs témoins, par Ranoux de Canal, notaire dudit lieu.

In nomine Domini amen. Anno salutifere Nativitatis ejusdem millesimo trecentesimo quadragesimo octavo et die decima mensis Junii, domino Philippo Francorum rege regnante, noverint universi quod ego, Beatrix, relicta nobilis viri domini Deodati de Bociacis, condomini de Podio Salicone, licet infirmitate detinear corporali, tamen mentis mee, disponente divina clemencia, bene compos, considerans persone mee statum instabilem, corruptionis et varie-

tatis... (1) et mee carnis essenciam sub indeficiente fluxibilitate dissolvi, volens, nec immerito, diem obitus mei dispositione testamentaria prevenire, meum testamentum et meum ultimam voluntatem et rerum mearum dispositionem condo, ordino, facio et dispono, volens, jubens et precipiens quod, sicut in hoc meo presenti testamento scriptum et annotatum reperietur, ita per in perpetuum teneatur et inviolabiliter observetur.

Primum quidem dono, offero et commendo corpus meum et animam meam domino Deo omnipotenti et Beate Marie semper Virgini, ejus matri, et omnibus sanctis Dei, eligens corpori meo sepulturam in symeterio (*sic*) ecclesie Sancti Stephani de Pesano, et lego domino vicario ecclesie Beate Marie de Podio Salicone, pro gadio meo, quinque solidos turonensium ; item capellano curato ejusdem ecclesie alios quinque solidos turonensium et clerico ejusdem ecclesie de Podio Salicone duos solidos.

Item lego omnibus officinis in eadem ecclesia stabilitis, cuique earum, viginti solidos turonensium semel solvendos.

Item lego luminariis ecclesiarum ruralium dicti castri circumvicinarum, quibus per testamentum in dicto castro consuetum est legari, cuique unum quartum olei.

Item volo et jubeo quod, in honore Dei et in remissione peccatorum meorum, triginta missarum trentanaria celebrentur.

Item lego omnibus sacerdotibus, qui meis interfuerint exsequiis et superlicia portaverint et dicta die pro anima mea celebraverint, cuique, quinque solidos.

(1) Lacune dans le texte.

Item (volo) quod, tam in novena mea quam (in) tribus meis anniversariis sequentibus, fiat pro anima mea commemoratio per viginti sacerdotes, qui in eis celebrent pro anima mea ; et eorum cuilibet lego quinque solidos solvendos in singulis commemorationibus supradictis, et in eis singulis dentur pauperibus Christi in pane cocto sex sextaria arraonis.

Item lego conventui Fratrum Predicatorum, Minorum, Carmelitarum, Augustinorum ville Biterris, inter omnes, decem libras.

Item lego mense dominarum canonicarum Pontis Biterris decem libras turonensium.

Item lego, jure institutionis, sorori Guillelme de Bociacis, filie mee, canonice monasterii dictarum dominarum canonicarum, viginti quinque libras turonensium.

Item lego, jure institutionis, liberis Garcendis, quondam filie mee, et Guillelmi de Valhenquesio, quondam domini de Bosco Avoyrarii, viri sui, communibus, alias viginti quinque libras turonensium.

Item lego, jure institutionis, Ermengardi, filie mee, uxori Grimaldi de Vintrono, domini de Salvaterra, quinquaginta libras turonensium. Si vero mortua sit vel mortue non supervivant, legatum facio de dictis quinquaginta libris liberis suis michi superstitibus, jure institutionis.

In omnibus vero aliis, bonis, rebus et juribus meis, presentibus et futuris, quecunque sint et qualiacunque et alicunque et quocunque nomine censeantur, Petrum de Bociacis et Aymericum de Bociacis, filios meos, naturales et legitimos michi heredes universales facio, nomino et instituo et eos vel invicem substituo. Et hoc est et esse volo meum ultimum testamentum et meam ultimam voluntatem et rerum mearum dispositionem et divisionem, quod et quas volo valere jure ultimi testamenti seu gadii. Et si non valet jure testamenti seu gadii, volo quod saltem valeant

jure codicillorum, epistole, aut cujuslibet ultime voluntatis, seu eis meliore modo, jure et forma quibus melius et firmius consistere poterunt et valere.

Et si unquam feci vel condidi aliud testamentum vel alia testamenta, codicillum vel codicillos aut quamvis aliam bonorum meorum dispositionem, illud et illa, illum, illas et illam casso, revoco, quito penitus et annullo hoc meo testamento et contentis in eo robore proprio duraturis.

Acta sunt hec in capite castri de Podio Salicone, testibus presentibus vocatis et rogatis per dictam testatricem, domino Guillelmo Cande, presbytero, Raymundo Mundagachis, seniore, Petro Gayssati, (*un nom effacé*) clerico, Andrea de Baris, Guillelmo Nigri, ejus dicti loci, et me Raynulpho de Canalibus, publico auctoritate regia notario, qui rogatus et requisitus (hoc testamentum) recepi scripsi et signavi.

VI. — TESTAMENT DE PIERRE DE BOUSSAGUES

Damoiseau, seigneur de Puissalicon

FAIT LE 16 JUIN 1348, AU CHATEAU DE PUISSALICON

Original. — T. 106, *n°* 52

Pierre de Boussagues choisit comme héritier universel son frère, Aymeri de Boussagues, chanoine de l'église de Maguelone, à la condition qu'il puisse, avec le consentement du pape, déposer l'habit régulier et obtenir la sécula-

risation. Dans le cas où cette condition serait impossible, il désigne comme héritier universel le fils aîné de sa sœur Ermengarde et d'Ermengaud de Vintrou, seigneur de Sauveterre, et à défaut du fils aîné le second ou le troisième, mais à la condition que son héritier,quel qu'il fût, prit le nom de Boussagues, en ayant soin d'abandonner le sien propre. Si les héritiers ainsi désignés ne pouvaient lui succéder et mouraient sans postérité mâle, le testateur instituait comme héritières universelles les filles de ses deux sœurs, Ermengarde et Garsinde, épouse de Guillaume de Valhanquès. La succession devait être partagée en deux parts égales, et chaque part devait être distribuée de même entre chaque fille.

Pierre de Boussagues choisit comme lieu de sa sépulture l'église de Puissalicon ou le cimetière de l'église de Saint-Etienne de Pésan, suivant que son frère Aymeri le jugerait à propos. Pour son cortège funèbre, il laissa vingt sous. Sur sa succession, on devait prélever six cents livres petit tournois à savoir: 500 pour son âme et 100 pour celle de son frère défunt, Déodat de Boussagues, chanoine du Mont-Cassin. Cette somme devait être dépensées en messes et en autres bonnes œuvres suivant la décision de ses exécuteurs testamentaires. Cent livres devaient être employées dans l'année suivant le décès, et ainsi de suite d'année en année jusqu'à épuisement de la somme. Il lègue à chacune des fabriques de N.-D. de Puissalicon et de Saint-Etienne de Pésan un calice avec une patène en argent doré du poids de deux marques; à l'église de Puissalicon une chasuble et une chape processionelle de pourpre ou de soie valant à elles deux 20 livres tournois; dix livres aux deux prêtres desservant cette église à la condition de prier pour lui dans l'année qui suivra son décès; vingt livres à Aymery de Rochefixe, damoiseau, son serviteur ; douze livres au fils de celui-ci; cinquante livres à sa sœur Ermengarde; dix livres aux filles

de feu sa sœur Garsinde et de Guillaume de Valhanquès ; quarante livres à Guillemette, sa sœur, chanoinesse au monastère des Chanoinesses du bout du pont de Béziers. Dans le cas où son frère ne quitterait pas l'habit religieux, il lui laissait cent livres tournois, une fois payées ; il lui abandonnait tous les revenus qu'il touchait à Montpellier, dans les faubourgs de cette ville et dans le diocèse de Maguelonne, jusqu'à ce qu'il ait obtenu un bénéfice de trois cents livres ou bien pendant sa vie entière. S'il obtenait le bénéfice, les revenus faisaient de droit retour aux héritiers.

Pierre de Boussagues désigna comme exécuteurs testamentaires ses deux oncles maternels Guillaume de Frédol, évêque de Béziers, et noble Guillaume de Frédol, chevalier, seigneur de Veyrune, son frère Aymeri et Guillaume de Monterbedon, prieur de la Madeleine de Béziers.

In nomine Domini, rerum admirabilis conditoris, anno salutisfere Nativitatis ejusdem millesimo trecentesimo quadragesimo octavo, et die sexta decima mensis junii, domino Philippo Francorum rege, regnante, noscant omnes quod ego, Petrus de Bociacis, domicellus, dominus castri de Podio Salicone, in mea bona et sana memoria per Dei graciam constitutus, licet infirmitate detinear corporali, ad amputandum anfractus litium, que inter meos posteros post mei obitum de bonis meis possent forsitan suboriri, meum ultimum testamentum et meam ultimam voluntatem facio, ut sequitur, et condo, ordino ac dispono.

In primis, at verus ortodoxa, animam meam et corpus meum Altissimo creatori et ejus benigne et gloriossime Genitrici, totique curie celesti dono, offero, et commendo,

eligens sepulturam corpori meo in ecclesia de Podio Salicone vel in cimiterio ecclesie Sancti Stephani de Pesano, ad votivam dispositionem carissimi Aymerici de Bociacis, germani mei, canonici Magalonensis. Et lego processioni funerariorum meorum viginti solidos.

Item lego pro gadio meo et accipio de bonis meis, et pro anima mea, quingentas libras turonensium parvorum; et ultra, pro anima dilecti et carissimi Deodati ds Bociacis, canonici Montis Cassiani, nuper defuncti, fratris mei, centum libras. Quas quidem pecunie summas attingentes summam sexcentarum librarum turonensium volo dari, distribui et erogari ad votivam voluntatem, distributionem, erogationem et ordinationem dominorum executorum hujus mei testamenti, seu duorum ex eis, in missis celebrandis et aliis pietatis operibus, prout eis videbitur et prout conditionem decreverint potiorem, ita quod hoc anno solvantur et distribuantur centum libre; et successive, anno revoluto, annuatim de anno in annum, centum libre de bonis meis solvantur, et totiens, quousque fuerint realiter et integre distribute.

Item lego, ultra predicta, operi Beate Marie de Podio Salicone, operi Sancti Stephani de Pesano, unicunque, unum calicem cum patena argenti desuper deaurata ponderis duarum marcharum.

Item lego dicte ecclesie de Podio Salicone unam casulam et unam capam processionalem de purpura vel cirico valentes, inter ambas, viginti libras turonensium.

Item lego sacerdotibus curatis dicte ecclesie de Podio Salicone seu vices gerentibus eorumdem decem libras turonensium inter ambos. Et quod ipsi per annum a fine meo habeant celebrare pro anima mea et ipsam faciant participem sacrificiorum, orationum et aliorum que, cooperante Domino, egerint, ut ipsa adjuta suffragiis valeat vitam possidere eternam.

Item lego, ultra predicta, Aymerico de Ruppefixa, domicello, familiari meo, viginti libras.

Item lego Raimundo de Ruppefixa, ejus filio, duedecim libras.

Item lego Ermengardi, sorori mee, consorti nobilis Ermengaudi de Vintrono, domini de Salva Terra, quinquaginta libras turonensium.

Item lego filiabus nobilis Guillelmi de Valhanquesio, domini de Boscho Avoyracii, ex Garsendi, quondam sorore mea, uxoreque sua, utrique seu cuilibet earum, decem libras.

Item lego Guillelme, sorori mee, canonice monasterii dominarum canonicarum Capitis Pontis Biterris, quadraginta libras turonensium.

In ceteris vero omnibus universis et singulis bonis, rebus et juribus meis, presentibus et futuris, quecunque sint et ubicunque, quantacunque et quocunque nomine censeantur, facio, nomino et instituo michi universalem et generalem heredem, dictum carissimum Aymericum de Bociacis, fratrem meum, canonicum ecclesie Magalonensis, si, cum dispensatione apostolica, habitum regularem sue religionis possit et valeat relinquere et possit effici secularis.

Si vero in dicto habitu regulari remanserit, eo casu, sibi dictam hereditatem adhimo et, in predictis in quibus ipsum heredem institui, nomino ex nunc ut ex tunc et ex tunc ut ex nunc, et instituo heredem meum universalem primogenitum dicte Ermengardis, sororis mee, et dicti domini de Salva Terra, viri sui, communem.

Et si, in dicto casu, dictus primogenitus prefatorum proxime conjugum heres meus non sit vel non fuerit, sit michi heres alter filius dictorum domini de Salva Terra et Ermengardis, sororis mee, conjugum, secundo genitus, si exstet, et si non exstet, tertio genitus eorumdem. Et quod talis heres meus habeat et debeat recipere, assumere cognomen et affici cognomine de Bociacis cum om-

nibus suis infantibus et qui ex eis processerint, juxta cognomen meum predictum et progenitorum meorum, cessante et totaliter abjecto ab eo cognomine de Vintrono, et quod cognomine de Bociacis se faciant nuncupari et ab omnibus perpetuo nuncupentur.

Ceterum, si contingeret quod dicti primogenitus, secundo aut tertio genitus, juxta gradum successive procedentem, ab eorum etate non essent heredes mei, aut etiam si heredes mei extiterint et quicunque decederent sine prole masculi sexus ex eorum legitimo matrimonio procedente, vulgariter substituo eis et eorum cuilibet, in casu quo heres seu heredes michi extiterint.

Si vero heres seu heredes michi non fuerit seu non fuerint, instituo michi universales heredes in dictis bonis meis filias dicte Ermengardis, sororis mee, pro medietate, equis partibus, et filias Guillelmi de Valhanquesio et Garsindis conjugum predictorum, equis partibus, pro altera medietate.

Porro, si prefatus Aymericus de Bociacis, frater meus, dictam religionem suam relinquere non potuerit et sic mihi heres non fuerit, lego sibi, in casu premisso, centum libras turonensium semel exigendas.

Item, tunc lego eidem Aimeryco, ad vitam suam, vel quousque beneficium ecclesiasticum valens trecentas libras turonensium obtineat, omnes redditus et omne emolumentum, quos et quod habeo et percipio et habere et percipere consuevi qualicunque modo et ex quibuscunque bonis michi competentibus in villa Montispessulani et suburbiis, pertinenciis et districtu ejusdem et in toto dyocesi Magalonensi. Postquam autem dictum beneficium ecclesiasticum valoris predicti ipsum Aymericum de Bociacis, fratrem meum, obtinere contingerit, usufructus dictorum reddituum indilate proprietati consolidetur et ad heredem meum, quicunque fuerit, spectet et pertinenat jure, dicto Aymerico totaliter excluso.

Et ut predicta a me proxime legata propencius exequantur, gadiatores et exequtores hujus mei testamenti facio, eligo, nuncupo, et nomino reverendum in Christo patrem, et singularem ac carissimum dominum meum avunculum Guillelmum, divina Providencia, episcopum Biterrensem, et dominum Guillelmum Fredoli, nobilem et potentem, avunculum meum, militem, dominum de Veyruna, et doctum carissimum Aymericum de Bociacis, fratrem meum, et dominum Guillelmum de Monteherbedone, priorem ecclesie beate Marie Magdalene, civitatis Biterris. Quos et eorum quemlibet deprecor quatenus ipsi seu duo ex eis, ita quod conditio occupantis potior non existat, hujus mee voluntatis supreme arbitrium et dispositionem per se vel alium seu alios exequantur, exequtioni demandent et demandare velint juxta mentem, tenorem et forman hujus mei testamenti, omni desidia amota, ut per exequtionem eorum hujus modi possim inter sanctos et electos superiorum civium collocari.

Et hoc est meum ultimum testamentum et mea ultima voluntas et rerum mearum dispositio, quod et quas volo valere jure testamenti seu gadii. Et si ipso jure non valent aut valere non possint, volo quod saltem valeant jure codicillorum epistole, aut eis meliore modo et jure, quibus melius valere poterunt et debebunt.

Acta sunt hec in capite castri de Podio Salicone, presentibus Hugone Sacriste, habitatore Biterris, Raimundo Mandagach, juniore, Guillelmo Mandagach, juniore, Petro Saloris, Petro Corraguech, Johanne Barralis, de Podio Salicone, Yzarno Vitalis, de Unissano, Johanne Pepini, de Spondeliano, testibus ad predicta vocatis et per dictum testatorem rogatis, et me, Raynulpho de Canalibus, publico auctoritate regia notario, qui, a dicto testatore vocatus et rogatus, hoc instrumentum recepi, scripsi et signo meo sequente signavi.

VII. — DÉODAT DE BOUSSAGUES CITE EN JUSTICE,

POUR PARTAGE DE SUCCESSION,

SA MARATRE, AGISSANT AU NOM DE SA FILLE

2 AVRIL 1325

T. 104, N° 45

Pièce sur parchemin dont la partie inférieure est enlevée

Procès-verbal, dressé par Pierre de Paris (*de Parisio*) notaire, de la remise à lui faite par Jean de la Loche, sergent royal au château de Montbazin, de lettres patentes émanées de B. de Codoles, docteur ès-lois, juge mage du Palais de Montpellier et viguier pour le roi de France de la baronnie et terre foraine de cette ville *(terra forensis)* et de la baronnie d'Aumelas.

B. de Codoles, à la requête de Bertrand Castel, docteur ès-lois, clerc du roi de France, juge royal à Béziers et lieutenant du viguier de cette ville, donne ordre audit sergent de citer Maracde, veuve de noble Aymeri de Boussagues, chevalier, seigneur de Montbazin, comme tutrice de Jeanne de Boussagues, fille mineure (*infantula)* d'elle et du dit Aymeri, à comparaître en personne ou par procureur devant la cour du viguier de Béziers, le lundi (1) de la Quasimodo (*Pasqueta*), pour répondre aux prétentions de Déodat de Boussagues, damoiseau, coseigneur de Puysali-

(1) *Pasqueta*, dimanche de Quasimodo : Ce mot n'est pas dans Ducange.

con, au sujet du partage de la seigneurie de Boussagues.

Déodat de Boussagues, demandeur, était fils et héritier universel de Guillaume de Boussagues, fils d'Aymeri, remarié à la défenderesse Maracde, dont il avait eu une fille, Jeanne. Aymeri avait fait donation solennelle et entre vifs à son fils Guillaume, du château de Boussagues et de ses dépendances, dont il s'était réservé l'usufruit viager. Aymeri et Guillaume étaient morts successivement, et l'usufruit s'était trouvé réuni au fond, Jeanne, fille d'Aymeri, et également son héritière universelle tenait et possédait par indivis la moitié de la seigneurie de Boussagues, à l'exception 1° de la partie principale du château *(caput castri)* de Boussagues, qui s'étend dans la paroisse de Notre-Dame de Boussagues et de Saint-Saturnin de Clayrac; 2° de l'exercice de la juridiction.

Déodat demandait que cette indivision cessât judiciairement.

2 AVRIL 1325. — *T. 106, n° 45.*

Anno Nativitatis Christi millesimo trecentesimo vicesimo quinto, domino Karolo, rege Francorum et Navarie regnante, scilicet quarta nonas aprilis, noverint universi quod existens, Johannes de la Locha, serviens in castro Montisbazeni, tradidit michi, notario infrascripto, quasdam patentes litteras venerabilis et discreti viri domini B. de Codolis, legum doctoris, judicis majoris palacii Montispesulani vicesque gerentis ibidem et ejus baronie et terre

forensis ac Homelladesii ex parte domini nostri Francorum et Navarie regis, ut in eis legebatur. Quas quidem litteras, ego, Petrus de Parisio, notarius infrascriptus, legi vulgariter exponendo, ibidem presentibus nobili domina Maracda, uxore quondam nobilis viri domini Aymerici de Bociacis, militis condam de Montebaseno, ac testibus infrascriptis, quarum tenor talis est :

B. de Codolis, legum doctor, judex major palacii Montispesulani vicesque gerens ibidem et ejus baronie et terre forensis ac Homelladesii, ex parte domini nostri Francorum et Navarie regis, dilecto Johanni de la Locha, servienti regio dicti palacii, salutem. Litteras patentes venerabilis et discreti viri domini Bertrandi Castelli, legum doctoris, clerici domini regis, ejusque judicis Biterris tenentisque locum domini vicarii Bitterris dicti dominis regis, recepimus in hec verba :

Nobilibus viris dominis locum tenentibus in Montispesulano illustris regis Majoricarum et castellano de Homelacio vel eorum locatenentibus, Bertrandus Castelli, doctor legum, clericus domini regis, ejusque judex Biterris tenensque locum domini vicarii Bitterris domini regis, cum reverentia debita, salutem. Ad instantiam nobilis Deodati de Bociacis, domicelli, condomini de Podio Salicone, vos et vestrum quemlibet requirimus in suum subsidium et rogamus quatenus, ut ad vestrum quemlibet pertinere videritis, citetis seu citari faciatis nobilem Johannam, filiam condam nobilis viri domini Aymereci de Bociacis, militis, condam domini de Montebaseno, seu dominam Maracdam, ejusdem Johanne filie sue et dicti condam domini Aymerici ejus viri, tutricem, ut fertur, aut quemcunque alium volentem legitime pro dicta nobili Johanna comparere, ut, die lune proxima in crastimum instantis *Pasquete*, Bitterris, ante comestionem sufficienter et legitime compareant coram nobis, petitioni seu libello per dictum nobilem

Deodatum seu ejus partem nobis, seu magistro P. Sicardi jurisperito locum nostrum tenenti dicti domini vicarii tradite, super baronia de Bociacis in vicaria de Bitterris constituta, contra dictam nobilem Johannam seu contra dictam dominam Maracdam, nomine quo supra, cujus quidem libelli seu petitionis tenor inferius est insertus, si et prout justum fuerit, responsure et facture aliter quod fuerit rationis. Tenor vero dicte petitionis seu libelli talis est.

Coram vobis venerabilibus et discretis viris, dominis Eustachio Fabri, serviente armorum, ac vicario, et Bertrando Castelli, legum doctore, judice Bitterris domini nostri Francorum regis, et vestrum altero vestrove seu alterius vestrum locumtenentibus, asserit et in jure proponit Deodatus de Bociacis, domicellus, condominus castri de Podio Salicone, filius et heres universalis nobilis Guillelmi de Bociacis, vita functi, quod nobilis vir dominus Aymericus de Bociacis, dicto Guillelmo, filio suo, legitime emancipato, presenti et recipienti, donavit solempniter, donatione simplici inter vivos, castrum de Bociacis cum omnibus juribus suis et pertinenciis, juridictione territorii et districtu inferius designatis, retento inde usufructu sibi donatori predicto; que bona, tempore donationis predicte ad ipsum dominum Aymerici, jure dominii seu quasi, pertinebant et ea tenebat et possidebat seu quasi ; item quod, mortuo dicto domino Aymerico donatore, et per ejus mortem usufructu proprietati consolidato, mortuus est et dictus Guillermus donatarius, superstite ipsi Guillermo Deodato de Bociacis, filio et herede universali predicto ; item quod bona predicta dicto condam Guillermo donata nobilis domina Maracda, uxor condam nobilis viri domini Aymerici de Bociacis, militis, condam domini de Montebaseno, tutrix et tutorio nomine nobilis Johanne, filie infantule, et dicti viri sui heredisque universalis ipsius domini Aymerici, tenet et possidet seu

quasi pro medietate indivisa, capite tantum ipsius castri de Bociacis et barrio, cum mero et mixto imperio et jurisdictione, prout clauditur et protenditur et terminatur, parochia beate Marie de Bociacis et Sancti Saturnini de Clayraco, dumtaxat exceptis. Unde petit dominus Deodatus, filius et ut heres universalis dicti condam Guillermi, per vos dictos dominos, vicarium et judicem seu alterum vestrumve seu alterius vestrum locumtenentem sentencialiter declarari medietatem predictam pro indiviso bonorum predictorum inferius designatorum cum omnibus juribus suis et pertinenciis, jurisdictione, territorio et districtu, capite tantum ipsius castri de Bociacis et barriis, cum mero et mixto imperio et jurisdictione, prout clauditur et protenditur et terminatur parochia beate Marie de Bociacis et Sancti Saturnini de Clayraco, dumtaxat exceptis............ ..

A partir de cette ligne, le parchemin est déchiré. Dans cette seconde partie on trouve en fragments la fin de la requête du demandeur et les formules par lesquelles le juge de Montpellier ordonne à l'huissier de citer la défenderesse à la cour du viguier de Béziers.

VIII. — PARTAGE ENTRE DAME JAUSIONDE DE VINTROU, FEMME DE NOBLE JEAN DE DURFORT, ET MARQUÈSE DE VARLHANQUÈS, FEMME DE NOBLE GUILLAUME DE THÉSAN, DES BIENS DÉPENDANT DES SUCCESSIONS DE NOBLES PIERRE ET RAYMOND DE BOUSSAGUES.

12 avril 1368. — T. 100, n. 14

Pièce papier

La part de Mme de Thézan se composera : « des maisons, » cazalz, fours, predz, pasturaigues . . . . , boys, » devès, terres cultes et incultes, et autres biens, rantes, » noms, censives et usaitges, prairies rustiques et rurales, » fiefz nobles et tout aultre chose, que ledict noble » Raymond de Boussagues, en temps de sa mort, avoit et » souloit avoir ez lieulz, ténement, juridiction et dis- » troit du lieu de Boussagues et terre fouraine d'iceluy, et » ez lieulz du Pradal, de la Blaquieyre, de Tauxac, en toute » la parroisse de Saint-Martin le Vieulx, de Villemaigne, » au lieu de Bédarrieulx, et ez mazades et terroir dépen- » dantz d'iceluy du despuis le lieu de Faugères, en hors » ensemble tout ce que pourroit appéter et appartenir » ès dictz nobles Pierre et Raymond de Boussagues, avec » tout droit, jurisdiction, mer, mixte imper et tout ce que » a se dessus dépand, ensemble les justices, chasses gran- » des et petites, ansin que lesdicts de Boussagues avoient » et ont accoustumé avoir ez dictz lieulx.»

Mme Jaussionde, épouse Durfort, aura pour sa part : « Les
» biens desdictz de Bousagues, tout ce qu'ils avoint ez chas-
» teaus et lieulz de Puysalicon, Magalas, Margon, Authi-
» nhac, Saint-Genieyz, et autres lieulx dépendantz, avec
» toutes jurisdictions, aultes, moyennes et basses, et con-
» formément comme cy-devant est dict.

» Acte retenu par Me Guillaume Bedos, notaire de Pou-
» zoles, et Pons Servant, notaire de Puysalicon ».

Cet acte n'est pas signé.

DEUXIÈME PARTIE

Cette seconde partie concerne le fief de Boussagues ; il ne s'agit plus, comme précédemment, d'actes de famille, mais de chartes relatives à l'acquisition ou à l'aliénation de biens, à des hommages, à des reconnaissances et aux droits féodaux.

On peut suivre, depuis 1189, les accroissements dont la terre a été l'objet ; puis, à la fin du XIIIe siècle, on constate qu'une ère de décadence succède à une période de prospérité.

On peut relever dans les documents de nombreux renseignements concernant l'exerciee des droits féodaux. Du

moment que chaque acte est précédé d'une notice en faisant connaître l'objet et où sont signalés les points dignes de remarque, il nous a apparu inutile de donner un résumé des faits contenus dans les chartes.

I. — VENTE A DÉODAT DE BOUSSAGUES, PAR RAYMOND HUGUES, DE CE QU'IL POSSÉDAIT DANS LE CHATEAU DE BOUSSAGUES

et dans les paroisses de Saint-Saturnin, de Clairac et de Saint-Alexandre de Bédarieux, pour la somme de 1.000 sous melgoriens,

JUILLET 1189

Original. — T. 106, N° 3

Anno ab incarnatione M C XC VIIII, Philippo regnante, ... ego, Raimundus Ugo, per me et per omnes meos, presentes et futuros, dono, laud(o).... (1) delinquo et, cum hac carta, bona fide et absque omni dolo, nunc et in perpetuum, guirpio et solvo, et jure perfecte venditio(nis), (d)o tibi, Deodato de Bociacis, et infantibus tuis, omnique posteritati tue, (ad omnes v)oluntates tuas tuorumque in sempiternum faciendas, jus dandi, dimittendi, vendendi, im-

(1) Lacune dans le texte.

pignorandi vel etiam alienandi cuicumque volueritis, quicquid scilicet habeo et habere aliquo modo debeo in castello de Bociacis, in tota parochia sancti Alexandri de Biterivis, quocumque sint et ubicumque sint super terra et subtus terra.

Hoc facio propter M solidos Melgoriensium percuribiles, de quibus ego habui et accepi a te, Deodate, CC solidos Melgoriensium, de quibus nichil tecum in debito remansit. Et cum octingentos solidos redimas predictum honorem, pro quibus est in pignus, si vero predictus honor majoris valencie est vel fuerit, bono jure et recto dono, tibi Deodato, et tuis dono. Et ita ab omni possessione prefati pignoris me et omnes meos expolio et excludo, et te et tuos in possessionem mitto et investio. Si vero aliquis vel aliqua in jam dicto honore.... (1) tibi Deodato vel tuis, amparaverit vel abstulerit, ego et mei tenemur esse legales guirentes et defensores semper tibi et tuis.

Hujus rei testes sunt Guillelmus de Castlaro, Bernardus de Castlaro, G...., Arcinandus de Neira, Rigaudus, monachus de Gracello, Bernardus Escolerii, Bernardus, filius ejus, Guillelmus Maurelli, Raimundus Amici, Bernardus Bonassius, Deodatus Fagonis, Bernardus...., Guillelmus Garaud, Raimundus Favari.

Factum fuit hoc, mense julii, in operatorio Guillelmi Maurelli. Jussus a predictis, P.Arnaudi hanc cartam scripsit.

---

(1) Lacune dans le texte.

II. — PRÊT DE 1.800 SOUS MELGORIENS

Fait par Déodat de Boussagues à Guillaume de Curvalle

10 SEPTEMBRE 1199

Original. — T. 106, N° 14

Guillaume Aton de Curvalle, avec le consentement de Saure, sa femme, remet et donne comme gage d'un emprunt de 1.800 sous melgoriens, avec faculté d'aliénation pour le recouvrement de la dite somme, à Déodat de Boussagues : 1° la terre *(honor)* qu'il possède depuis la croix de Moniz Adensaing jusqu'à l'Orb en suivant le cours de la Dèze jusqu'à l'Orb, et le replis formé par cette rivière à Adenz jusqu'au pont de Brossal ; 2° ce qu'il possède dans le château de Neiran et dans celui de Boussagues, à l'exception de la tête du vieux château de Boussagues (*caput castri*) depuis l'église de Notre-Dame d'en haut, avec ses entrées et sorties. Les fiefs des chevaliers feudataires du dit château étaient réservés à l'emprunteur ; cependant les revenus des fiefs des dits chevaliers (mines, bois...), qui étaient payés à Guillaume Aton, devraient être remis à Déodat de Boussagues, à titre de jouissance, tant que le gage resterait entre ses mains. Les revenus du dit gage devaient être perçus par le prêteur, sans être imputés au paiement des 1.800 sous. Une marque de Montpellier est évaluée à 50 sous melgoriens. En outre, faculté est donnée à Déodat de Boussagues de racheter ce

que Guillaume Aton avait engagé en divers lieux : 1° dans le territoire de Clairac aux fils de feu Guillaume de Sénègra pour huit mille sous ; 2° dans les mines de Clairac à Bérenger, abbé de Villemagne, pour deux mille sous ; 3° dans les terriroires de Villemagne, de l'Orte, de la Blaquière, au dit abbé pour dix-huit cents sous ; 4° dans Taussac à Amiel Mercier pour six cents sous ; 5° dans les paroisses de Doitz et le territoire du château du Poujol pour six cents sous. Guillaume Aton s'interdit le droit de racheter les dits gages aux susdits prêteurs, tant qu'il n'aura pas remboursé Déodat de Boussagues, qui obtient en outre la faculté de percevoir, sur les dits gages, les droits que s'était réservés l'emprunteur, tels que le foriscape, l'investiture. Dans le cas où D. de Boussagues, en retirant les gages, bénéficierait d'une remise de la part des créanciers, il devrait en tenir compte à Guillaume Aton, quand celui-ci viendrait faire ses dégagements. De plus, le prêteur doit jouir des revenus des dits gages, jusqu'à parfait paiement. Guillaume Aton concède à Déodat de Boussagues la mine de Taussac pour lui tenir compte des six cents sous, qu'il devait payer en son nom à Arnauld Guindra.

Guillaume Aton se porte garant des susdites stipulations envers D. de Boussagues, en cas d'éviction ou de trouble.

Acte passé, à Villemagne, devant la cour de l'abbé Bérenger, qui donne son approbation aux convention, en présence de dix-huit témoins et de Guillaume Pierre, notaire de Villemagne.

Confirmation de l'acte par Saure, femme de Guillaume Aton, qui renonce à tous ses droits.

Acte passé le 4 octobre 1190, à Pont de Camarez, dans l'église Saint-Michel, en présence de dix témoins et du même notaire (*Charte partie par A. B. C.*)

Sit notum presentibus et futuris quod ego, Guillelmus Ato de Curvalla, per me et per omnes meos, presentes et futuros, cum assensu et voluntate Saure, uxoris mee, bona fide, sine dolo, titulo boni et perfecti pignoris, cum hac carta, obligo et more pignoris trado tibi, Deodato de Bociacis, et tuis et omni posteritati tue, vel cui vel quibus tu vel tui, pro subscripta pecunia recuperanda, dederitis, dimiseritis, vel pignori obligaveritis, videlicet : totum honorem quem habeo liberum, et quicquid juris seu rationis habeo liberum vel quolibet modo habere debeo super terra et sub terra, a cruce de Moniz Adensainz usque in flumen Orbi, sicuti rivus Dezie descendit usque in flumen Orbi, et sicuti ipsum flumen ascendit et et includit Adensainz usque ad pontem de Broszol, et totum quod habeo vel habere debeo in castro de Neirano et suis terminis et in castro de Bociacis et in suis terminis, excepto capite castri veteris de Bociacis ab ecclesia sancte Marie in sursum,cum ingressibus et exitibus suis,et exceptis militibus feudalibus quos habeo in ipso castro de Bociacis ; que duo jamdicta, scilicet caput castri et feudales milites solummodo a predicto pignore excipio et mihi meisque retineo. Set sit certum quod, si ex hac die in antea exierint aliqui redditus seu proventus de honore (militum feuda)lium, sicuti essent de minariis vel de venditionibus nemorum, totum illud, quod ad me inde pertinere deberet jure domini, debebitis tu, Deodatus et tui, habere pro gauzida, donec predictum pignus de potestate tua (egrediatur).

Et hoc facio ego, Guillelmus Ato, pro M et DCCC (1) solidis Melgoriensium quos a te, Deodato, plene habui et recepi in pecunia renumerata, ita quod nichil inde penes te vel tuos in debito remansit. Totum illud pignus debetis tu, Deodatus de Bociacis et tui, habere et tenere ex

(1) 1.800.

hac die in antea tamdiu, fructibus et redditibus ac proventibus inde exeuntibus nunquam in sortem vel solutionem predicte pecunie computandis, donec, ego vel mei, reddamus et solvamus tibi et tuis plene et quiete prefatos MDCCC solidos Melgoriensium, bonos et percurribiles, vel argentum finum ad rationem marche Montispessulane, que nunc valet L solidos Melgoriensium. Si tunc hec moneta Melgoriensis erit abatuda vel minorata de lege seu penso argenti, scilicet pro singulis quinquaginta solidis totius predicte pecunie, debebimus tibi vel tuis solvere singulas marchas argenti fini, quousque tota prefata pecunia sit persoluta.

Preterea sit certum quod filii, qui fuerunt Guillelmi de Senegra, habent de me quoddam pignus in termino de Clairac pro octo milibus solidorum; et ex alia parte dominus Berengarius, abbas Villemagne, habet de me aliud pignus in minariis de Clairac pro duobus milibus solidorum; et ex alia parte idem dominus abbas habet de me in pignore totum quod debeo habere apud Villamagnam et in Orta et in Blaceria pro M et DCCC solidis; et Amelius Mercerius habet de me in pignore totum quod debeo habere apud Taussacum pro DC solidis; et Berengarius de Cabrairol habet de me in pignore totum quod debeo habere apud Doitz et in tota parrochia ipsius ecclesie de Doitz et en *las broas* (1) castri del Pojol pro DC solidis. Que omnia pignora, vel quodlibet eorum, tu, Deodatus de Bociacis et tui, poteritis redimere ex hac die in antea, quando (volu)eritis; et debebitis eadem pignora de potestate jam dictorum creditorum redempta habere et tenere eisdem pactis et conventionibus, quibus prefati creditores ea modo habent et tenent, sicuti in cartis pignorantium, que inde sibi facte sunt, continentur.

Est preterea sciendum quod, quamdiu, tu Deodatus vel tui, tenueritis suprascriptum pignus quod modo tibi suppo-

(1) Sans doute pour *boarias*, métairies, exploitations rurales.

sui pro M et DCCC solidis, non licebit mihi vel meis redimere aliquid pignorum supradictorum; set in primis debebimus, ego vel mei, persolvere tibi vel tuis sepe dictos M et DCCC solidos, secundum quod superius dictum est; et postea licebit nobis redimere alia pignora vel quodlibet eorum, sicuti usque modo nobis licebat.

Item sit certum quod ex hac die in antea non licebit, mihi Guillelmo Atoni vel meis, supra dicta pignora vel quodlibet eorum pro ampliori pecunia, qua superius dictum est, obligare, ante quam predicti M et DCCC solidis a me vel meis integre, tibi Deodato vel tuis, persolvantur.

Et interim debebitis, tu Deodatus et tui, habere et percipere pro lucro supradicti pignoris, quod modo cum hac carta tibi subposui, omnes proventus et redditus, quos de omnibus supra dictis pignoribus michi retinui, sicuti essent de foriscapiis et laudamentis et de vestitionibus et omnibus aliis rebus; hoc solo excepto quod si, tu Deodatus vel tui, redemeritis aliquid pignorum supradictorum, et prefati creditores aliquid de pecunia suprascripta remiserint, illud debebit esse minus de ipsa pecunia, quando ego vel mei redimemus eadem pignora de potestate vestra; et tu, Deodatus et tui, debebitis, illud quod remittetur de ipsa pecunia ipsis creditoribus minus, persolvere. Set omnes alios proventus et omnes alias escaduchas (1), que ex hac die in antea de omnibus supradictis pignoribus ad me quocumque modo pertinere deberent, sive tu vel tui ea redemeritis sive non, debebitis, tu Deodatus et tui, habere pro gauzida, non in predicte pecunie solutionem, donec predicti M et DCCC solidi quos modo, ut superius scriptum est, a te recepi et tibi et tuis plene persolvantur.

Preterea laudo et concedo, tibi Deodato et tuis, super mi-

(1) Choses du vassal ou du débiteur qui tombent au pouvoir du seigneur à la suite d'un délit, de l'inexécution d'un contrat. (*Voir le glossaire de Ducange.*)

narium de Taussaco totum quicquid expedierit te persolvere de illis DC solidis, quos Arnaldus de Guindra a me exigit.

Et promitto per firmam stipulationem, ego, Guillelmus Ato, tibi Deodato de Bociacis, quod ego et mei erimus semper legales guirentes ac defensores tibi et tuis de omnibus suprascriptis, donec predictum pignus de potestate vestra redimatur, et nunquam contra predicta veniemus vel venire faciemus; set omnia, sicut superius dicta sunt, vel sicuti melius dici, scribi vel intelligi possint, omni fraude remota, ad tuum tuorumque proficuum et intellectum, custodiemus ego et mei et observabimus firmiter et fideliter. Et si aliquid ibi vel inde tibi vel tuis jure erit amparatum vel evictum, totum illud vobis restituemus, et omni legi, consuetidini et juri, scripto et non scripto, divino, humano, speciali et generali, michi vel meis competenti vel competituro ad infringenda predicta, prorsus cedo atque renuncio; et feci vel faciam quominus hec omnia predicta firma permaneant. Sic juro ego Guillelmus Ato, tibi Deodato de Bociacis, his sanctis quatuor evangiliis corporaliter tactis.

Acta sunt hec anno a Nativitate Christi MCXC VIIII, regnante Philippo, rege Francorum, III° idus septembris, apud Villemagnam, in curia domini abbatis sub moro, ipso domino Berengario abbate presente, qui omnia suprascripta laudavit et confirmavit, salvo jure et seniorivo suo et ecclesie sancti Martini et monasterii Villemagne. Hujus rei sunt testes et videntes, Salomon de Felgariis, Bernardus d'Aspa, Bernardus de Torrellis, Raimundus Rigaudi, Guilabertus Alamanni, Guillelmus de Rivo, Durantus Bomacips, Guillelmus Costauz, Petrus Morgues, Raimundus de Grazellis, Guillelmus Jordani, Berengarius Augerius Niger, Bernardus Escolerius, Bernardus Boicedos de Bociacis, Petrus Aimerici, Bernardus de Cabreira, Deodatus Bompars, Petrus Rodatus, Guiraudus Dagenes et Guillelmus Petri,

notarius Villemagne, qui, mandato domini abbatis et Guillelmi Atonis et omnium predictorum testium, hanc cartam scripsit (W. S., *Willelmi signum*).

Ego, Saura, uxor supradicti Guillelmi Atonis, bona fide, sine dolo, laudo et confirmo hanc cartan et omnia que in ea continentur, sicuti melius dici vel intelligi possint, omni fraude remota, ad proficuum et intellectum tui, Deodati de Bociacis et tuorum. Et omni legi, consuetudini, et juri, scripto et non scripto, divino et humano, speciali et generali, et specialiter senatusconsulto Velleiano, occasione dotis vel donationis propter nuptias, vel quolibet alio modo michi competenti vel competituro ad infringenda predicta, ex certa sciencia et industria mea, prorsus cedo atque renuncio, et ut numquam contra predicta veniam vel venire (faciam).... (juro)... spontanea mea voluntate, super hec sancta quatuor Evangelia.

Actum est hoc apud Pontem de Camarez, in ecclesia sancti Michaelis, anno quo supra, IV° nonas octobris. Testes sunt Raimundus de Sancto Mauricio..... de Creissenz, Guillelmus de Roca, Aimericus de Brusca, Adillolfus Alamanni, Arnaldus de Ponte, Guillelmus Alzarum, Bernardus de Combret, Bernardus de Peiras Longas, et idem Guillelmus (Petri, notarius Villema)gne qui, mandato domine Saure et testium, hec scripsit. S. W. (signum Willelmi).

III. — ERMESSINDE DE NOGARE, AVEC LE CONSENTEMENT DE SES DEUX FILS, RAYMOND & BÉRENGER, VEND, POUR LA SOMME DE 150 SOUS MELGORIENS, A DÉODAT DE BOUSSAGUES, LE FIEF SITUÉ SUR LA PAROISSE DE DIO

que Pierre Ermengaud lui avait donné à sa mort et qu'elle avait engagé à Guillaume Ermengaud.

JANVIER 1203

Original. — T. 106, N° 17.

Anno a Nativitate Christi M CC III, regnante Philippo, rege Francorum, ego, Ermessindis de Nogario, per me et per omnes meos, presentes ac futuros, cum consilio et voluntate meorum infantium Ramundi et Berengarii, bona fide et sine omni dolo, titulo donationis perfecte et in perpetuum valiture, et cum hac carta dono, solvo, guirpio, trado, cedo et omnino desemparo tibi, Deodato de Bociacis, et tuis, omni posteritati tue et cui vel quibus tu vel tui dederitis, dimiseritis, permutaveritis, venderitis ad omnes voluntates tuas tuorumque plenarie faciendas, videlicet totum illum honorem, quem Petrus Ermengavi mihi dedit ac dimisit in extremis diebus vite sue, tunc in bono sensu et in plena memoria sua, quem honorem obligavi in pignore Guillelmo Ermengavi pro decem solidis Melgoriensium. Et est honor predictus in parrochia Sancti Stephani de

Diano, et in terminis ipsius castri; totum quicquid sit et ubicumque sit, solvo et guirpio, et omnino desero tibi, jam dicto Deodato de Bociacis, et tuis, omnia jura mea que ibi habeo vel habere debeo, sicuti prefatus Petrus Ermengavi michi dedit ac dimisit bono animo et bona voluntate et pro magno servicio quod illi feceram.

Et propter hanc donationem et solutionem a me tibi factam habui a te, supradicto Deodato, CL solidos Melgoriensium bonos et percurrabiles in pecunia renumerata, ita quod nichil mihi penes te vel tuos in debito remansit. Et totam magisvalenciam ipsius honoris tibi dono et concedo ex mera et simplici mea liberalitate, et in te tuosque transfero sine ulla mea meorumque retentione, et me et meos inde spolio et de possessione excludo et te ac tuos inde vestio, et cum hac carta te immito in possessione. Et omni legi, consuetudini, ac juri scripto et non scripto, divino et humano, speciali ac generali,ad infringenda predicta mihi competenti vel competituro, cedo et renuncio. Et ego et mei fecimus et faciemus quominus firma omni predicta maneant in perpetuum.

Sic convenimus, ego Raimundus et ego Berengarius, omnes simul in unum, bona fide et firma stipulatione.

Testes hujus rei sunt Petrus Ferranz, Petrus de Autzaz, Raimundus Amarz, Bernardus Esquirols, P. Bec, Guillelmus Bret, Bernardus Cabreira, Deodatus Gauterii, Guillelmus del Sot. Mandato omnium predictorum, Petrus Deodati, capellanus, scripsit mense januarii.

IV. — VENTE PAR GUILLAUME ATON A DÉODAT DE BOUSSAGUES DE DIVERS IMMEUBLES

24 JANVIER 1207

Original. — T. 106, Nº 15

Guillaume Aton vend à Déodat de Boussagues : 1° les terres qu'il avait depuis le pont du Dourdon, au-dessous de la ville de Saint-Gervais, jusqu'à l'Orb en suivant les replis du ruisseau de l'Ezic jusqu'à l'Orb et en remontant son cours jusqu'à l'église Saint-Nicolas ; 2° tout ce qu'il possédait à la montagne de Lodairac et à la colline de Cervianes, dans les limites du territoire de Boussagues ; 3° le reste de ce qu'il avait dans l'étendue du même Boussagues ; 4° ce qui lui appartenait dans la paroisse de Saint-Saturnin de Clairac, à Villemagne, dans la paroisse de l'ancienne église de Saint-Martin située dans le territoire de Villemagne, au château de Neirau, dans la paroisse de N.-D. de Doitz, à Caroux, dans le territoire du château du Poujol, dans la paroisse de Saint-Pierre de Reddes. G. Aton cède à Déodat de Boussagues les droits qu'il avait dans ces divers lieux, concernant les hommes et les femmes, les censives, les redevances (*usatica*), les bois, les chasses, les produits de la chasse (*venatus et venationes*), les pâturages et les dépaissances, les eaux, les viviers, les rivages, les arbres fruitiers et autres, les montagnes et les vallées, les terres cultes

et incultes, les hermes, le bois sec et mort, les mines.

La vente fut conclue pour le prix de 30.000 sous melgoriens, dont 9.500 furent payés comptant ; le reste devait être versé aux créanciers qui détenaieut ces terres en gage. Le vendeur se porta garant pour l'acheteur.

Acte passé au château de Brusque, en présence de vingt témoins et de Pierre Arnaud, notaire de la ville de Saint-Gervais, curé de Saint-Martin de Villemagne.

In nomine Domini nostri Jesu Christi. Anno ab incarnacione ejusdem M CC VI°, Philippo, rege Francorum, regnante, ego, Guillelmus Ato, dono, laudo et concedo, vendo et derelinquo, et cum hoc instrumento, per me et per omnes meos, presentes et futuros, bono animo, bona fide, et ex mera et simplici liberalitate, ut melius vel perfectius potest dici vel scribi, sive etiam intelligi, per verbum vel per scriptum, absque ullo dolo, et nunc et in perpetuum, guirpio et solvo, et jure ac titulo perfecte venditionis, irrevocabiliter trado tibi, Deodato de Bociacis, et infantibus tuis omnique posteritati tue, ad quaslibet voluntates vestras vestrorumque in sempiternum faciendas, ad dandum, dimittendum, vendendum impignorandum, sive etiam quolibet modo alienandum, quicquid scilicet habeo et habere aliquo modo debeo, a ponte fluvii Dordonis infra et versus villam Sancti Gervasii usque in fluvio Orbi et sicut rivus de Ezico includit usque in eodem fluvio Orbi et sicut idem fluvius ascendit usque ad ecclesiam sancti Nicolai, et quicquid similiter habeo et habere debeo ullo modo de monte de Lodairaco et de colle Cervianes infra et versus castrum de Bociacis, et quicquid simliter habeo et habero debeo aliquo modo in-

in eodem castro de Bociacis et in omnibus suis terminis et et dominiis, et in tota parrochia Sancti Saturnini de Clairaco et in suis terminis, et quicquid similiter habeo et ullo modo habere debeo in Villamagna et in omnibus suis terminis et in tota parrochia veteris ecclesie Beati Martini, que est in confinio ipsius Villemagne, et quicquid similiter habeo et habere ullo modo debeo in castello de Neirano et in omnibus suis terminis, et in tota parrochia ecclesie sancte Marie de Doïtz et apud Caros et in suis terminis, et in omnibus similiter terminis castri de Podiolo et in tota parrochia ecclesia sancti Patri de Reddes. Quecumque in predictis locis vel in suis terminis, ego, Guillelmus Ato, habeo vel visus sum habere sive quolibet modo habere debeo in hominibus scilicet et feminis, in censibus et usaticis, in nemoribus et venatibus, venationibus, in pascuis vel pasturalibus, in aquis et in piscariis, in ripariis, in arboribus fructiferis, in montibus vel vallibus, in terris cultis et incultis, in heremis et condirectis, in viridi et in sicco. Quecumque sint et ubicumque sint dicta vel non dicta, scripta vel non scripta, apparentia sive apparitura, presentia aut futura, super terra et sub terra, in minariis presentibus et venturis, tibi, Deodato de Bociacis, et tuis vendo et derelinquo, et jure ac lege perfecte et irrevocabilis venditionis, aliquo modo, omnino trado, et te tuos in firmam et incorruptibilem possessionem, bona fide, mitto et me, et omnes meos, presentes et futuros, ab omni possessione inde excludo.

Hoc facio, propter triginta milia solidos Melgoriensium percurribilium, de quibus ego, Guillelmus Ato, confiteor me habuisse et accepisse a te Deodato jamdicto, in pecunia renumerata, novem milia et VL (1) solidos plene et integre. Et de reliqua pecunia usque in triginta milia solidos, ut prescriptum est, debetis, tu vel tui, quando volueritis redi-

(1) 9,550.

mere predictos honores, pro qua pro pignore obligati sunt. Et si forte ipsi predicti honores ultra istos triginta milia solidos majoris valencie sunt vel fuerint, totam illum magisvalenciam ego, Guillelmus Ato, per me et per omnes meos, presentes et futuros, bono jure et recto dono, causa consanguitatis et dilectionis, scienter, gratis dono tibi, Deodato de Bociacis, et omnibus successoribus tuis.

Preterea sit certum quod, ad majorem firmitatem predicte vendicioni habendam, ego, Guillelmus Ato, spontanea voluntate, juro super sancta evangelia tangenda corporaliter propria manu, quod omnia, que in hoc instrumento scripta esse videntur, semper rata habebo et omni tempore, bona fide, firmiter observabo et nunquam aliquo modo per me vel per aliam personam preteribo, set legalis guirenz et defensor de omnibus, jamdicto tibi Deodato et tuis, semper ero. Et omni legi, et rationi, et consuetudini, et juri, generali et speciali, et divinis ac humanis, scriptis vel scribendis, mihi Guillelmo Atoni vel meis, contra hanc venditionem competentibus sive competituris prorsus abrenuncio, et omnes exceptiones, defensiones, actiones, petitiones seu persequtiones in rem vel in personam mihi vel meis, nomine vel occasione predictarum rerum competentes vel competituros, tibi Deodato et tuis, cedo et penitus in te et tuos transfero.

Hujus rei testes sunt Petrus Raimundi de Felgueriis, Raimundus de Sancto Mauricio, Aimericus de Brusca, Bernardus Grimaudi, Avinus de Ponte, Guillelmus de Castlaro, Ugo de Decennone, Petrus de Castlucio, Raimundus Petri de Moleriis, Guillelmus de Luzencione, Petrus Grimaudi, Arnaudi de Ponte, Sicardus Froterii, Cabiarius, Raimundus Bleitguerii, Bego de Brusca, Rigaudus Saisseti, Guilabertus Alamandi, Berengarius Grimaudi, Bernardus Traversi. Factum fuit hoc mense januario, feria quarta, in feste sancto Timothei, àpostoli, in castello de Brusca, in domo

prioris ecclesie ejusdem castelli, jussu Guillelmi Atonis et Deodati de Bociacis et omnium prescriptorum testium.

Petrus Arnaudi, rector veteris ecclesie jam dicti Beati Martini, publicus notarius ville Sancti Gervasii, hoc instrumentum scripsit et legit distincte et apte in presentia et audientia omnium prescriptorum.

V. — EMPRUNT DE 800 SOUS MELGORIENS PAR GUILLAUME DE MERCOIROL A PIERRE BARET; RATIFICATION PAR DÉODAT DE BOUSSAGUES

30 JUIN 1209

Original. — T. 106, N° 16

Guillaume de Mercoirol donne et remet, comme gage de la somme de huit cents sous melgoriens, à Pierre Baret, toute la tasque, la dîme en blé, vin, hortalage, et l'albergue qu'il possédait dans le mas de la Blaquière.

A la demande de G. de Mercoirol, 400 sous furent payés à P. Pertalastor et à Maurin de Gaillac pour le remboursement de douze setiers de froment de revenu annuel, qu'ils avaient en gage sur la dite tasque.

Approbation de la convention par Déodat de Boussagues,

seigneur du fief. Ratification par Richent, épouse de G. de Mercoirol.

Anno ab incarnatione Domini M CC VIIII°, regnante rege Philippo, pridie kalendas julii, ego, Guillelmus de Mercoirol, per me et per omnes meos, presentes ac futuros, bona fide, sine dolo, cum hac carta, obligo et more pignoris trado tibi, Petro Baret et tuis, et cui vel quibus, tu vel tui, pro subscripta vestra pecunia recuperanda, dederitis, dimiseritis, vel pignori obligaveritis, exceptis sanctis, videlicet, totam tascham et decimam bladi et vini et ortalici, et albergam tascarenc (*sic*) quam habeo in toto manso de la Blaqueira.

Et hoc facio pro octengintis solidis Melgoriensium bonorum et percurribilium, quos a te bene habui et recepi in hunc scilicet modum : quod pro me et mandato meo dedisti et persolvisti Petro Portalastor et Maurino de Gaillac, de dicta pecunia, CCCC solidos Melgoriensium, pro quibus erant annuatim XII sextarii frumenti eis in dicta tascha obligati. Residuum autem predicte summe habui ego et recepi, ita quod nichil inde penes te in debito remansit; in quibus omnibus exceptioni non numerate pecunie prorsus renuncio. Et si alicui dictum pignus pro vestra pecunia pignori aliquo tempore subposueritis, non petam inde aliquid foriscapium.

Item, si a domino Deodato de Bociacis, vel suis, aliquid tibi vel tuis servicium pro dicto pignore exactum fuerit, ego et me faciemus illud. Quod si facere noluerimus et te illud facere oportuerit, laudo et concedo illud tibi et tuis super idem pignus. Et ita, tu et tui debetis habere et tenere totum predictum pignus ex hac die in antea usque ad

primum venturum festum sancti Michaelis, et tunc licebit mihi et meis illud redimere. Quod ni fecerimus, stabit deinceps de anno in annum, tamdiu donec ego vel mei reddamus et persolvamus tibi vel tuis predictos VIII C solidos Melgoriensium bonos et percuribiles vel argentum finum ad rectum pondus Montispessulani, ratione marche nunc valentis quinquaginta solidos, si tunc hec moneta Melgoriensis erat abatuda vel minorara de lege vel pondere argenti, fructibus et gauzida interim de dicto pignore exeuntibus, nunquam in sorte vel solutione dicte pecunie computandis. Et promitto tibi firmiter per stipulationem quod de toto pignore predicto, donec de potestate tua redimatur, ero tibi et tuis legalis et fidelis guirens et quod, si aliquid jure tibi vel tuis amparatum fuerit vel evictum, totum illud tibi et totum dampnum quod inde tibi evenerit, integre restituam, et de hoc dono tibi et tuis retornum et facio laudimium super idem pignus et super totum aliud quod in dicto Manso de la Blaqueira habeo et super totum illud quod habeo in omnibus minariis, presentibus et futuris, mansorum de la Roca.

Et ego, Deodatus de Bociacis, major, pro dicto Guillelmo de Mercoirol et mandato ejus, promitto et convenio tibi, Petro Baret predicto, per stipulationem, quod totum predictum pignus faciam te et tuos habere et tenere quiete, donec de potestate tua redimatur, ita quod, si aliquid ibi vel inde jure tibi vel tuis amparatum fuerit vel evictum, et Guillelmus de Mercoirol predictus illud totum et dampnum, quod inde tibi evenerit, integerrime non restituerit, ego totum illud plenarie tibi et tuis restituam et de omni hoc obligo me tibi et tuis ad tuum tuorumque intellectum.

Et ego, sepe dictus Guillelmus de Mercoirol, si dampnum vel gravamen aliquid tibi, dicto Domini Deodato, pro dicta obligatione evenerit, totum illud laudo tibi et tuis super totum illud quod habeo in predicto manso de la Blaqueira et

in omnibus mansis de la Roca super terram et sub terra. Quantum ad omnia predicta vel horum singula infringenda, ego, jam dictus Guillelmus de Mercoirol, renuncio omni legi, consuetudini et juri, scripto et non scripto, divino et humano, speciali et generali, ad infringenda predicta michi competenti vel competituro. Hec omnia, ut superius in hac carta dicta et scripta sunt, vel sicut melius dici, scribi aut intelligi ab aliquo possunt, sine inganno tui, Petri Baret, vel tuorum, et tui domini Deodati de Bociacis, quantum ad obligationem dictam, quam superius, mandato meo, dicto Petro fecisti, custodiam et observabo firmiter et fideliter, si Deus me adjuvet, et hoc sancta quatuor Dei evangilia a me corporaliter tacta.

Acta sunt hec apud Villammagnam in quodam operatorio Guillelmi Zabaterii, quod tenet Bonetus Tolosanus. Testes hujus rei sunt Pontius de Olargio, major, Guillelmus Rebol, Aimericus Niger, Poncius de Somas, Arnaudus Faltus, Petrus de Felgariis, Maurinus de Gaillac, Petrus Portalaflor, Bernardus de Raza, Stephanus Tolosanus, Bonetus Tolosanus, et Guillelmus Donadeus, notarius publicus Villemagne qui, mandato predictorum, hanc cartam scripsit.

Anno ab incarnatione Christi M CC VIIII, regnante Philippo, rege Francorum (1), notum sit omnibus hominibus audientibus hanc concordanciam istorum instrumentorum quod ego, Richents, uxor Guillelmi Mercoirolii, bono animo, spontaneaque voluntate, ad hoc deducta, concessitque voluit et affirmavit plenarie et optime quicquid scriptum est in hac presenti scriptione inferius nec superius, sicut melius scribi, vel notari potuit vel intelligi a Guillermo Donadeo, publico notario Villemagne, ex hac pignora

(1) La rédaction de ce texte présente un certain nombre d'incorrections de style.

missa et obligata more pignoris a Guillelmo Mercoirolii, vobis, Petro Baret, et vestris, et cui vel quibus tu, vel tui, pro suprascripta pecunia tua recuperanda, dederitis, dimiseritis, vel pignori obligaveritis, exceptis sanctis videlicet. Sic ego, Richents, cum eodem conventu, eadem ratione, eodem intellectu, totam pignoram per integre scriptam, sicut et circum datam et prenominatam, sicut melius est, nec nominatur, nec scribitur in presenti instrumento, pro tua scripta pecunia et prenominata, concedo et obligo, more pignoris, tibi, Petro Baret, et vestris et quibus tu volueris; et, tibi supradicto, convenio et affirmo, sub specie sacramenti, quod Guillelmus Mercoirolii fecit, quantum est ad obligationem pignoris, apud te, dominum de Bociacis, eadem promitto tenere et observare. Ego, supradicta Richents et mei, ego pro illis, promitto quod contra non veniam nec venire faciam, et si conabar facere, vel mei, testificor et volo coram secundario scriptore quod nec promissio dotis, si peteretur a me, questio mihi non promittat adjutorium nec faciat, neque leges neque decreta, nec civile jus, nec privatum, nec aliquid institutum vetus, vel novum, mihi non coadjuvet, set noceat; nec aliquis pro me, nec pro meis ausus sit ante judicem, nec ante aliquem computare rationem, set teneatur et habeatur ibi et in alio pro excommuninato et quis ei consenserit aperiatur cunctis, quod ex defensione et guirentia et ex aliis rebus universaliter conventis a Guillelmo Mercoirolio, ego, supradicta Richents, sic fateor et convenio, et volo teneri primosque secundarios testes convenientes quamvis non loco, et indubitanter testimonio (1).

Hujus rei sunt testes Bernardus Villenove, sacerdos ecclesie Sancti Salvatoris, Petrus Felgariorumi Petrus Capellat, Caillol, minor, Guillelmus Rebolli. Actum est hoc

(1) Ces dernières phrases sont incomplètes et incorrectes.

mense novembris feria quarta, in porticu ecclesie Sancti Salvatoris. Jussu communi supradictorum, Guiraldus Ponchetus, publicus notarius Villemagne, scripsit, concedente Guillelmo Mercoirolii, uxore ejus Richent, et pro eorum subditis.

Hec omnia debet facere laudari et jurari dictus Guillelmus de Mercoirol a domina sorore sua usque ad primum festum sancti Michaelis.

VI. — INFÉODATION FAITE PAR DÉODAT DE BOUSSAGUES A TITRE DE DONATION A PIERRE DE ROCHEFIXE

de diverses seigneuries situées près de l'Hérault;
Hommage et serment de fidélité rendu par Pierre de Rochefixe.

2 JUIN 1214

Original. — T. 106, N° 19

Anno ab incarnatione Domini M CC XIIII, regnante Philippo, rege Francorum, ego Deodatus, dominus de Bociacis, per me et per omnes meos, presentes et futuros, bona fide, sine dolo, cum hac presente carta, titulo mere et perfecte donationis, dono et trado tibi, Petro de Rochaficha, et tuis omnique posteritati tue, ad feudum, videlicet totum illud senorium, quod ego et mei habemus vel visi sumus

habere in toto feodo illo quod tenent a me infantes Raimundi de Castro Novo, et Petrus Bermundus, consanguineus eorum, et in toto illo honore del Morre de Roca Engarda usque ad fiscum, et ipsum fiscum usque ad ripam fluminis Eraudi, et quicquid in tota parrochia de Lavena et in suis terminis habeo.

Et ego, Petrus de Rocaficha, profiteor et recognosco tibi, domino Deodato de Bociacis, hec omnia predicta a te tenere. Et propter hanc donationem promitto tibi fidelitatem in omnibus, et recognosco tibi hominium, et nunc in presenti facio et reddo me hominem tui et tuorum, junctis manibus et flexis genibus, et omnem progeniem a me descendentem et predictum honorem tenentem. Et promitto tibi quod ego te et tuos adjuvem de omni honore pro posse meo.

Et ego, Petrus de Rochaficha, juro, super hec sancta Dei quatuor Evangelia a me corporaliter tacta, quod tibi, domino Deodato, fidelis et legalis in omnibus existam et te ab omni persona adjuvem de geira et placito, seu qualibet alia causa, omni occasione remota. Et si quo jure scripto vel non scripto, divino vel humano, contra hoc vel aliquod horum venire possem, illi cedo et renuntio, et specialiter renuntio, sub predicto juramento, omni beneficio minoris etatis et omnibus aliis auxiliis et beneficiis, quibus contra hoc venire possem.

Et ego, Deodatus de Bociacis, per me et per omnes successores meos, promitto tibi, Petro de Rocaficha, quod ego sim tibi fidelis et bonus dominus in omnibus, et te tanquam bonum hominem et militem meum ab omni persona contradicente vel amparatura aliquid in predicto honore defendam, et te de omni homine adjuvem pro posse meo.

Et hec omnia et eorum singula me observaturum et contra nunquam venturum juro super hec sancta Dei quatuor evangelia a me corporaliter tacta; sub quo juramento re-

nuntio omni beneficio minoris etatis et omnibus aliis auxiliis, quibus contra hoc vel aliquid horum modo vel in posterum venire possem.

Acta sunt hec in camera Guillelmi Jordani, quatuor nonas junii. Testes sunt horum omnium Ermengaudus de Fozibono, Deodatus Feirufa, Berengarius, monachus, Guillelmus Jordanus, juvenis, Bernardus Amati de Podio Salicone, Petrus Augerii, Azillols de Magalats. Et magister Petronillus, notarius publicus Villemagne, qui, mandato dicti Deodati et dicti Petri de Rocaficha et aliorum predictorum, hanc cartam scripsit.

Carta partita.

VII. — VENTE D'UNE PIÈCE DE TERRE SISE A LA BRUYÈRE, TERRITOIRE DE CLAIRAC.

faite par Pierre de Clairac et Guiraude, sa femme, avec le consentement de Bernard Valarangne, baile de Déodat de Boussagues, à Arnaud Catala, pour neuf sous Melgoriens et pour le droit de lods évalué à 9 deniers payés au baile.

SEPTEMBRE 1218

Original. — T. 106, N° 20.

Anno a Nativitate Christi MCCXVIII, regnante rege Philippo, ego, Poncius de Clairaco, et ego Guirauda, uxor ejus, nos ambo simul in unum, per nos et per omnes nostros presentes atque futuros, bona fide, sine dolo, cum hac presenti, consilio et voluntate Bernardi Valarangne, bajuli Deodati de Bociaciis, vendimus, tradimus, donamus, solvimus et omnino deserimus, absque omni retentione nostri et nostrorum, in perpetuum, tibi, Arnaudo Catala, et vestris et omnique vestre posteritati, et cui vel quibus vos vel vestri dederitis, dimiseritis, permutaveritis, vendideritis, vel pignori obligaveritis, seu quolibet alio modo alienaveritis, exceptis sanctis et militibus, videlicet totum

brugarium (1), cum ingressibus et exitibus et cum omnibus juribus et pertinenciis suis. Et confrontatur, ex una parte, in vineam Bernardi de Clairaco, ex alia parte, in honorem de las Bovieiras, ex alia parte, in honorem Poncii de Clairaco.

Propter hanc autem venditionem et traditionem, dedisti nobis predictis, nomine pretii, VIII solidos Melgoriensium, quod nichil ex eis penes vos remaneat in debito. Et si predicta venditio magis valet vel unquam valebit pretio jam dicto, totum illud de nostra mera ac simplici liberalitate vobis et vestris donamus, et nos et omnes nostros inde devestiendo, vos et omnes vestros in possessionem mittimus et investimus et ab omni contradicente vel amparante defendemus et restituemus.

Insuper ego, predicta Guirauda, omnia supradicta me oportet observare, et contra nunquam veniam, et juro super sancta Dei quatuor evangelia a me corporaliter tacta, et dabitis........... (2) domini Deodati de Bociacis et successoribus ejus, et tamen salvo suo jure, presente Bernardo de Valarangne, qui hec omnia laudavit et habuit inde de laudimio et foriscapio VIIII denarios Melgoriensium.

Acta sunt hec mense septembris, dominica die, in carreria publica, in castro novo de Bociacis, ante stare Deo(dati).... Hujus rei sunt testes Augerius de Costa, Bernardus Donadieu, Deodatus Benedeig, Bernar(dus)...., Jussus a predictis, Guillelmus Elyas, notarius publicus de Bociacis, hoc... (scripsit).

---

(1) *Brugarium*, champ inculte.

(2) Mots illisibles.

VIII. — VENTE FAITE PAR B. DE CABRIÈRE A DÉODAT DE BOUSSAGUES

pour le prix de 50 sous Melgoriens de ce qu'il possédait à Graissessac et en d'autres lieux.

2 DÉCEMBRE 1225.

Original. — T. 106, N° 22.

Anno Nativitatis Christi MCCXXV, rege Lodovico regnante, mense decembris, feria secunda, ego, B. de Capreria, per me et per omnes meos, presentes et futuros, cum hoc publico instrumento et autentico in perpetuum valituro, non vi, non metu, non dolo, sed ex certa scientia et spontanea voluntate mea, vendo, cedo, solvo, guirpio nunc, et in perpetuum desamparo tibi domino, Deodato de Bociacis, et tuis et omni posteritati tue, et cui vel quibus tu vel tui dare, laxare, vendere vel impignorare, aut quolibet alio modo, pro voluntate tua, alienare volueris, videlicet totum quicquid habeo vel habere debeo vel visus sum habere ad Graisses-

sacum, et quicquid habeo in manso de Roca, et quicquid habeo in manso Guillalmenc, et quicquid habeo in bordaria dels Comtes, et quicquid habeo in manso Atizaillenc, et quicquid habeo in manso de la Rovoira, et quicquid habeo in bordaria de Podio, quam tenet P. del Castanin, et totum hoc quod habeo in tenedone (1) de Verdala, et quicquid habeo in manso dels Plas, et quicquid habeo in parrochia sancti Salvatoris de Podio, et quicquid habeo in parrochia sancti Laurentii usque in Marco et usque in rivo sicco, et totum quicquid in predictis terminis vel locis habeo vel habere debeo vel usus sum habere seu possidere, vel aliquis alius nomine meo, sive sit in rebus, sive hominibus et feminis, sive in quintis et quartis et taschis, sive in usaticis, in aquis, in nemoribus, in pascuis, in heremis vel condrictis, in herbis viridibus et siccis, in arboribus fructiferis et non fructiferis, in firmanciis, in justiciis, et generaliter in omnibus que ad omnia supradicta pertinere videntur et debent, quocumque nomine vel quibuscunque nominibus possint appellari.

Et hoc facio pro pretio de quinquaginta solidis Melgoriensium. Quos dictos quinquaginta solidos Melgoriensium a te jam dicto domino, Deodato de Bociacis, habui et integre recepi in pecunia numerata. In quibus non numeratis et non habitis denariis et non habita pecunia, prudens et ex certa scientia, renuntio. Si vero ista dicta venditio aut iste dicte venditiones dicto pretio plus valent et in posterum magis valebunt, totum tibi et tuis, ex mera libera et spontanea voluntate mea, dono in perpetuum et concedo. Et si in omnibus supradictis vel in dictis juribus aliquid tibi vel tuis evictum fuerit vel ablatum, jure vel terre consuetudine, in judicio vel extra, totum tibi et tuis restaurabo, et promitto bona fide quod contra non veniam, nec aliquis alius arte vel ingenio meo. Et sic juro super hec sancta quatuor

(1) *Tenedone* pour *tenedura*, *tenentia*. Voir ces mots dans le glossaire de Ducange.

evangelia a me corporaliter tacta. Sub quo sacramento renuntio illi legi que contractum rescindit, si deceptio excedit medietatem justi pretii, et omni alii juri divino et humano, speciali et generali, edicto vel edendo, quo vel quibus contra omnia predicta vel singula possem me defendere vel tueri.

Acta sunt hec in estare Michael de Padoli apud Bociacis. Horum omnium testes sunt D. Sirventi, V. Losebenc, Bernardus Valarauga, V. Sirventi, P. Corna, Bermundus de Luzenzo, D. Gilii, Michael de Pradali, Bernardus de Bociacis, P. de Brusca. G. Jordani de Villa Magna, mandato et vice G. Elie, notarii publici de Bociacis, hanc cartam scripsit ; et, ego, Guillelmus Elias, meum signum appono.

IX. — HOMMAGE RENDU PAR GUILLAUME RAYNAUD A ARMAND DE BOUSSAGUES

pour le château d'Oaros, le mas de la Madalette, le mas des Osiers, avec la tasque, la dîme, et plusieurs autres choses qu'il tenait de lui comme fief honorable (*feodum honoratum*) sans aucune obligation.

1er AOUT 1228.

Original. — T. 106, N° 23.

Anno Domini Nativitatis millesimo ducentesimo vicesimo octavo, rege regnante Lodovico, prima die augusti, ante operatorium Ermengaudi Maurani, ego, Guillelmus

Rainaldi, per me et per omnes meos successores in perpetuum, scio et in veritate cognosco, sive profiteor tibi, domino, Arcmanno de Bociacis, omnique tue posteritati et cui vel quibus dare, laxare sive alienare volueris, me a te tenere et de tuis semper in feudo honorato, videlicet quicquid habeo vel habere debeo in toto castro de Oaros, vel in suis terminiis et pertinenciis, et eodem modo quicquid habeo vel habere debeo in toto manso Madalete et in suis terminiis, et quicquid habeo in decimis de Campania, et eodem modo totam decimam de Sie, et eodem modo quicquid habeo in toto manso de Oeseriis, videlicet totam tascam et decimam, et si mansus esset vestitus *albergua tascaree octo hominibus et quatuor porpocos et bracalgue* (*sic*) (1) annuatim. Et hec omnia nominata, pro predicto castro de Oaros, recognosco a vobis tenere et a vestris semper omnibus in feudo honorato.

Pro quibus omnibus fidelitatem et hominiscum (2) vobis et vestris facio, et manus meas inter Dei fidem et vestram pono, pono per me et per omnes meos in perpetuum, ita quod michi vel meis non sit potentia, sive auctoritas a predictis pedem retrahere. Et quicumque post me de vestris predicta tenuerint, eodem modo vestri vestrorumque semper permaneant.

Et, ego, Arcmannus de Bociacis, per me et per omnes meos, fideliter et integre predicta omnia et eorum quecumque singula laudo et confirmo tibi, Guillelmo Rainaldi, in feudo honorato, inter Dei fidem et meam recipio, et te diligere et custodire promitto bona fide.

Hujus rei testes sunt rogati Ermengaudus de Sancto Amanto, Rigaldus de Capraspina, Petrus Rainaldi, Vecianus Eucenie, Bernardus Arnaudi, Poncius Stephani, G.

(1) Passage reproduit exactement, mais presque inintelligible.

(2) *Hominiscum*, redevance à titre d'hommage.

Nicerii, P. Boverius, P. Costa, G. Alardus de Caprirola. Et ego, Ramundus Bosqueti, notarius ville Sancti Gervasii, rogatus a predictis, hanc cartam scripsi.

X. — PARÉAGE ENTRE L'ABBÉ DE VILLEMAGNE ET DÉODAT DE BOUSSAGUES

8 SEPTEMBRE 1233.

Original, 4 feuillets de parchemin. — T. 106, N° 24.

Résumé

De longues et graves contestations étaient survenues entre Artaud (1), abbé de Villemagne, d'une part, Déodat de Boussagues et Gualfred de Faugères, d'autre part, à l'occasion de la viguerie, de la justice et d'autres droits à exercer à Villemagne et dans plusieurs localités relevant de cette abbaye. Les parties, à la suite de l'intervention de Gilles d'Alagne et d'Eudes Lecoq, commissaires royaux dans le pays, choisirent comme arbitres Aymeric Bofat et Bernard Dorne, jurisconsultes, pour régler leurs différends.

Tous promirent de s'en rapporter entièrement à la décision de leurs arbitres, et de celui que ceux-ci pourraient s'adjoindre. Les commissaires royaux se portèrent garants

(1) Abbé de 1212 à 1241.

de l'exécution de la décision ; la partie qui refuserait de s'y conformer devait payer cent marques d'argent. Bérenger Aimeric, Guillaume de Colombiers, Bernard de Boussagues se déclarèrent cautions tant pour l'une que pour l'autre des parties.

La décision des arbitres ne fut prise qu'après examen des pièces, interrogatoire des parties et enquête.

La sentence arbitrale peut se résumer ainsi :

Un tiers de la viguerie fut assigné à l'abbé et au monastère ; les deux autres tiers à Déodat de Boussagues et à Gualfred de Faugères, qui devaient en jouir suivant le mode déterminé et reconnaître les tenir en fief de l'abbé et du monastère. Les moines s'étaient rendus jadis acquéreurs de ce tiers en l'achetant à Arsian, fils de Déodat de Boussagues.

Les droits de justice et les cautions devaient être perçus par les parties, quand clameur leur aurait été faite pour des poursuites en matière personnelle, civile ou criminelle, s'appliquant à des gens habitant Villemagne ou au dehors, mais dans une circonscription délimitée.

Dans la répartition des droits de justice, l'abbé devait avoir deux parts et le tiers de la troisième, dont le reste devait revenir aux deux autres coseigneurs. La connaissance des causes en matière réelle appartenait à l'abbé.

Il ne devait y avoir qu'un baile pour la viguerie, établi à Villemagne sans opposition de la part de l'abbé, ou ailleurs avec le consentement des autres seigneurs, choisi et institué par les trois seigneurs d'un commun accord. En cas de dissentiment, chaque seigneur pouvait, chaque année, nommer un baile, qui était le seul pour la viguerie. Nul ne pouvait être renommé baile qu'au bout de trois ans, si ce n'est avec l'approbation des trois coseigneurs.

Si la personne contre laquelle plainte était portée ne pouvait trouver ou fournir caution, un coseigneur ou le baile

pouvait lui indiquer à Villemagne, dans un endroit déterminé, une résidence pour demeurer en otage. Dans les cas de grands crimes, le baile ou un coseigneur devait faire conduire l'accusé à la cour abbatiale pour le faire garder.

L'abbé pouvait avoir à Villemagne un juge général pour examiner et terminer toutes les causes, civiles et criminelles, personnelles et réelles, poursuivies après plainte adressée à l'abbé ou aux autres coseigneurs ou au baile. Ce juge devait tenir compte aux coseigneurs, et proportionnellement à la part de chacun, de leurs droits de justice; il devait leur prêter serment pour obtenir le pouvoir de connaître des causes personnelles, civiles ou criminelles, dont ils auront, eux ou leur baile, reçu clameur.

Si la cause, par suite de l'importance ou de l'obscurité, exige un autre juge, sur la réquisition du premier juge ou d'une des parties, le baile de l'abbé ou des trois coseigneurs ou le commun baile pourra désigner comme juge un jurisconsulte, étranger à Villemagne et payé à frais communs. En cas de désaccord entre le baile ou les coseigneurs, un de ceux-ci pouvait désigner et faire venir un juge, mais à ses frais. L'exécution du jugement était remise à la diligence du baile ou de celui des coseigneurs qui aurait reçu clameur ou accepté caution. Si le condamné n'avait pas payé dans le temps fixé, le baile ou le coseigneur pouvait le contraindre à rester à Villemagne en otage, et dans la crainte de la transgression, exiger une caution, dont le montant serait distribué, comme les autres frais de justice, en cas de violation.

Il devait en être de même si l'abbé touchait la somme donnée en caution et acquise par suite de la violation. S'il était expédient, le baile ou le coseigneur qui avait reçu la clameur pouvait s'adresser à l'abbé ou à son baile pour obtenir la remise des clefs de la maison du condamné ou d'autres objets mobiliers. Cette remise n'en-

traînait ni la tradition de la maison, ni le droit d'en disposer. S'il était besoin, l'exécution pouvait s'obtenir par la saisie des immeubles par ordre de l'abbé ou de son baile, à la requête des coseigneurs et suivant l'ordonnance du juge. On devait observer la même procédure dans l'exécution des ordres donnés par les coseigneurs, pour le recouvrement des sommes reconnues extrajudiciairement comme dues.

Dans les cas entraînant la peine de mort ou la mutilation d'un membre, la condamnation devait être prononcée par les coseigneurs ou par leur baile avec celui de l'abbé, et la sentence exécutée par les soins des mêmes fonctionnaires. Les bailes avaient pouvoir de faire *currere, tondere, coquere, seu verberare*. Les amendes provenant des condamnations devaient être recouvrées et partagées comme les droits perçus pour les affaires civiles. Si l'on vendait des immeubles par suite de condamnation criminelle, le produit devait en être attribué au seigneur dont relevait le coupable. L'abbé devait pourvoir à la justice, seul ou avec le concours des coseigneurs, s'ils étaient présents, dans le cas de prévarication commis par son baile ou par son juge. L'action incombait à lui seul, quand c'était le fait des coseigneurs.

L'appel devait être porté directement devant l'abbé, si la sentence avait été prononcée en présence des deux seigneurs ; autrement, il devait être soumis d'abord aux deux autres coseigneurs et, s'il y avait lieu, à l'abbé qui pouvait toujours nommer quelqu'un pour le remplacer.

Les bailes des coseigneurs devaient jurer de respecter les droits des autres coseigneurs.

Aucun des coseigneurs, ou en leur absence, leur baile, ne devait terminer une affaire ou diminuer un droit de justice sans l'assentiment des autres ou de leur représentant.

Les habitants de Villemagne ou de la juridiction ne pouvaient être contraints de plaider hors Villemagne.

A Taussac, Déodat de Boussagues et Gualfred de Faugères avaient droit à la quatrième partie du produit des mines, et le monastère aux trois autres quarts. Dans les droits de justice et les causes personnelles, Déodat pouvait réclamer une part et le monastère les deux autres. Dans les causes réelles tout revenait au monastère. Dans les cas de vente d'immeubles pour cause criminelle et dans le prélèvement de droit de justice pour affaires de mines, le partage devait être fait comme à Villemagne.

Déodat reconnaissait tenir en fief du monastère de Villemagne ce qu'il possédait dans le lieu d'Asile et la paroisse de Saint-Martin-le-Vieux.

A Taussac, pour les droits de fournage, pour les revenus de la leude en nature et en argent, pour les droits sur les auberges, les forges et le mesurage, Déodat devait avoir une part, l'abbé et le monastère deux parts ; mais pour les oublies, les foriscapes, les nantissements provenant des mines, l'abbé seul et le monastère avaient le droit de les percevoir. Dans les mines des mas de la Blaquière, de Roire, des Bordelles, de la Roque, tant pour les produits que pour les cautions et les droits de justice, l'abbé et le monastère avaient une part, Gualfred et Déodat deux parts. Déodat devait seul percevoir les cautions, les oublies et les foriscapes dans les dits mas. Si Déodat établissait des redevances, des fournages, une leude payable soit en nature, soit en argent, sur les tavernes, le mesurage ou les forges, il percevrait les deux tiers des revenus et le monastère un tiers.

Dans le mas des Pradelles, l'abbé et le monastère ne possédaient que le service de Déodat et de Gualfred, de leurs feudataires, et la perception de la dîme.

Déodat ne possédait rien dans les mines de Capmal, ni à Capmal, ni à Saint-Martin-le-Vieux, ni dans sa banlieue, ni aux mas de Foclhade, de Coz, de Treuil, de Dan, mais

il reconnaissait tenir de l'abbaye de Villemagne le fief de Clairac et s'engageait à prêter serment de fidélité à l'abbé, à qui était due la troisième partie dans le revenu de la mine du dit Clairac et dans les cautions et droits de justice perçus à l'occasion de la dite mine. Les autres choses devaient se régler à Clairac, suivant l'accord passé entre Guillaume Aton et Bérenger, abbé de Villemagne.

L'abbé et ses vassaux devaient jouir des pâturages dans les terres des dits seigneurs, suivant les anciens usages. Les habitants de Villemagne ou de Saint-Martin-le-Vieux ne pouvaient être contraints par le baile ou les seigneurs pour les procès.

Dans le tiers du fief acquis d'Arsian de Boussagues, l'abbé de Villemagne pouvait constituer un viguier. L'abbé et les seigneurs s'étaient réservé les droits qu'ils possédaient rue de la Gosse.

Approbation de l'acte par Déodat de Boussagues et Gualfred de Faugères, par l'abbé et le monastère de Villemagne.

Hommage rendu par les dits seigneurs à l'abbé pour tous les droits ci-dessus indiqués.

Les parties contractantes s'engageaient à oublier respectivement leurs griefs et abandonnaient ce qu'ils se devaient les uns les autres.

Acte fait à Villemagne, le 8 septembre 1233, au monastère, en présence de quarante témoins et d'André, notaire à Villemagne.

Texte

In nomine sancte et individue Trinitatis. Hujus publici instrumenti testimonio sit omnibus manifestum quod ingens controversia fuerit diutius agitata inter venerabilem

patrem Artaudum, Dei gratia, abbatem Villemagne, ex una parte, et inter nobiles viros Deodatum, dominum de Bociacis, et Gaulfredum dominum de Falgariis, pro se et domina Guillerma, matre sua, ex altera, super firmanciis et justiciis et vicaria Villemagne et super aliis pluribus questionibus, inferius definitis, que inter dictas partes multifarie movebantur et poterant moveri. Super quibus questionibus, cum fuisset diu ac plurimum altercatum et post multas et varias contentiones et discordias inde subortas, dicte partes concorditer compromiserunt in dominum Aymericum Bofat et in dominum Bernardum Dorna, jurisperitos, auctoritate interveniente et mandato nobilium virorum dominorum Egidii de Alania, Odonis Cocci, militis, gerentium vices illustrissimi Lodovici domini, regis Francie, in partibus istis, sub forma contenta in quodam instrumento per alphabetum diviso, sigillis dictorum nobilium domini Egidii et domini Odonis pendentibus roborato; cujus instrumenti tenor talis est.

Pateat universis presentem paginam inspecturis quod, anno Domini MCCXXXIII°, VI° kalendas maii, Nos, Artaudus, Dei permissione, abbas Villemagne, per nos et monasterium nostrum et conventum nostrum, et omnes nostros presentes ac futuros, promittimus et convenimus per firmam et validam stipulationem sub pena centum marcharum, tibi, Gualfredo, domino Falgariarum, stipulanti pro te et pro Deodato, domino de Bociacis, quod stabimus arbitrio, seu cognitioni, seu voluntati Aimerici Bofat et Bernardi Dorna, super omnibus querelis seu querimoniis, de quibuscumque rebus sint, mobilibus et immobilibus, juribus seu injuriis, que inter nos vertuntur usque in hodiernam diem.

Et est sciendum quod, si forte vos duo in aliquo vel in aliquibus discordes eritis, damus vobis liberam potestatem, sub promissione ejusdem pene, quod vos duo possitis ter-

tium eligere laïcum vel clericum et quicquid ille tertius a vobis electus, cum altero vestrum, dixerit vel fecerit, illud ratum firmumque habebimus semper, hoc idem sub eadem pena promittententes. Pro domino abbate predicto fidejusserunt Berengarius Aymerici de Villamagna, Ermengaudus de Podio, se prestaturos centum marchas argenti et inde pignora reddituros, si ipse dominus abbas contra hoc compromissum veniret.

Item ego, Gualfredus predictus, pro me et pro Deodato predicto, et per omnes nostros presentes ac futuros, promitto et convenio per firmam et validam stipulationem, sub pena centum marcharum, vobis, domino Artaudo abbati Villamagne predicto, et successoribus vestris, quod stabimus arbitrio, seu cognitioni, seu voluntati Aimerici Bofat et Bernardi Dorna super omnibus querelis, seu querimoniis, de quibuscumque rebus sint, mobilibus et immobilibus, juribus, seu injuriis, que inter nos vertuntur usque in hodienam diem.

Et est sciendum quod, si forte vos duo in aliquo vel in aliquibus discordes eritis, damus vobis liberam potestatem, sub promissione ejusdem pene, quod vos duo possitis tertium assumere vel eligere laïcum vel clericum, et quicquid ille tertius a vobis electus, cum altero vestrum, dixerit vel fecerit, illud ratum firmumque habebimus semper, hoc idem sub eodem pena promittentes. Pro domino Gualfredo et Deodato de Bociacis fidejusserunt Berengarius Aimerici predictus et Guillermus de Colomberiis, Bernardus de Bociacis, se prestaturos centum marchas argenti et inde pignora reddituros, si dicti Gualfredus et Deodatus de Bociacis contra hoc compromissum venirent.

Et ad majorem omnium predictorum firmitatem, nos Egidius de Alania et Odo, dictus Cocus, tenentes locum in partibus istis pro domino rege Francie, presens compromissum confirmamus et sigillorum nostrorum impressione cor-

roboramus, promittentes quod, quicquid actum fuerit per arbitros, seu arbitratores supradictos, nos firmum ac ratum faciemus haberi et in perpetuum observari. Datum apud Biterris, die predicta.

Post hoc, prefati duo arbitri seu arbitratores, scilicet Aimericus Bofat et Bernardus Dorna, videntes expedire aliquem prudentem virum sibi associari pro tertio super predictis questionibus examinandis et terminandis, auctoritate et potestate a partibus sibi concessa secundum formam compromissi, duxerunt sibi associandum, de partium consensu, venerabilem virum dominum Stephanum Johaninum, jurisperitum, tunc archidiaconum, et nunc sacristam Narbonensem, sub hac forma.

Anno nativitatis Christi MCCXXXIII°, rege Lodovico regnante, VII idus junii, noverint omnes quod ego, Bernardus Dorna, et ego, Aimericus Bofat, de partium consensu et ex potestate nobis concessa a partibus, videlicet a domino Artaudo, Dei gratia, abbate Villemagne, ex una parte, et nobilium virorum Deodati de Bociacis et Gualfredi de Falgariis, ex altera, secundum formam dicti compromissi inde facti, assumpsimus et elegimus Stephanum Johaninum, archidiaconum Narbonensem, pro tertio arbitro seu arbitratore qui, secundum formam dicti compromissi, in questionibus que inter dictas partes vertuntur, nobiscum procedat. Quod quidem dicte partes approbaverunt. Actum fuit hoc apud Villammagnam, die predicta, in solario novo domini abbatis, in presentia et testimonio Odonis, vicarii Biterrensis, Arnaldi Bofat, V. Durancii, P. de Turre, V. Felicii, Johanni de Marco, V. Beceda, P. de Brolio, sacriste, Guillelmi Petri, Galambru de Rocosello, et B. Andree, notarii Villemagne, qui hoc scripsit.

Postea vero, dicti tres arbitri seu arbitratores, die et loco apud Villammagnam assignatis, et partibus dictis presentibus, inquisita super predictis veritate, tam cum personis

principalibus quam cum aliis viris contradicentibus..... (1) visis etiam instrumentis utriusque partis et juribus et rationibus, hinc inde propositis et allegatis, diligenter inspectis et circumspecte pensatis pro bono pacis et concordie, universas prefatas injurias, controversias, discordias et altercationes, Deum pre oculis habentes in modum infra scriptum amicabiliter terminarunt, videlicet :

I. Quod Deodatus de Bociacis et Gualfredus de Falgariis, pro se et domina Guillerma, matre sua, et successoribus, in vicaria Villemagne habeant et teneant in perpetuum, in feudum, a domino abbate Villemagne et monasterio, tanquam a domino Villemagne, vicariam ejusdem ville pro duabus partibus. Et residuam partem, videlicet tertiam partem ejusdem vicarie habeat dominus abbas et ad ipsam tanquam ad vicarium pertineat, eo quod eam adquisivit, titulo emptionis dictus àbbas ab Arciano de Bociacis, filii quondam Deodati de Bociacis, ad quem dicta tertia pars vicarie olim pertinebat, et successione et ordinatione paterna.

II. Et predicti Deodatus de Bociacis et Gualfredus, pro se et domina, matre sua, et eorum successoribus, in hoc habeant et teneant vicariam pro dictis duabus partibus et ea utantur secundum modum infrascriptum in Villamagna, sicut nunc clauditur muris, a portali de pila usque ad portale sancti Salvatoris et ab illo portali usque ad portale de Nogareda et dicto portali de Nogareda usque ad portale de pila predictum, et extra a portali sancti Salvatoris usque ad portale vetus. Hanc autem vicariam habeant et teneant in feudum, ut supradictum est, Deodatus et Gualfredus, pro se et domina matre sua, pro illo jure quod habebant et petebant vel petere poterant in Villamagna, et in carreria memorata, quocumque nomine illud jus vocaretur vel censeretur, vel vocari vel censeri possit.

(1) Trois mots effacés.

III. Ratione autem dicte vicarie ad eos pertinentis, ut dictum est, predicti nobiles viri habeant et accipiant firmancias vel juratorias cautiones per se vel suum bajulum ordinandum, secundum modum infrascriptum, clamore tamen eis facto vel eorum bajulo, de universis clamoribus personalibus, criminalibus vel civilibus, de omnibus hominibus habitantibus in Villamagna infra predictos fines et extra; infra tamen fines superius prescriptos, etiam de extraneis contravenientibus vel delinquentibus infra Villammagnam et extra, et etiam in nundinis sancti Maiani, licet fiant extra predictos terminos.

IV. Alias in hominibus extraneis delinquentibus vel contravenientibus extra muros, in parrochia sancti Martini Vetuli et sancti Gregorii, et sancti Salvatoris et in territorio Villemagne nullas habeant firmancias vel justicias dicti vicarii, vel aliquid districtum ratione vicarie. Set totum spectet in solidum ad abbatem supradictum, exceptis minariis et villa de Tauciaco et mansis de Roca et de Roire et de Bordellis et de Blaqueria et de Pradali, in quibus vicarii habeant firmancias, et etiam in hominibus extraneis, et alia que in hac compositione eis sunt assignata, et etiam exceptis mansis infrascriptis, scilicet mansis de Manso et de Porcaressa et de Cesqueria et de Orta, in quibus remaneat salvum jus suum utrique parti.

V. Justicie vero quecumque, occasione dictorum clamorum, percipiantur, sive dicti clamores fiant ipsis vicariis vel aliqui eorum vel eorum bajulo, sive fiant domino abbati, sive suo bajulo speciali quem, ratione dominationis sue, ordinabit. Dividantur, ita quod dominus abbas, ratione nominationis sue, habeat duas partes, et de residua tertia parte tertiam, ratione vicarie ad eum pertinentis pro tertia parte, ut dictum est. Et residuas duas partes tertie habeant predicti nobiles ratione vicarie, et de eo

quod superfuerit de missione placitorum, inter dictum abbatem et dictos nobiles eodem modo fiat divisio.

VI. Et est sciendum quod ab hiis firmanciis et justiciis dictorum vicariorum et eorum bajuli excipiantur bajuli domini abbatis, ordinandi vel ordinati, ad accipiendas firmancias in Villamagna et in minariis et ad percipiendos redditus abbatis et monasterii, et tota familia domini abbatis et sacriste et clerici et familie eorum et conversi, dimisso habitu seculari. In quibus dicti nobiles vel eorum bajuli firmancias vel justicias nullo modo habebunt.

VII. Reales vero questiones, clamores, sive fiant de domibus, de campis, vineis, ortis et de aliis honoribus Villemagne, pertinent ad solum dominum abbatem sine parte vicariorum.

VIII. Bajulus vero vicariorum ita ordinabitur, videlicet, quod unus solus sit bajulus vicariorum, scilicet domini abbatis tanquam vicarii, et dictorum nobilium. Et ille bajulus mutabitur annuatim, et constituetur de Villamagna sine contradictione domini abbatis, vel etiam aliunde, si dicti tres vicarii maluerint; quod bajulus vicariorum appellabitur et constituetur communi consensu dictorum trium vicariorum.

IX. Si vero ipsi tres non convenerint, unusquisque ipsorum, uno anno, possit solus eligere virum idoneum et honestum in bajulum vicariorum, qui erit bajulus illo anno tam pro eligente quam pro aliis vicariis; et illis tribus jurabit insimul fidelitatem de reddenda justicia fideliter et legaliter. Et quicumque fuerit bajulus in illo triennio non possit reverti vel reeligi in bajulia vicariorum infra aliud triennium,nisi de consensu ipsorum trium vicariorum.

X. Et si forte contigerit quod ille, de quo erit factus clamor alicui vicariorum vel eorum bajulo, nolit ei dare fidejussoriam vel juratoriam cautionem, possit ille vicarius, vel bajulus eorum, illi contradicenti indicere hostagium infra

certos fines cujusdam partis Villemagne, sicuti consuetum est.

XI. Si vero crimen, super quo esset factus clamor sibi, esset adeo grave vel enorme quod, propter ejus atrocitatem vel qualitatem, non esset ille reus fidejussoria vel juratoria cautione committendus, idem vicarius vel eorum bajulus illum criminosum adducat ad curiam domini abbatis, ut in ea illum criminosum faciat custodiri.

XII Item dominus abbas poterit ordinare et habere in Villamagna judicem universalem, idoneum et bone opinionis, omni suspicione carentem, ad universas causas et questiones audiendas et terminandas, tam civiles quam criminales, tam personales quam reales, super omnibus clamoribus factis domino abbati vel ejus bajulo speciali, vel alicui vicariorum vel eorum bajulo. Quod judex sic ordinatus, quando agitabit causas personales pertinentes, ut dictum est, ad abbatem et vicarios, remunerabitur et ei providebitur tunc de omnibus justiciis proportionaliter, bona fide. Et ille judex, sic ordinatus, jurabit tam ipsi abbati quam etiam ipsis vicariis vel eorum, si ipsi vicarii noluerint vel non potuerint interesse; quod omni conquerenti jus reddet secundum quod justius et melius et visum fuerit, bona fide. Et si aliquid acceperit de justiciis pertinentibus ad dictos vicarios, ipse reddet unicunque vicariorum vel eorum bajulo partem eum inde contingenten et, in quantum ad officium ipsius judicis pertinebit; jus ipsorum vicariorum bona fide in integrum conservabit, et iste judex recipiet de manu vicariorum vel eorum bajuli, si ipsi interesse noluerint vel nequerint, potestaten judicandi de illis questionibus personalibus tam criminalibus quam civilibus, de quibus bajulus vicariorum vel aliquis eorum clamoren audierit vel cautionem acceperit.

XIII. Cause personales, tam civiles quam criminales, de quibus fuerit factus clamor domino abbati vel ejus bajulo vel

alicui vicariorum vel eorum bajulo, tractabuntur et terminabuntur cum dico judice in curia domini abbatis, in locis consuetis ejusdem curie vel in futurum usitandis vel ordinandis.

XIV. Et si forte magnitudo cause vel profunditas vel obscuritas questionis exegerit alium judicem associari, ad requisitionem dicti judicis vel alterutrius litigatorum, bajulus abbatis et bajulus vicariorum vel ipsi tres vicarii, si in hoc conveniant, vocent et associent alium judicem, juris peritum virum idoneum et bone opinionis, et omni suspicione carentem, extraneum de Villamagna et ejus pertinenciis; et tunc vocetur communibus expensis. Si vero bajuli dicti vel ipsi tres vicarii non convenirent, quilibet trium vicariorum dictum judicem associandum, in casu premisso, possit vocare et associare, suis tamen sumptibus de parte justiciarum eum contigentem faciendis.

XV. Preterea sentencias latas super querimoniis, de quibus bajulus vicariorum vel aliquis vicariorum acceperit firmancias vel clamorem audierit, ille vicarius vel eorum bajulus possit eas mandare executioni in hunc modum : scilicet, quod, nisi condempnatus solverit infra tempus in sentencia comprehensum, solvere compellatur per hostagium tenendum infra fines ab illo vicario vel vicariorum bajulo assignandos, in aliqua parte Villemagne, sicut consuetum est.

XVI. Et ille vicarius vel ille eorum bajulus possit accipere et exigere firmancias pro transgressione hostagiorum, si fiat, pro emenda transgressionis, que, ut alie justicie, dividetur. Similiter, si aliqua emenda accipiatur a domino abbate vel ejus bajulo pro transgressione hostagii indicti alicui in casu consilii pro debito confesso vel in sentenciam deducto, proportionaliter inter dominum abbatem et vicarios, sicut justicia, dividatur.

XVII. Verum, si forte per predictam distinctionem executio fieri non poterit, vel si forte ille bajulus vicariorum, vel

ille vicarius, cui clamor factus fuerit, viderit expedire sentenciam executioni mandandam, recurrat ad abbatem vel ejus bajulum. Et tunc abbas vel ejus bajulus accipiat claves domus condempnati, vel alias res mobiles vel se moventes condempnati, prout est consultum, et ille claves vel alie res mobiles, capte per abbatem vel ejus bajulum, tradantur pro illa executione creditori seu victori, vel illi vicario vel bajulo vicariorum. Et si forte tradantur claves bajulo vicariorum vel illi vicario, non propter hoc intelligatur domus tradita, nec propter hoc vicarii vel eorum bajulus intelligantur in dictis domibus habere protestatem distringendi.

XVIII. Et si opus fuerit, fiat executio in rebus immobilibus per abbatem vel ejus bajulum, ad requisitionem vicariorum vel eorum bajuli, ut dictaverit ordo juris. Et hec eadem observentur in executione preceptorum factorum ab aliquo vicariorum vel eorum bajulo super debitis, cognitis seu confessis, sine placito et extra judicium.

XIX. In criminalibus vero questionibus, pro quibus aliquis mori debebit aut membrum mutulari *(sic)*, ille criminosus, qui sic erit puniendus, condemnabitur ab utroque bajulo tam abbatis quam vicariorum et ab ipsis vicariis, si presentes fuerint, vel utriusque bajuli consilio. Et post condempnationem, bajulus vicariorum vel dicti nobiles vicarii et bajulus abbatis pro abbate occident eum vel membrum mutulabunt vel occidi vel mutulari facient. Currere, vero et tondere, coquere seu verberare, uterque bajulus poterit hoc facere, si qualitas criminis hoc exegerit.

XX. Et si pecunia vel res mobiles vel se moventes pro supradictis criminibus vel criminosis habeatur, dividatur inter abbatem et vicarios proportionnaliter, sicut superius sst definitum de aliis justiciis placitorum vel civilium questionum. Si vero immobilia propter crimen publicentur, applicentur in solidum domino a quo tenebuntur. Si con-

tigerit aliqua gravamina fieri a bajulo vicariorum ratione sui officii, per dominum abbatem, sicut per vicarum, et per alios vicarios,si presentes fuerint, emendentur; alioquin, per solum abbatem emendentur.

XXI. Et idem servetur, si gravamina fiant per judicem in causis illis, de quibus erit factus clamor alicui vicariorum vel eorum bajulo. Si vero gravamina fiant per ipsos vicarios ratione vicarie, emendentur per abbatem.

XXII. In appellationibus observetur quod, si appellaretur a sentencia vicariorum vel judicis, in curia, ut supradictum est, ordinati pronuntiantis, eis presentibus, illa appellatio abbati deferatur. Et si appellaretur a bajulo vicariorum vel a dicto judice pronunciante, absentibus vicariis, ad ipsos vicarios appellatio deferatur, et ad dominum abbatem tanquam vicarium; et tunc abbas possit aliquem, loco sui, tanquam vicarium, ponere ad illam appellationem terminandam. Si alii duo vicarii in personis propriis, illam appellationem audiant et diffiniant, et secunda appellatio, si fiat, ad dominum abbatem deferatur.

XXIII. Insuper sciendum est quod ille, qui erit bajulus domini abbatis, ratione sue dominationis in Villamagna, in firmanciis recipiendis, et ille bajulus abbatis, qui fuerit in minariis, jurabunt Deodato et Gualfredo pro se, et domina Guillelma, matre sua, quod nichil de jure eorum retineant vel minuant, et quod partem eos contingentem de justiciis et missionibus placitorum et de minis, sine dolo et fraude eis reddant, secundum conventiones in isto instrumento comprehensas. Similiter bajulus vicariorum in Villamagna constitutus, ut supra dictum est, ad firmancias et justicias accipiendas, et bajulus eorum qui minariis preerit, sub eadem forma jurabunt prefato domino abbati et monasterio.

XXIV. Verumtamen, si bajulus vicariorum Villemagne, vel bajulus eorumdem qui minariis preerit, alicui malum

vel injuriam fecerit et abbas in querimoniam habuerit, Deodatus et Guialfredus debent habere tales bajulos illos ut faciant in potestate domini abbatis et sua de querimonia illa quam jus dictaverit. Et si inde justicia acciderit, inter eos dividatur, sicut de ceteris justiciis est superius ordinatum.

XXV. Item dominus abbas vel bajulus abbatis nullum placitum possit terminare de questionibus pertinentibus ad vicariam sine Deodato et Gualfredo vel dicto bajulo vicariorum, si interesse voluerint, nec possit minuere justiciam, nec alicui remittere absque consilio Deodati vel Gualfredi, vel dicti bajuli vicariorum. Et idem servetur e converso in Gualfredo et Deodato et dicto bajulo vicariorum, scilicet, quod dicti Deodatus et Guialfredus vel dictus bajulus vicariorum non possit terminare de questionibus pertinentibus ad vicariam ullum placitum sine domino abbate vel ejus bajulo, si interesse voluerit, nec possint minuere justiciam, nec alicui remittere absque consilio domini abbatis vel bajuli sui.

XXVI. Est tamen sciendum quod homines Villemagne et burgorum, qui sunt juxta Villammagnam, non compelluntut litigare extra Villammagnam.

XXVII. Insuper de minario de Tauciaco ita observetur quod Deodatus de Bociacis et Gualfredus habeant quartam partem in mina inter ipsos, more consulto, dividendam; et monasterium Villemagne et dominus abbas tres partes. In firmanciis et justiciis habitantium ibi et extraneorum, personalibus tam civilibus quam criminalibus, in villa de Tauciaco et pertinentiis, Deodatus de Bociacis habeat tertiam partem, et dominus abbas predictus et monasterium duas. Reales vero sunt domini abbatis et monasterii, sine parte dicti Deodati.

XXVIII. Et si immobilia propter aliquid crimen pu blicentur vel aliter committantur in villa de Tauciaco vel in ejus ter-

minis propter minaria, applicentur in solidum illi domino a quo tenentur. Set in commissis que fierint in minario et de justiciis et firmanciis minariorum de Tauciaco, habeant Deodatus et Gualfredus tertiam partem, et dominus abbas et monasterium duas.

XXIX. Item dictus Deodatus tenet in feudum ab abbate predicto et monasterio Villemagne, et cum hoc instrumento, recognoscat se tenere in feudum ab eis quicquid habet in monetate (*sic*) sive parrochia sancti Martini Vetuli.

XXX. Similiter est sciendum quod in furno de Tauciaco, et in omni ledda, sive de carne, sive de nummis, in taberna, in fabrica et in sextario, si fuerit, habeat Deodatus supraditus tertiam partem,et dominus abbas et monasterium duas partes. Omnes oblias de minario de Tauciaco et foriscapia et naucos omnes de ipso minario habeat dominus abbas et monasterium, sine parte dicti Deodati.

XXXI. De manso vero de Blaqueria et de manso de Roire et de manso de las Bordellas et de mansis de Roca cum pertinentiis ejusdem mansi, sic diffinitum est quod abbas predictus et monasterium Villemagne habeat tertiam partem de mina, et Deodatus et Gualfredus predicti, cum suis portionariis et fevalibus, duas partes; et de firmanciis et justiciis minariorum dictorum mansorum, que ex minario vel pro minario evenerint, habeat dominus abbas et monasterium tertiam partem, et Deodatus et Gualfredus duas partes. Omnes alias firmancias et omnes oblias et foriscapia predictorum mansorum habeat Deodatus de Bociacis, sine parte monasterii.

XXXII. Si vero dictus Deodatus, in predictis mansis,aliquam leddam sive de carne, sive de nummis miserit, sive de sextario posuerit, vel de taberna, vel de fabrica, aut de furno furnagium vel usaticum acceperit, habeat dictus Deodatus duas partes, et dominus abbas et monasterium tertiam partem. Aliter vero non liceat ei predicta usatica ponere vel mittere.

XXXIII. Predicta in manso de Pradalis nichil habet dictus abbas in mina, in justiciis, neque infirmanciis, nec quicquid aliud preter servicium Deodati et Gualfredi predictorum et participum ejus, quod in feudum habent a monasterio, et preter decimam quam habet ibi monasterium

Similiter Deodatus de Bociacis et participes ejus nichil habent in minario de Capmal, neque in Capmal, neque in villa sancti Martini Vetuli, neque in burgueto, neque in manso de Polhada. Et si alique dominicature sunt monasterii Villemagne, in quibus Deodatus predictus et participes ejus, neque feudum, neque vicarium habent, nichil in eis exigere possunt vel debent.

XXXV. Item mansus del Coz et mansus deTrolio et mansus de Danno sunt domini abbatis supradicti et monasterii, sine parte dicti Deodati et Gualfredi. Verum in mansis del Coz et de Triolio retinetur jus salvum Deodati prefati, si quid habet in usaticis, si qua sibi debetur de dictis mansis.

XXXIV. Scilicet est sciendum quod dictus Deodatus de Bociacis tenet et debet tenere ad feudum ab abbate et monasterio, Villemagne quicquid juris habet vel habere debet in villa de Clairaco et in ejus terminiis ; et propter hoc, ipse Deodatus predictus et ejus successores in hoc faciant fidelitatem et hominium dicto abbati et successoribus suis.

XXXVII. Item dominus abbas predictus et monasterium Villemagne habent et debent, habere in perpetuum tertiam partem omnium minarum et totius minarii, quod est vel erit in toto termino de Clairaco, et tertiam partem in firmanciis et in cohertionibus et judiciis, que pro mina vel minario vel occasione mine vel minarii, acciderint.

XXXVII. Cetera omnia observentur in villa de Clairaco et in ejus terminis et pertinentiis, sicut continetur in antiqua compositione facta cum Guillemo Atone et cum Berengario, quondam abbate Villemagne, et sicut continetur in sententia lata quondam per Poncium de Olargio, et Petrum

Ramundi de Corneliano, et Bernardum de Muro Veteri, et. . . . . (1) et Guillelmum de Caslaro. Que sententia est sigillata et confirmata sigillo venerabilis Domini Gaufredi, episcopi Biterrensis.

XXXIX. Pascuis, que sunt in terra dictorum nobilium, utantur dominus abbas et homines sui, sicut hactenus consueverunt uti.

XL. Item ordinatum est quod, pro aliquabus querimoniis, homines Villemagne vel alii morantes in parrochia Sancti Martini Vetuli non cogantur per dictos nobiles vel bajulos eorum extra Villammagnam vel extra dictam parrochiam ire.

XLI. Item sit certum quod Deodatus et Gualfredus predicti retinuerunt sibi jus quod habebant in quibusdam domibus que sunt in carreria de la Gossa, Petri Agonis, Augerii Poncii, Dani et Petri Boterii. Dominus abbas similiter retinuit jus suum quod habebat in dictis domibus.

XLII. Preterea ordinatum est quod dominus abbas predictus, si voluerit, possit ordinare et constituere vicarium loco sui pro tertia parte vicarie, quam ipse acquisivit ab Arcmano de Bociacis.

Et nos, Deodatus et Gualfredus supradicti, et domina, Guillelma, mater dicti Gualfredi, per nos et omnes nostros presentes et futuros, bona fide, sine dolo, omnia et singula in superiori amicabili compositione vel transactione comprehensa, laudamus, approbamus et confirmamus cum juramento corporaliter a nobis prestito, et pro omni illo jure quod habebamus et petebamus, vel petere vel habere poteramus usque in presentem diem in Villamagna infra portalia, et extra a portali Sancti Salvatoris usque ad portale vetus, vel etiam alibi in parrochiis Sancti Gregorii,

(1) Lacunes dans le texte.

Sancti Salvatoris, Sancti Martini Vetuli, et in toto territorio Villemagne, exceptis minariis et villa de Tauciaco et mansis supra nominatis, ut supra nominatum est et distinctum, ratione vicarie vel baillie vel alicujus dominationis, seu alicujuscunque jurisdictionis, quocunque nomine illa censeantur vel vocentur. Contenti sumus his que in presenti carta superius continentur, in quibus servetur (1).

Promittimus et convenimus vobis, domino abbati, firma stipulatione, quod dictam transactionem et amicabilem compositionem ratam firmamque semper habebimus, specialiter vobis promittentes quod nunquam contra omnia supradicta vel aliquid illorum veniemus vel venire faciemus per nos vel per aliam personam interpositam ; renuntiantes omni legi et terre censuetudini et omni juri, scripto vel non scripto, divino et humano, et omni beneficio speciali et generali, quibus contra predicta venire possemus, profitentes et recognoscentes nos, Deodatus et Gualfredus predicti, vobis, domino abbati predicto, omnia supradicta et singula nos et predecessores nostri a vobis et predecessoribus vestris tenuisse in feudum. Et nunc, de presenti, eadem de manu vestra recepimus in feudum et vobis et monasterio Sancti Martini Villemagne (recepisse) recognocimus ; et idem vobis facimus hominiscum, et inde nos et nostri successores vobis et successoribus vestris hominiscum facient.

Et hoc ego, Deodatus predictus pro me, et ego, Gualfredus prescriptus, mandato domine matris mee, et ipsa presente et volente, in animam meam et ipsius matris mee juramus super sacrosancta Dei Evangelia fidelitatem in manu vestra, promittentes vobis sub eodem sacramento quod erimus semper pro vobis et monasterio supradicto legales et fideles : et quod personam vestram et monasterium

(1) Sens obscur, sans doute par omission de mots.

supradictum et homines vestros et universa bona et jura monasterii fideliter defendemus.

Et nos, Artaudus, Dei gratia, abbas Villemagne predictus, de consilio et assensu conventus nostri, et in ejus presentia, concedentes et confirmantes vobis, Deodato et Gualfredo predictis, et domine supradicte, et vestris in perpetuum in feudum omnia supradicta et singula, et idem vos investimus, profitentes et recognoscentes vos et antecessores vestros predicta a nobis et antecessoribus nostris tenuisse in feudum ; laudamus, confirmamus et approbamus omnia supradicta et singula. Et si qua dampna vel injurias nobis vel hominibus nostris intulistis sive fecistis, commissa illa vobis et vestris remittimus bona gratia, salvis manentibus que in hac compositione superius continentur. Et erimus vobis et vestris bonus dominus et fidelis, promittentes vobis solempni stipulatione quod contra predicta vel aliquid predictorum nullo tempore, aliquo jure vel ratione, veniemus per nos vel per aliam personam interpositam ; renunciantes omni juri, ecclesiastico vel civili et in integrum restitutioni, omniqne alii juri, scripto et non scripto, divino et humano, nobis et successoribus nostris contra hoc competenti vel competituro.

Et similiter nos, predicti Deodatus et Gualfredus, et domina predicta Guillelma, si qua dampna vel injurias nobis et hominibus nostris intitulistis vel fecistis, vel aliqua de justiciis vel aliis redditibus seu obventionibus nostris vel ad nos pertinentibus hactenus habuistis vel percepistis, liberamus bona gratia, salvis manentibus que in hac compositione superius continentur.

Preterea nos, Deodatus et Gualfredus, et domina Guillelma, suprascripti, remittimus omnes justicias, et penas nobis competentes de omnibus clamoribus factis usque ad hanc diem domino abbati, nisi dominus abbas pro dictis clamoribus de cetero aliquid haberet, et de omnibus foris-

factis minutis, compositis vel remissis ab eodem abbate in Villamagna et ejus territorie et in parrochia Sancti Martini Veteris.

Et similiter remittimus, si quod petere possimus, profirmantiis vobis vetitis vel negatis.

Et nos, P. de Brolio sacrista, monasterii Villemagne, et G. Rocha Heli, P. de Cigencio, Johannes Marti, P. de Rojano, prior de Reddis, Poncius de Crispiano, R. Capellano, A. Calloli, R. de Mala-Vetula, B. de Unissano, P. Mascalc, P. Regis, Bertrandetus, G. Rotgerii, Ademarus Argenterius, B. de Verano, per nos et per totum conventum, hanc compositionem amicabilem seu transactionem laudamus, approbamus, concedimus et confirmamus, et etiam omnia supradicta et singula, confitentes, et recognoscentes esse factam consilio nostro et voluntate et pro magna utilitate monasterii nostri.

Actas unt hec anno Nativitatis Christi MCCXXXIII°, IV° idus septembris, in porticu novo domini abbatis.

Horum omnium testes sunt mandati et rogati et ad hoc specialiter vocati Berengarius de Cancio, G. Rotgerii, Berengarius de Mercurollo, milites, Poncius de Sancto Martino, Johannes Aymerici, Berengarius, fratres, B. de Yspania, Bonetus Tholosanus, Petrus de Turre, Aymericus Niger, Berengarius Audeberti, B. Vedelli, Aymericus Boneti, B. Berengarii, Johannes de Poleto, P. de Beranscha, Michael de Pradali, Ugo Mealha, Sicardus Molinerii, Marchus Ferracutus, G. Hebrardi, D. Felicius' R. de Melagis, sacerdos, R. de Nasaco, decamus, G. Pascalis, P. Poncius, P. Monachi de Seneganco, Johannes Martini, Johannes Gasc, Berengarius Dubanni. G. de Lombercio, R. de Biassio, R. de Biassio, junior, B., frater ejus, G. de Sancto Poncio, Johannes Piconii, Guiraudus de Vallaco, B. de Pradas, sacerdos, Aymericus Piconi, et

B. Andree, notarius publicus Villemagne qui, mandatus a predictis, hoc scripsit.

Illud autem est sciendum quod locus, de quo superius facta est mentio, qui est a portali Sancti Salvatoris usque ad portales vetus, in quo dicti nobiles Deodatus et Gualfredus habent vicariam pro duabus partibus, sicut superius continetur, ita terminatur in carreria recta publica, qua proceditur a dicto portali Sancti Salvatoris usque ad dictum portale vetus. Et in domibus universis, que habent suum exitum per ostia earumdem domorum in illam carreriam publicam ex utraque parte, et specialiter in illis domibus que sunt in manso de Marnagas, qui mansus protendit usque ad domum Berengarii Bolegoni, dicti nobiles habent vicariam suam, ut infra muros Villemagne, excepta domo de Vereriis, que est de brugueto Sancti Salvatoris, in qua dicti nobiles nichil habent. Set domus P. Panolerii, licet habeat suum exitum in dicta carreria, non pertinet ad dictam vicariam, nisi usque ad crucem factam pro signo in parieti ejusdem domus, ex parte carrerie publice qua itur ad Puissellum, in qua carreria nichil habent dicti nobiles, nisi usque ad signum dicte crucis.

Et ad majorem firmitatem omnium predictorum, nos omnes predicti scilicet, dominus abbas et conventus, et Deodatus et Gualfredus, presentem cartam impressione sigillorum nostrorum fecimus communiri.

XI. Guillaume Ermengaud de Montpaon vend à Déodat de Boussagues ce qu'il possède dans le territoire de Boussagues, dans les paroisses de N.-D. de Frangouille, de Saint-Cyr, de Camplong, et généralement ce qu'il possède en aval du ruisseau de Besset jusqu'au mas de Lodase, le tout pour 110 sous melgoriens, dont le vendeur donne quittance à l'acheteur. Clauses de garantie.

Acte passé à Boussagues en présence de huit témoins, par Gobert Barlat, notaire du dit lieu.

30 SEPTEMBRE 1236

Original. — T. 105, N° 18.

N. B. — *Cette charte et quelques-unes des suivantes ne présentant pas dans le texte d'intérêt général, nous nous contentons d'en donner l'analyse.*

XII. Asalric de Malevieille et son frère Pierre Asémar vendent à Déodat de Boussagues la huitième partie du mas de Perbèze, situé à Graissessac dans la paroisse de Saint-Sauveur du Puy, et ce qu'ils possédaient dans la même paroisse, le tout pour 60 sous melgoriens, dont ils donnent quittance.

Acte passé, sur la place publique, en présence de six témoins, et reçu par Gobert Barlat, notaire de Boussagues.

25 FÉVRIER 1238

Original. — T. 106, N° 25.

XIII. Pierre Raymond des Murs vend à Déodat de Boussagues, avec faculté d'aliénation, les immeubles provenant de la donation à lui faite par son beau-frère Bérenger de Magalas, et situés dans le territoire de Graissessac, dans la paroisse de Saint-Sauveur du Puy, aux Castanets, au mas des Plans des Ramondets, à Aussedat, avec les hommes et les femmes, les terres cultes et incultes, les bois, forêts, pâturages, prés, eaux, droits d'usages, censives, foriscapes, cautions (*firmancie*), droits de justice et de domaine.

La vente est faite pour 530 sous melgoriens, dont le vendeur donne quittance à l'acheteur.

Confirmation de la vente faite à l'acheteur par Bérenger de Magalas, donateur des biens vendus.

Ratification de la vente par Bernard Mabile, viguier de Béziers, qui donne quittance de 40 sous melgoriens pour droit de lausime au profit du roi.

Acte reçu par Bernard Auger, notaire de Béziers, en présence de neuf témoins.

La ratification de Bérenger, qui eut lieu le 25 avril même année, fut faite devant sept témoins et par un autre notaire.

24 AVRIL 1242

Original. — T. 106, N° 17

In nomine Domini, anno Nativitatis ejusdem millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, regnante rege Lodoico, VIII kalendas maii, Ego, Petrus Ramundi de Muris, per me et per omnes meos, bona fide et sine dolo, cum hac carta

vendo, omninoque derelinquo et trado nunc et in perpetuum, titulo perfecte venditionis, sine ulla mea meorumque retentione et repetitione, tibi, Deodato, domino de Bociacis, et tuis et cui vel quibus donaveritis, dimiseritis, vendideritis vel pignora supposueritis, et ad omnes voluntates vestras plenairie et perpetuo faciendas, salvo jure domini regis Francorum, videlicet quicquid juris vel rationis habeo vel habere debeo vel possum, nomine vel occasione donationis mihi facte a Berengario de Magalaco, socero meo, vel alio modo, in toto termino de Graissessaco, et in tota parrochia Sancti Salvatoris de Podio, et in Castanetis, et in manso de Planis Raimundetorum de Graissessaco, et in Aussedatz, in hominibus scilicet et feminis, terris cultis et incultis, boschis, nemoribus, pascuis, pratis, aquis, usaticis, censibus, foriscapiis, firmanciis, justiciis, dominationibus, et generalitur quicquid aliud habeo vel habere debeo in omnibus supradictis locis et in eorum terminis pertinentiis et adjacentiis, super terram et sub terram.

Et est sciendum quod propter hauc venditionem habui et recepi de te plene et integre, nomine pretii, quingentos tringenta (530) solidos melgoriensium, in quibus renuntio exceptioni non numerate pecunie. Et si hec venditio est vel erit majoris pretii vel valentie, illud totum, ex mera et simplici liberalitate mea, tibi tuisque dono et perpetuo disamparo. Et omnes etiam rationes, petitiones, persecutiones, exceptiones, defensiones et omnia omnino jura, que in predicto honore sive in predicta venditione nunc michi competunt vel deinceps sunt competitura quolibet modo, tibi tuisque dono, cedo, et in te et in tuos perpetuo et irrevocabiliter transfero Et promitto tibi, firma et solempni stipulatione, quod hanc venditionem et omnia supradicta faciam tibi et tuis semper bona stare et firma, et legalis guirens ac defensor inde vobis ero. Et si forte ibi vel inde fuerit aliquid vobis jure evictum vel amparatum, illud totum et damp-

num. quod inde sustinueretis, vobis integre restituam, et obligo inde vobis omnia mea bona et jura presentia et futura. Et contra hec predicta vel aliquid horum nunquam veniam vel venire faciam, nec fieri vel dici consentiam quoni mus hec predicta vel aliquid horum firma permaneant. Sic juro gratis, corporaliter super hec sancta quatuor evangelia.

Et ego, Berengarius de Magalaco predictus, per me et per omnes meos, laudo, concedo et confirmo tibi Deodato, domino de Bociacis, et tuis, hanc venditionem et hanc cartam et omnia supradicta in perpetuum valitura, et nunquam contra veniam vel venire faciam aliquo jure vel aliqua lege, ratione, vel consuetudine vel alio aliquo modo. Sic juro gratis, corporaliter super hec sancta quatuor evangelia.

Et ego, Bernardus Mabilii, vicarius Bitterris, domini regis Francorum, salvo jure ipsius, per ipsum dominum regem et per suos, laudo et confirmo hanc cartam et omnia supra scripta in perpetuum valitura, tibi, Deodato de Bociacis, et tuis, et confiteor me a te habuisse pro laudimio quadraginta solidos melgoriensium ad opus domini regis, in quibus renuntio exceptioni non numerate pecunie.

Horum omnium excepto laudamento et juramento dicti Berengarii de Magalaco facto eodem anno quo supra, VII kalendas maii, sunt testes Berengarius de..... Petrus de Caucio, Ugo de Palanaco, Petrus Burgesius, Ramundus Rigaudi, Raimundus Geissel, Ramundus de Saumiaco. U. de Magalaco, Guiraudus de Bannis, et Bernardus Augerii, publicus Bitteris notarius.

De laudamento et juramento dicti Berengarii de Magalaco sunt testes Azilulfus de Magalaco, et Guillelmus de Bolano filius ejus, Petrus Ramundus de Magalaco, Petrus Ramundi de Foncesio, Guillelmus de Lauda, dictus Ramundus de Saumiaco, et ipse Bernardus Augerii, notarius vicinus. Dictus Guiraudus

de Bannis hoc scripsit et superscripsit, salvo jure ipsius. Ego, idem Bernardus Augerii, qui omnibus supradictis interfui, subscribo et signum meum appono.

XIV. — VENTE A ARMAND DE BOUSSAGUES DE DIVERS IMMEUBLES.

16 FÉVRIER 1252.

Original. — T. 106, N° 29.

Guillaume Vézian et Titbore, sa femme, vendent à Armand de Boussagues le quart du mas des Boussaguettes pour le prix de quatre livres melgoriennes, dont ils lui délivrent quittance. Ils le mettent en possession au moyen de l'acte de vente, se portent garants en cas d'éviction ou de préjudice et hypothèquent leurs biens dans ce but.

Comme cette terre dépendait d'Amaury, vicomte de Narbonne, les droits de domaine et de foriscape (*laudimium et foriscapium*), une redevance (*usaticum et census*) de deux deniers payables chaque année à Noël, sont réservés en faveur de ce seigneur.

A la suite de l'acte de vente, sur le même parchemin, le 3 août 1254, Armand de Boussagues reconnaît avoir reçu le serment de Guillaume Vézian, qui se déclare son homme.

Le premier acte a été passé dans la maison de Pierre de Fauguière, notaire à Saint-Gervais, en présence de Raymond de Malevielle, curé de la ville, et de quatre autres témoins.

Le second acte a été passé dans le cimetière de Saint-Gervais, en présence de quatre témoins et par le même notaire.

Anno nativitatis Christi MCCLII, regnante rege Ludovico, ego, Guillelmus Véziani et ego Titbores, uxor ejus, nos ambo predicti, per nos et omnes nostros presentes et futuros, bona fide, sine dolo, titulo pure et irrevocabilis venditionis, cum hac carta in perpetuum valitura, vendimus, tradimus solvimus, guirpimus, damus et omnino deserimus tibi, domino Armando de Bociacis, et tuis omnique tue posteritati in perpetuum, et cui vel quibus tu vel tui volueritis, dare, dimittere, vendere, impignorare, permutare, obligare, aut aliter alienare, exceptis sanctis, clericis et militibus, consilio tamen domini Amalrici, vicecomitis Narbonne, a quo subdictus honor tenetur, et successorum suorum, et salvo ibi et inde jure suo, laudimio, foriscapio et dominio in omnibus, ac censu duorum denariorum infrascriptorum, videlicet totam et integram quartam partem pro indiviso totius mansi de Bossaguetis et ejus adjacentium, et terminium cum terris heremis et condrectis (*sic*), cum bosquis, aquis, cum herbis, cum tasquis, cum *cassis*, cum usaticis, cum pascuis, cum consiliis et laudimiis et foriscapiis, et cum omnibus dominiis.

Et hoc facimus pro quatuor libris bonorum melgoriensium, quas inde a te dicto domino Armando plene et integre habuimus et recepimus, ita quod nichil inde penes te remansit in debito ; in quibus exceptioni non habite seu nec numerate pecunie renuntiamus. Inde

nos et nostros perpetuo divestimus et ejicimus de possessione, te et omnes tuos investimus et cum hac carta in possessionem mittimus. Omnes actiones directas et utiles, reales et personales, seu etiam mixtas, petitiones, principales vel accessorias, persecutiones, exceptiones et defensiones, nobis competentes nomine dicte quarte partis predicti mansi, tibi damus et reddimus, et te in rem tuam procuratorem fecimus.

Promittentes tibi, firma stipulatione, quod nos et omnes nostri erimus semper tibi et tuis fideles et legitimi guirentes et jure defensores. Et si forte ibi vel inde aliquid jure, lege, vel consuetudine, tibi vel tuis amparatum fuerit vel evictum, coram judice vel arbitro, totum illud et totum dampnum, quod inde tibi vel tuis evenerit, integre restituemus; quo dampno et evictione emendandis et restituendis, tibi et tuis obligamus inde omnia bona et jura, nostra, presentia et futura, de evictione. Et contra predicta non veniemus, nec veniri faciemus aliquo modo, set scienter renuntiamus omni legi, terreque consuetudini et omni juri, canonico vel civili, et privilegio dotis, et juri sponsalatii et ypothece et legi Velleiani, omnique alii juri quo contra venire possemus. Sic juramus per hec sancta Dei quatuor evangelia a nobis corporaliter tacta. Et dabitis pro usatico annuatim domino Amalrico et suis, in Nathale Domini, duos denarios melgoriensium, et non aliud.

Acta sunt hec in scola Petri de Falgeriis, XIIII kalendas martii. Horum omnium testes sunt mandati et vocati Ramundus de Mala Vetula, prior Sancti Gervasii, Guillelmus de Euseria, Guirandus Mercerii, Guillelmus Escolerii, Vitalis Clericus, et ego, Petrus de Falgueriis, publicus ville Sancti Gervasii notarius qui, mandatus a predictis, hanc cartam scripsi.

Anno nativitatis Christi MCCL° quarto, regnante rege Lodovico, cunctis audientibus, tam presentibus quam futuris, sit manifestum quod ego, Guillelmus Veziani, per me et omnes meos, presentes et futuros, mea mera liberalitate et spontanea voluntate, non coactus, nec deceptus, nec aliqua machinatione ductus ab aliquo vel ab aliquibus, cum hac carta in perpetuum valitura, omni inganno et fraude remoto, trado, dono me et omnes successores meos, illos quos modo habeo et in antea habebo, et omnem progeniem meam, tibi domino Armando de Bociacis, et tuis heredibus et successoribus, in homines fideles. Et statim in presenti facio me hominem tuum, mittens manus meas inter tuas, promittens me semper esse tibi et tuis fidelem in omnibus; et nunquam contra predicta veniam, nec veniri faciam ; et si aliquo jure vel aliqua occasione contra venire possem, illi penitus renuncio.

Et ego Armandus, predictus dominus de Bociacis, recipiens te dictum Guillelmum Veziani et omnem progeniem a te exituram per homines, promitto me esse tibi et tuis fidelis dominus in omnibus.

Acta sunt hec in cimiterio Sancti Gervasii, tertio nonas augusti. Horum omnium testes sunt mandati et vocati Guillelmus de Euseria, Guillelmus Loboti, Guillelmus de Pèris, Bernardus Estreig, et ego, Petrus de Falguerlis, publicus ville Sancti Gervasii notarius qui, mandatus a predictis, hanc cartam scripsi, cum superscriptione que dicitur per *homines*, que est in quarta linea inferius.

XV. — VENTE DE DIVERS BIENS PAR ARMAND DE BOUSSAGUES

19 DÉCEMBRE 1253

T. 106, N° 37.

Armand de Boussagues vend à Raymond de la Forge et à son frère Ponce pour un quart, à Guillaume de la Forge, stipulant pour son compte, pour ceux de Guillemette, sa mère, de Raimonde, sa sœur, de Jean-Pierre, son beau-frère, tous pour un autre quart, et à Guillaume de Sale, stipulant pour lui et pour Ponce, son frère, tous deux pour la moitié : 1° une prise d'eau sur le ruisseau de Mase, le passage de cette eau sur sa seigneurie pour l'amener à leur moulin ; 2° la paissière qui existe ; 3° le droit d'en établir d'autres dans la seigneurie en aval et en amont avec un bédal et des rivages ; 4° le pouvoir d'élever d'autres moulins.

La vente était faite moyennant le paiement d'un setier d'avoine, dont quittance fut donnée, et moyennant la redevance de douze deniers payables chaque année à Noël, et l'obligation du curage annuel du bédal. Les acquéreurs pouvaient faire donation sans autorisation du seigneur; pour les autres genres d'aliénation, il fallait obtenir son consentement.

Acte passé dans le cimetière et devant l'église de Saint-Gervais, en présence de quatre témoins, et reçu par Pierre de Fauguière, notaire de Saint-Gervais.

Anno nativitatis Christi M°CC°L° tercio, regnante rege Lodovico, ego, Arcmandus de Bociacis, per me et omnes meos, presentes et futuros, bona fide, sine dolo, titulo pure et perfecte donationis, in gadaminum (1), cum hac carta in perpetuum valitura, dono, trado, et jure accapiti concedo tibi, Ramundo de Fabrica, et Poncio, fratri tuo, pro quarta parte, et tibi Guillelmo de Fabrica, recipienti pro te et Guillelma de Fabrica, matre tua, et Ramunda, sorore tua, et Johanne Petri, sororio tuo, pro alia quarta parte, et tibi, Guillelmo de Salio, recipienti pro te, et Poncio, fratre tuo, pro medietate, et omnibus successoribus vestris, et cui vel quibus vos vel vestri dare, dimittere volueritis, aut cum consilio mei et successorum meorum, vendere, permutare, impignorare, obligare, aut aliter alienare, exceptis sanctis et militibus, videlicet aquam fluminis Mase, terram, situm dicte aque per tenedonem meam ad adducendam predictam aquam ad vestros molendinos, presentes et futuros, cum paxeria, quo modo ibi est et cum aliis paxeriis, que in dicta tenedone mea facere volueritis superius et inferius cum bedali et bedalibus et ripagiis, hinc et inde. Item dono et concedo vobis supradictis et vestris successoribus, ut supra dictum est, licentiam et potestatem faciendi in dicta tenedone mea molendinum seu molendina de paxeria, que ibi est usque in tenedone Pauli de Claromonte inferius et superius, de dicta paxeria usque in tenedone infantum quondam Asalmiti de Podio Soirignerio, cum omni melioramento quod ibi facere volueritis seu potueritis ad opus dictorum molendinorum nostrorum, presentium vel futurorum.

Et hoc facio pro uno sestario civade, quod inde a vobis supradictis plene habui et recepi, ita quod nihil inde penes

(1) *Gadaminum*, mot incompréhensible ; il faudrait probablement *condominium*, par indivis à droits égaux.

vos remansit in debito; in quo renuntio exceptioni non habiti sextarii civade. Et ideo, si plus valet aut in antea valebit, totum illud, ex meo mero animo, vobis omnibus supradictis et vestris dono, promittens vobis, firma stipulatione quod, si aliquid vobis vel vestris amparamentum fuerit vel evictum, coram judice vel arbitro, jure, lege vel consuetudine, ego et omnes mei erimus semper vobis et vestris fideles et legitimi guirentes et jure defensores. Et contra predicta non veniam, nec veniri faciam aliquo modo; sed scienter renuntio omni legi jurique, consuetudini et omni juri, canonico et civili, quo contra venire possem.

Et dabitis pro usatico annuatim michi et meis, in festo Natalis Domini, pro omnibus supradictis, duodecim denarios melgoriensium tantum et aguotadam bedalis, semel in anno, et non aliud.

Acta sunt hec in cimeterio Sancti Gervasii, ante portas ecclesie, decimo quarto kalendas januarri. Horum omnium testes sunt mandati et vocati Armandus de Foja, capellanus Guiraudus, monachus, Guillelmus de Euseria, Berengarius Ribas, et ego, Petrus de Falgueriis, publicus ville Sancti Gervasii notarius qui, mandatus a predicto, hanc cartam scripsi.

XVI. — VENTE D'UNE VIGNE A ARMAND DE BOUSSAGUES PAR UN DE SES TENANCIERS.

6 JUIN 1254

Original. — T. 106, N° 32.

Guillemette de Bordelles, veuve d'Ermengaud Maurand, vend, avec pouvoir d'aliéner, à Armand de Boussagues, pour le prix de treize livres melgoriennes, dont elle lui donne quittance, une vigne qu'elle tenait de lui. Guillemette met l'acquéreur en possession au moyen de l'acte d'achat, renonce à tous ses privilèges dotaux et en particulier à la coutume du pays (*censuetudo terre*) pour assurer l'irrévocabilité de la vente.

Acte passé à Villemagne, en présence de cinq témoins, par Pierre de Fauguières, notaire de Saint-Gervais.

Anno nativitatis Christi MCCL° quarto, regnante rege Ledovico, ego, Guillelma de Bordellis, uxor quondam Ermengaudi Maurandi, per me et per omnes meos, presentes et futuros, bona fide, sine dolo, titulo pure et perfecte venditionis, cum hac carta in perpetuum valitura, vendo, trado, soldo, guirpio, dono, et omnino desemparo tibi domino,

Arcmando de Bociacis, et tuis omnique tue posteritati, in perpetuum, et cui vel quibus tu vel tui volueritis dimittere, dare, vendere, permutare, impignorare, obligare, aut aliter alienare, videlicet unam vineam meam, quam teneo a te, que est in verneta cum omni complantamento et melioramento ibi facto, cum ingressibus et exitibus et omnibus juribus et pertinentiis suis intus et extra. Et confrontatur, ex una parte, cum vinea quondam Bernardi Atizalli, et ex alia, cum orto Boveriorum et, ex alia, superius cum camino publico, et ex alia, cum carreria que tendit versus Cassezobre.

Hanc antem venditionem tibi facio pro pretio tredecim librarum bonorum melgoriensium quos, inde a te plene habui et recepi, ita quod nichil inde penes te remansit in debito, in quibus exceptioni non habite seu non numerate pecunie renuntio. Et ideo, si dicta vinea plus valet vel in antea valebit, totum illud, ex mero meo animo, tibi et tuis, donatione inter vivos dono et inde me et meos perpetuo divestio et ejicio de possessione, te et omnes tuos in possessionem mitto cum hac carta, et te in rem tuam procuratorem facio. Promittens tibi, firma stipulatione, quod ego et omnes mei successores erimus semper tibi et tuis fideles et legitimi guirentes et jure defensores. Et si forte ibi vel inde aliquid jure, lege, vel consuetudine tibi vel tuis amparatum fuerit vel evenerit, integre restituemus. Et idem obligo tibi et tuis omnia bona mea presentia et futura de evictione. Et promitto et convenio tibi, firma stipulatione, quod contra predicta non veniam, nec veniri faciam aliquo modo; set scienter renuntio omni legi, terreque consuetudini et omni juri, canonico et civili, et privilegio dotis et juri sponsalicii, ypothece, et legi Velleiani, omnique alii juri quo contra venire possem.

Acta sunt hec apud Villammagnam, in domo Stephani de Bordellis, VIII idus junii. Horum omnium testes sunt mandati et vocati Guillelmus de Euseria, Guillelmus Vi-

guerii, Guillelmus de Solerio, Stephanus de Bordellis, Brunus de Bordellis, et ego, Petrus de Falgueriis, publicus ville Sancti Gervasii notarius qui, mandatus a predictis, hanc cartam scripsi.

XVII. — HOMMAGE A DÉODAT DE BOUSSAGUES, POUR LA MOITIÉ D'UN FIEF.

10 OCTOBRE 1268

Original. — T. 106, N° 36

Hommage rendu à Déodat de Boussagues, fils de feu Armand de B. par Guillaume d'Euzière, pour la moitié du mas de Caurtas, dans la paroisse de Tauciac, que le dit Guillaume d'Euzière, sans être tenu à aucune redevance (*usitacum*), possède par indivis en fief d'honneur (*feudum honoratum*), y compris les dépendances, maisons, terres cultes et incultes, rivages avec les produits, eaux, chasses, mines avec les produits, bois, pâturages, bans, domaine inférieur. Les redevances du dit mas, consistent en blé, vin, en quarte, en quint, en tasque, en usages, en lods et ventes, acaptes, foriscapes, droits de moyenne justice. Le droit de domaine supérieur est réservé au seigneur de Boussagues.

Déodat de B. promet à G. d'E. de le maintenir dans la possession de son fief, telle qu'elle est relatée dans le serment d'hommage. Acte passé en présence de cinq témoins et de Jacques Fabre, notaire à Béziers.

Anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, regnante rege Lodoïco, VI idus octobris, ego, Guillelmis de Euzeria, domicellus, non metu, dolo seu machinatione aliqua ad hoc inductus, remota omni ignorantia et errore, certus de facto et de jure consultus, cum hac carta publica firmiter perpetuo valitura, scio, confiteor, et in veritate recognosco vobis, domino Deodato de Bociacis, domicello, filio quondam nobilis nostri domini Armandi de Bociacis, solempniter stipulanti, me habere, tenere et possidere quasi a vobis, et etiam me et meos predecessores a vobis et dicto domino patre vestro et etiam a vestris predecessoribus, huc usque habuisse, tenuisse et possedisse (*sic*) vel quasi, ad feudum honoratum, sine alio usatico, medietatem a indiviso mansi de Caurtas et ejus pertinentiis, qui est in parrochia beate Marie de Tauciaco, sive sint domus, terre culte vel inculte, riparie, ripatica, aque, venationes, minaria, nemora, et ea que spectant ad minus dominium, et quelibet alie res, reservato vobis et vestris toto majori dominio, prout inferius continetur ; ita videlicet quod in dicto manso habeo et percipio, habere et percipere debeo ego, et etiam successores mei, medietatem omnium drechurarum in dicto manso et ejus pertinentiis exeuntium et evenentium, sive sint bladi, vini, sive sint carta (*sic*), quinta, tasche et quelibet alie res, et etiam medietatem laudimiorum, acapitorum, foriscapiorum.

Et omnino habemus et habere debemus, ego et successores mei, jus laudandi pro medietate pro indiviso, in ipso manso et ejus pertinentiis, de omnibus possessionibus, que ibi venduntur vel vendentur pro tempore, et etiam medietatem in herbis, pascuis, pastoralibus, aquis, nemoribus, ripariis, ripaticis, et venationibus, usaticis, minariis, bannis, firmanciis minoribus, et minoribus justiciis, et etiam aquasamentis, (1) si ibi aliqui pro tempore aquasarentur, et etiam in omnibus aliis, exceptis omnibus his que ad majorem spectant dominationem et juridictionem.

Vos enim et vestri, in dicto manso et ejus pertinentiis, majorem dominationem et jurisdictionem, sine aliqua parte mei et meorum habetis et habere debetis; et etiam dictus dominus Armandus de Bociacis, pater vester quondam, et omnes predecessores vestri habuerunt et perceperunt semper sine aliqua parte mei et meorum.

Et contra hanc predictam recognitionem vel aliquid predictorum nunquam veniam vel venire faciam aliquo jure, scripto vel non scripto, divino vel humano, generali vel speciali, aut communi, neque etiam aliqua lege, ratione vel consuetudine, nec etiam occasione alicujus deceptionis vel lesionis, cum ibi nulla sit, nec alio aliquo modo qui dici possit vel excogitari. Nec feci, nec faciam, nec fieri vel dici faciam vel consentiam quod hec predicta vel eorum singula permaneant minus firma. Sic juro super hec sancta quatuor Dei evangelia a me corporaliter, gratis tacta.

Et ego, Deodatus de Bociacis predictus, sciens omnia supradicta et singula esse vera, prout superius sunt expressa, promitto tibi, dicto Guiellelmo de Euzeria, domicello, solempniter stipulanti, quod predictum feudum sine aliquo usatico, prout superius est expressum, faciemus, ego et suc-

(1) *Aquasamentum*, pour *accasamentum*, construction de maison ou installation dans une maison. (*Voir ce mot dans le glossaire de Ducange*).

cessores mei, te et tuos semper habere, tenere et possidere vel quasi, pacifice et quiete, et ab omni persona aliquid ibi petente vel exigente, in toto vel in parte, legitimi guirentes ac defensores erimus. Sic promitto tibi per fidem meam.

Horum omnium sunt testes dominus R. Fredoli, archidiaconus Biterrensis, Guillelmus de Fonte, capellanus, et Verius Mole, capellanus, Jacobus Peregrini, notarius, Guillelmus de Vallanquesio, clericus, et Jacobus Fabri, publcuis Biterrensis notarius qui, mandatus et rogatus a predictis, omnia ista scripsit et signum suum apposiut.

XVIII. — VENTE DE BIENS POUR CAUSE D'HÉRÉSIE

13 OCTOBRE 1268

Original. — T. 106, N° 34.

Arnolphe de Courferrand, chevalier, et Nicolas de Chales, trésorier, clerc d'Evreux, commissaires royaux, avaient été chargés de faire vendre les biens et possessions reconnus par eux comme dépendant de l'Eglise et du domaine royal, à la suite des confiscations pour hérésie et félonie, et estimés sur le rapport d'experts jurés. Sur l'ordre des commissaires, Guillaume de Cohar-

don, sénéchal de Carcassonne et de Béziers, vend et remet à Aimery de Boussagues, à Raymond de Sénégra, au sacristain du monastère de Villemagne et à leurs procureurs, pour le prix de trente livres tournois, dont il donne quittance, quarante sous tournois de rente à percevoir sur le fief de Clairac, confisqué sur Bernard de Clairac pour crime d'hérésie de félonie, et dont tous les cens, tasques, usages étaient en vente.

Acte passé à Carcassonne, en présence de Bérenger Peltier, juge du sénéchal, de Godefroid de Calhez, viguier de Béziers, d'Amiel Mercier, légiste, de Raymond de Mans, clerc, de quatre autres témoins, et d'Augier d'Affaman, notaire et greffier de la cour royale de Béziers, qui apposa son sceau à l'acte.

Quoniam labilis est hominum memoria, inventa sunt publica munimenta ne, lapsu temporis, abcedente memoria, rei geste veritas valeat deperire ; idcirco, presentis instrumenti testimonio perpetuo eluscescat singulis et universis quod, cum nos, Guillelmus de Cohardone, miles, senescallus Carcassone et Biterris pro illustrissimo domino rege Francorum, verbo tenus receperimus in mandatis a nobili viro, domino Arnulpho de Curiaferrandi, milite ipsius domini regis, et a magistro Nicholao de Chalis, thesaurario, Ebroycensi clerico, ejusdem domini regis, ut res, jura et bona ac possessiones, quas et que ipsi cognoverunt esse de feudo ecclesie et dictum dominum regem possidere occasione heresis seu faidimenti, extimatione facta per viros idoneos, ad hoc electos et vinculo juramenti astrictos juxta dictorum ordinationem dominorum, venderemus et a manu dicti domini regis dimitteremus, recepta cautione de convento seu extimato pretio, persolvendo terminis ab

eisdem dominis constitutis, et interdum ab eisdem diffinita et ordinata, invenerimus ipsos ordinasse quod possessiones, census, usitica et taschas, et alia que dictus dominus rex, vel alius ejus nomine, percipit et percipere consuevit in tenemento de Claraco, occasione seu ratione faidimenti Bernardi de Claraco quondam, que movent de feudo de monasterio de Villemagne, habeant dominus de Bociacis, Raymundus de Sinegradu, et sacrista monasterii antedicti, pretio triginta librarum turonensum sibi emptos et empta, statutis temporibus a dictis dominis persolvendo, idcirco, mandatum predictum ex parte dicti domini regis nobis factum secundum ordinationem predictorum dominorum, exsequentes, per ipsum dominum regem et ejus successores et ipsius nomine, bona fide, titulo pure et irrevocabilis venditionis, cum hoc publico instrumento in perpetuum valituro, vendimus et tradimus vel quasi, tibi, Johanni Mironi, domicello-procuratori Aimerici, domini de Bociacis, et domini Ray, mundi de Sinegradu, et tibi, Bernardo de Magalaco, infirmario monasterii Villemagne predicti, procuratori dicti sacriste, recipientibus pro predictis et eorum successoribus, prout eorum quemlibet hec tangit venditio, videlicet quadraginta solidos, quos dominus rex predictus, vel alius nomine ejus, percepit et percipere consuevit annuatim in dicto tenemento, que fuerunt dicti Bernardi de Claraco, faiditi, prout nobis, ex forma ordinationis facte a dictis dominis, constitit evidenter.

Predictam vero venditionem facimus et facere intendimus vobis predictis procuratoribus, nomine quo supra, recipientibus cum omni jure ac bonitate, tangentibus dictam summam quadraginta soldiorum turonensium, prout dictus dominus rex vel sui perceperunt seu percipere consueverunt predictos quadraginta solidos, ratione predictorum honorum seu possessionum, pro pretio triginta librarum turonensium. De quo pretio nobis

est satisfactum, renunciantes exceptioni satisfactionis non facte, cedentes, nomine quo supra, predictis Aimerico, domino de Bociacis, et domino Raymundo de Sinegradu, militi, et sacriste dicti monasterii, et vobis, predictis procuratoribus, eorum nomine recipientibus, omnia omnino jura et actiones, reales et personales, necnon et defensiones seu exceptiones, que dicto domino regi et suis competebant vel competere poterant in predictis quadraginta solidis a nobis dictis Aimerico et domino Raymundo de Sinegradu et sacriste, et vobis predictis procuratoribus eorumdem nomine venditis, ratione faidimenti predicti Bernardi de Claraco.

Et vos, predictos procuratores, nomine predictorum Aimerici, domini de Bociacis, domini Raymundi de Sinegradu, et sacriste monasterii antedicti, ut in rem propriam ipsorum vestrorum dominorum facimus et constituimus veros dominos et procuratores.

Acta fuerunt hec Carcassone, anno nativitatis Domini nostri Jesu-Christi millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, III nonas octobris, domino Ludovico, rege Francorum regnante, in presencia et testimonio domini Berengarii Petrici, judicis dicti domini senescalli, domini Gaufridi de Callerio, militis, vicarii Biterris, Guillelmi Petri de Berenx, Raymundi Bertrandi, Petri de Vintrono, Amelii Mercerii, juris periti, Bernardi de Narbona, Raymundi de Manso, clerci, et mei, Augerii de Affamano, publici Biterrensis notarii et scriptoris curie regalis Biterrensis qui, mandatus a predictis, hanc cartam scripsi et signo meo signavi.

XIX. — VENTE D'UNE MAISON A BOUSSAGUES; CONFIRMATION DE L'ACTE PAR LE SEIGNEUR

1er AOUT 1271.

Guillaume Got et Aimée, sa femme, vendent à Arnaud Fabre, avec pouvoir d'aliéner, sauf les droits du seigneur Déodat de Boussagues, une maison d'habitation avec une cour. La vente est faite pour la somme de vingt livres melgoriennes, dont quittance est donnée à l'acquéreur. Renonciation par la femme à tous ses droits.

A la suite, sur le même parchemin :

Le seigneur Déodat de Boussagues confirme à Arnaud Fabre la vente faite, lui donne quittance des droits de foriscape et lui signifie qu'il doit payer, comme redevance, chaque année à Noël, un denier melgorien.

Actes passés en présence de trois témoins par Bernard Guibert, notaire de Saint-Gervais.

27 AOUT 1271

Original. — T. 106, N° 37.

Anno Dom ni M°CC°LXX° primo, rege Philippo Francorum regnante, noscant presentes et futuri quod nos, Guillelmus Goti et Amada, uxor ejus, nos ambo, per nos et per omnes nostros, presentes et futuros, bona fide et sine fraude, cum hac publica carta perpetuo firmiter valitura, titulo irrevocabilis venditionis, vendimus, tradimus, solvimus, guirpimus, damus et penitus desemparamus tibi, Armando Fabri, et tuis omnique tue posteritati, et cui vel quibus, tu vel tui, volueritis dare, laxare, vendere, permutare, impignorare, obligare, aut alio modo alienare, exceptis sanctis et militibus, salvo jure domini Deodati de Bociacis, videlicet quoddam estare cum curte que est ibi, sicut inferius confrontatur, cum omnibus juribus, rationibus, et pertinenciis suis, et cum ingressibus et exitibus suis, et cum omni melioramento, et edificio ibi facto vel etiam faciendo a celo usque ad *habidum* (*sic*) (1). Et confrontatur ex una parte, cum muro, ex alia, cum domo Stephani Lauserii, ex alia, cum domo Petri Bartolomei et cum sotulo (2) tuo.

Et hoc facimus pretio viginti librarum melgoriensium bonarum et percurrabilium, de quibus nichil remansit penes te in debito; in quibus renuntiamus exceptioni non numerate pecunie, non habite seu recepte. Et ideo, si plus valeat vel valebit, totam illam magis valenciam tibi et tuis bono animo donamus; et, si forte ibi vel inde aliquid tibi vel tuis jure, lege, vel consuetudine amparatum fuerit vel evictum vel oblatum, illud totum et totum dampnum, quod inde tibi vel tuis evenerit, integre restituemus tibi vel tuis, obligantes inde omnia bona nostra pro evictione totali vel particulari; renuntiamus scienter et expresse omni juri cano-

(1) Pour *abyssum*.
(2) *Sotulum*, haie.

nico et civili, generali et speciali, quo vel quibus contra predicta vel aliquid predictorum venire possemus.

Et, ego, Amada, renuntio juri ypotecarum et donationi propter nuptias et legi de fundo dotali et omnibus aliis juris remediis, quibus contra predicta vel aliquid predictorum venire possem, dantes tibi et tuis omnes actionnes personales et reales, et defensiones ordinarias et extraordinarias nobis competentes vel competituras nomine dicti estaris et predicte curtis, ejicientes nos et nostros perpetuo de possessione et mittentes te et investientes in corporalem possessionem seu quasi omnium predictorum. Et non diximus, nec dicemus, fecimus nec faciemus quominus hec omnia tibi et tuis perpetuo sint firma. Sic juramus super quatuor Dei evangelia a nobis corporaliter tacta.

Acta sunt hec kalendis augusti ; hujus rei testes sunt Bernardus Bartolomei, Petrus Cern, Bernardus Martre, et ego, Bernardus Guigbertus, publicus ville Sancti Gervasii notarius, qui hanc cartam scripsi.

A la suite, sur le même parchemin :

Post hoc, anno quo supra, VII kalendas septembris, ego, dominus Deodatus de Bociacis, per me et meos, laudo tibi, Armando Fabri et tuis, universa et singula in superiori instrumento contenta, confitens me totum foriscapium inde habuisse et recepisse ; in quibus renuntio exceptioni foriscapii non habiti seu recepti.

Pro usatico dabitis, tu vel tui, annuatim, michi vel meis, in Natali, unum denarium melgoriensium, et non aliud.

Hujus laudimii testes sunt magister Guillelmus de Gaberiano, magister Bernardus Sicardi, Petrus Peitavini, et ego, Bernardus Guigbertus, publicus ville Sancti Gervasii notarius, qui hoc laudimium et omnia supradicta scripsi.

XX. — VENTE D'UNE PIÈCE DE TERRE A BOUSSAGUES; CONFIRMATION DE L'ACTE PAR LE SEIGNEUR

Raymond Euzin, habitant de Boussagues, et Raymonde, sa femme, vendent à Pierre Guibert une pièce de terre labourable, située dans le territoire de Clairac sur la Mase, avec faculté de l'aliéner, moyennant l'autorisation du seigneur.

La vente était faite pour 16 sous tournois, dont les vendeurs donnent quittance, et pour le paiement au seigneur du cinquième du blé provenant de la dite pièce de terre.

Confirmation de la vente par Aymeric, seigneur de Boussagues, qui perçoit le foriscape.

Acte passé en présence de trois témoins et de Raymond Case, notaire à Boussagues.

31 MAI 1278

Original. — T. 106, N° 38.

Anno nativitatis Christi MCCLXXVIII°, rege Philippo Francorum regnante, II° kalendas junii videlicet, singulis et universis notum sit quod, ego Raimundus Euzini de Bociacis, et, ego Raimunda, uxor ejus, ambo simul et quisque nostrum . . . . (1) per nos et per omnes nostros, presentes et futuros, bona fide et sine dolo, cum hac carta publica perpetuo valitura, vendimus, et titulo perfecte venditionis donamus, concedimus, tradimus et penitus derelinquimus tibi, Petro Guiberti et tuis, in te et tuos transferimus, ad omnes voluntates tuas et tuorum plenarie faciendas, dando, dimittendo, impignorando, aut cum consilio domini Aymerici, domini Bociacarum, vel suorum, permutando, vendendo, aut quovis alio modo volueris alienando, exceptis sanctis et militibus, videlicet totam et integram unam petiam terre ad laborandum, cum arboribus fructiferis et infructiferis, et cum ingressibus et egressibus, et omnibus juribus et pertinentiis intus et extra, et cum omni etiam jure nobis competenti et competituro ratione cujuscumque contractus de ipsa et pro ipsa petia terre initi vel facti. Que dicta petia terre est in terminio de Claraco ultra Masam, et confrontatur ex una parte, cum tua vinea, ex alia, cum quadam petia terre Deodati de Borre, ex alia, cum quadam petia terre Johannis Cantoel, ex alia, cum flumine Mase.

Et omnes actiones nobis competentes et competituras occasione dicte petie terre contra quascumque personnas et res, ratione evictionis vel alio modo, tibi et tuis cedimus et mandamus; et de ipsa petia terre et de omni jure quod in ipsa habemus, possumus habere seu de-

(1) Mots illisibles.

bemus nomine proprietatis, possessionis, vel alio modo, nos et nostros disvestientes, te et tuos investimus ut verum dominum, et in rem tuam procuratorem te facimus et constituimus, sublata penitus omni fraude, tradentes inde tibi possessionnem de presenti, volentes quod deinde, quandocumque volueris, possessionem corporalem dicte petie auctoritate propria apprehendas. Et interim constituimus et cognoscimus nos ipsam petiam terre pro te et tuo nomine possidere, nulla inde possessione penes nos remanente.

Pro hac autem venditione cognoscimus nos a te habuisse et recepisse, nomine pretii, XVI solidos turonensium; in quibus renuntiamus omni exceptioni non habite pecunie et non numerate, pretiique non soluti. Verum, si dicta petia terre plus valet aut valuerit, totum id damus tibi et tuis.

De omni vero blado inde exeunte dabitis tu ac tui, pro dominio, domino Aymerico, domino de Bociacis, vel suis, quintum apportatum ad aream apud Claracum, ad quam congregabit alia blada sua.

Solempni igitur stipulatione interveniente promittimus et convenimus tibi quod dictam petiam terre cum suis omnibus pertinentiis predictis faciemus, nos et nostri, te et tuos semper habere et tenere, quiete et pacifice possidere, et ab omni personna contradicente jure defendemus, et quod nil est dictum vel factum, neque dicetur aut fiet quominus supradicta et sequentia perpetuam obtineant firmitatem. Et pro hiis omnibus et pro evictione restituenda, si de preconfrontata petia terre fieret, obligamus tibi et tuis omnia bona nostra, presentia et futura, renuntiantes in predictis beneficio totius juris, scripti et non scripti, et alterius cujuslibet quo posset hiis in aliquo obviari.

Et specialiter, ego, Raimunda predicta, renuntio juri ypoteche et omni alii auxilio mulieribus indulto vel in posterum indulgendo.

Et hec omnia et singula supradicta nos observaturos

perpetuo inviolabiliter et nunquam contraventuros, tibi stipulanti, promittimus et juramus, ad sancta Dei evangelia a nobis singulis corporaliter tacta.

Et ego Aymericus, dominus de Bociacis, predictam venditionem laudo et confirmo tibi, Petro Guitberti, et tuis. Et habui inde totum meum foriscapium.

Acta sunt hec in estari notarii infrascripti. Horum omnium testes sunt mandati et rogati Johannes Cantoel, Guillelmus Cantoel, Raimundus Vitalis, et ego, Raimundus de Casa, notarius publicus de Bociacis qui, mandatus, hanc cartam scripsi et signo meo consueto signavi.

XXI. — VENTE D'UNE MAISON A BOUSSAGUES; CONFIRMATION PAR LE SEIGNEUR

1er JUILLET 1278

Original. — T. 106, N° 39

Amaury Alain, par ordre et en présence de Déodat de Boussagues, dans l'intérêt de son pupille Pierre, fils bâtard de lui et de Guillemette Garrussole, vend à Pierre Paratier une maison pour le prix de neuf livres tournois et moyennant la redevance de trois oboles melgoriennes, payables chaque année à la Noël, au seigneur de Bous-

sagues. Amaury s'engage à faire ratifier l'acte par l'enfant devenu majeur, à la première réquisition des acheteurs ; il hypothèque ses biens comme garantie.

Confirmation de la vente par le seigneur qui donne quittance du foriscape.

L'acheteur reconnaît avoir fait l'acquisition avec la dot de sa femme.

Acte passé en présence de trois témoins et de Bernard Guibert, notaire de Saint-Gervais.

Anno Domini MCCLXX octavo, rege Philippo regnante, noscant presentes et futuri quod ego, Amalricus Alan, de auctoritate domini Deodati de Bociacis, et ipso presente et suum assensum prestante, inspecta utilitate majori Petri, filii Guillelme Garrussole, nutriti (1) dicti Amalrici, cum hac carta publica firmiter valitura, ego, dictus Amalricus, per me et dictum Petrum, nutritum meum, et per omnes nostros, vendo, trado, solvo, guirpio, dono et penitus desamparo titulo irrevocabilis venditionis vobis, Guillelmo Parateris et Rixendi, uxori tue, et omnibus vestris, presentibus et futuris, et cui vel quibus vos vel vestri volueritis dare, laxare, vendere, permutare, obligare, impignorare, aut aliter alienare, exceptis sanctis et militibus, videlicet quoddam estare inferius confrontatum cum omnibus juribus, rationibus et pertinenciis suis, et cum ingressibus et exitibus suis, et cum omni melioramento et edificio ibi facto vel etiam faciendo a celo usque in abissum.

Dictum vero estare confrontatur cum domibus R. Ademarii, et cum cimiterio, et cum carreria publica, et cum domibus Poncii de Rivo et ejus fratris.

(1) *Nutritus*, bâtard.

Et hoc facio pretio novem librarum turonensium et legalium; in quibus renuntio exceptioni pecunie non numerate, non habite seu recepte. Et si plus valet aut valebit dictum estare de cetero, totam illam magisvalenciam vobis et vestris dono. Et si forte ibi vel inde aliquid vobis vel vestris amparatum fuerit vel evictum, coram judice vel coram arbitro, jure, lege, vel consuetudine, totum illud et totum dampnum, quod inde vobis vel vestris evenerit, integre restituemus, ego et dictus puer, vobis et vestris, promittens quod predicta omnia faciam laudari a dicto puero, ubi fuerit etatis legitime laudandi et cum juramento, et ubi primum requisiveritis vos vel vestri, obligando bona mea et bona dicti nutriti mei vobis et vestris pro evictione totali vel particulari; renuntiantes omni juri generali et speciali, quo vel quibus contravenire possemus. Sic juro.

Et, si quid juris, rationis, ego, dicta Guillelma Garrussola, mater dicti Petri, in predicto estari habebam seu habere debebam, totum vobis predictis absolvo, quitto, et penitus dono donatione inter vivos, promittens quod contra non veniam, nec veniri faciam aliquo jure michi competenti vel competituro ad infringenda predicta vel aliquid predictorum Sic juro gratis et spontanea voluntate.

Quam venditionem ego, Deodatus de Bociacis, laudo. Et habui totum meum foriscapium. Pro usatico vero dabitis, vos vel vestri, michi vel meis, annuatim, tres obolos melgoriensium, in Natali, et non aliud.

Et predictum estare, ego, G. Parateris, confiteor me emisse de dote uxoris mee.

Acta sunt hec kalendas julii. Horum omnium sunt testes Petrus Calveti, Petrus Basterii, B. Favars, capellanus de Datz, et ego, Bernardus Guigberti, publicus ville Sancti Gervasii notarius, qui hanc cartam scripsi.

XXII. — VENTE DE DIVERS BIENS & DE DROITS FÉODAUX AU SEIGNEUR DE BOUSSAGUES

5 NOVEMBRE 1289

Original. — T. 106, N° 41.

Bérenger de Tournes, damoiseau, héritier de Bérengère, fille de feu Raymond de Rieu, et Guillaume de l'Estang, fils de feu Pierre de l'Estang, chevalier, agissant tant en son nom qu'en celui de sa femme Cécile, fille du dit feu Raymond de Rieu, vendent à Aymeric, seigneur de Boussagues, toutes les tasques, les droits de quart et de quint, les bois, les pâturages, les eaux, les terres cultes et incultes, et en général tout ce qu'ils possédaient, avec les droits domaniaux et de lausime, le domaine seigneurial et le foriscape, au mas de la Glayole. La vente est faite pour le prix de cinquante livres tournois, dont quittance est donnée à l'acquéreur.

Guillaume de l'Estang s'engage à faire ratifier l'acte par sa femme.

Acte passé en présence de trois témoins par Guillaume de Villemagne, notaire ds Béziers.

In nomine Domini, anno nativitatis ejusdem millesimo ducentesimo octagesimo nono, rege Philippo Francorum

regnante, nonas novembris, ego, Berengarius de Turnibus, domicellus, heres Berengarie, filie Raimundi de Rivo quondam, de Lunacio, per me et per omnes meos herêdes et successores meos, et ego, Guillelmus de Stagno, filius quondam domini Petri de Stagno, militis, maritusque Cecilie, filie quondam dicti Raymundi de Rivo, per me et dictam Ceciliam, uxorem meam, et per omnes meos, presentes atque futuros, bona fide, et absque omni dolo et fraude, cum hac carta publica nunc et in perpetuum firmiter valitura, vendimus et, nomine mere ac perfecte vendìtionis, concedimus et tradimus, sine ulla nostra nostrorumque retentione et repetitione, vobis, nobili viro domino Aymerico, domino castri de Bociacis, et vestris, videlicet omnes taschas, quartas, quintas, nemora, prata, pascua, aquas, terras heremas et incultas, et generaliter omnia alia que habemus vel habere debemus aut possumus, tam ratione nostri quam ratione dictarum uxorum nostrarum, cum omni dominio, laudimio, dominio seniorivo, et foriscapio, in manso vocato La Glayola et ejus terminiis et appendiciis.

Sit autem manifestum quod, propter hanc venditionem omnium predictorum, confitemur nos a vobis habuisse et recipisse, nomine veri et justi pretii, quinquaginta solidos turonensium; in quibus renuntiamus exceptioni pecunie non numerate et non recepte. Et si hec venditio est vel erit majoris pretii vel valencie, totam illam magisvalenciam vobis vestrisque donamus donatione irrevocabili inter vivos, cedimus et perpetuo disamparamus. Cedimus etiam vobis et vestris, et in vos et vestros perpetuo et irrevocabiliter transferimus et mandamus omnes actiones, personales et mixtas, pretorias et civiles, omnesques petitiones, exceptiones, defensiones, persecutiones, et omnia omnino alia jura que, ratione vel occasione predictorum omnium, michi, vobis, vel vestris, quocumque modo competunt vel dein-

ceps sunt competitura. Et vos veros dominos ac speciales procuratores tanquam in rem vestram propriam facimus et constituimus, nulla juris subtilitate vel ambiguitate in hoc aliquid impedimentum prestante. Et promittimus vobis, per firmam et validam stipulationem, quod predicta omnia universa et singula cum omnibus juribus et pertinenciis suis et cum omni bonitate et valencia, quam nunc habent vel in futurum habuerint, faciemus nos et nostri vos et vestros semper habere, tenere et possidere in pace et quiete; et legitimi guirentes ac defensores inde vobis erimus. Et si forte ibi vel inde fuerit aliquid vobis jure evictum vel amparatum, illud totum et dampnum, quod inde sustinueritis, vobis integre restituemus et emendabimus. Pro qua evictione et dampno vobis emandandis et restituendis, obligamus vobis omnia bona et jura nostra, presentia et futura. Et contra hec predicta vel aliquid horum nunquam veniemus, vel veniri faciemus aliquo jure, scripto vel non scripto, nec aliqua lege, ratione, consuetudine, vel alio aliquo modo, qui dici possit vel excogitari. Et non fecimus, vel faciemus, nec fieri, vel dici consentiemus quominus hec predicta vel aliquid horum firma permaneant.

Promitto etiam ego, dictus Guillelmus de Stagno, vobis domino Aymerico supradicto, quod hanc venditionem et omnia supradicta et singula faciemus laudari, approbari, ratificari et confirmari a Cecilia, uxore mea predicta.

Horum omnium sunt testes dominus Bernardus de Saletz, presbyter, Rogerius de Antinhaco, Petrus de Claraco, de Oleliano, et Guillelmus Villemagne, publicus Bitterrensis notarius, vice cujus, Petrus Ramundi de Toneriis, clericus hec scripsit. Ego, idem Guillelmus Villemagne, notarius predictus qui, a predictis omnibus vocatus presens, interfui, subscribo et hic signum meum appono.

XXIII. — CONDAMNATION A L'AMENDE PAR LE JUGE DE BOUSSAGUES

17 AOUT 1291

Original. — T. 106, N° 43

Sentence de Pierre de la Tour, juge du château et de la baronnie de Boussagues, condamnant à 50 sous tournois d'amende, au profit de la cour seigneuriale, Bernard Canet convaincu d'avoir blessé au bras, d'un coup d'épée et avec colère, Bernard Vital de Bobals, habitant de Bédarieux.

La sentence fut rendue à Boussagues, en présence de l'accusé qui y adhéra, de cinq témoins et d'un notaire.

Anno nativitatis millesimo ducentesimo nonagesimo primo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, sexto decimo kalendas septembris, que dies fuerat assignata Bernardo Caneti per dominum Petrum de Turre, judicem castri de Bociacis et totius baronie Bossiacarum, comparuit dictus Bernardus Caneti, coram dicto domino judice, in castro predicto.

Et tunc dictus dominus judex interrogavit dictum Bernardum si volebat aliquid aliud dicere, proponere, vel pro-

bare ad sui defensionem. Dixit quod non, set petiit sentenciam fieri super predictis. Et consequenter dictus dominus judex processit ad sentenciam in hunc modum.

Cum constet nobis Petro de Turre, judici predicto, per confessionem dicti Bernardi, Vitalem de Bobalis, de Biterrivis, irato animo, in bracchio, cum gladio vulnerasse et sanguinem in manso Relhare [effudisse]; cum in confitentes nulle sunt partes judicis, nisi in pronuntiando, idcirco, nos Petrus de Turre, judex predictus, sedentes pro tribunali in dicto castro, ut nostrum de vultu Dei procedat judicium et oculi nostri videant equitatem, sacrosanctis Dei evangeliis coram nobis positis, assistente nobis magistro Johanne Rotberti, notario publico dicti castri, dictum Bernardum Caneti, presentem, in quinquaginta solidis turonensium dandis et solvendis curie dicti castri finaliter condempnamus.

Cui super idem Bernardus Caneti consensit et quievit.

Lata fuit hec sentencia in dicta curia, anno et die predictis, in presentia et testimonio dominorum Johannis Adzomarii, Bernardi de Salies, sacerdotum, Deodati de Bociacis, Guillelmi et Aymerici de Bociacis, fratrum, Bernardi Lauserni, et mei, Johannis Rotberti, predicti notarii publici dicti castri, qui, jussus et requisitus a predictis, scripsi et signo meo sequenti presens instrumentum signavi.

XXIV. — CRÉATION D'UN OFFICE DE NOTAIRE A BOUSSAGUES

17 OCTOBRE 1324

Original. — T. 106, N° 57

Marcade, veuve de noble Aymeri de Boussagues, chevalier, seigneur de Boussagues et de la seigneurie de Montbazin, agissant comme tutrice de sa fille Jeanne de Boussagues, et avec le consentement de Bernard de Boussagues, archidiacre de Poschérières, au diocèse de Nimes, son beau-frère, établit Bernard Aribert, notaire à Boussagues, pour toute l'étendue de cette baronnie, sa vie durant. Le droit lui est accordé de se faire remplacer et d'avoir un ou plusieurs clercs, pendant tout le cours de son exercice. Les clercs avaient le pouvoir de prendre des notes, de recevoir les actes, de les rédiger en forme publique, aux lieu et place de leur maître, à la condition que celui-ci y apposât sa souscription et son seing. Le notaire avait la faculté de changer ses clercs et remplaçants comme bon lui semblait sans en référer au seigneur. Les clercs ou remplaçants devaient, avant d'exercer, prêter serment entre les mains du seigneur, du baile ou du juge; un acte devait être rédigé de cette prestation de serment. Aucun autre office de notaire ne devait être créé dans la seigneurie de Boussagues, pendant la vie du dit Aribert, sans son consentement. Les revenus de la charge devaient revenir en entier au dit Ari-

bert. Dans le cas où il ne voudrait pas faire les écritures dans l'instruction des affaires criminelles, le seigneur pourrait, à ses frais, faire venir un autre notaire; les émoluments seraient au bénéfice de ce notaire, sans en tenir compte à Aribert.

Serment de fidélité prêté par Aribert à Marcade.

Acte passé à Montbazin, en présence de Bernard de Boussagues, archidiacre de Poschérières, au diocèse de Nimes, Pierre Raymond de Buisdon, chanoine de Maguelone, de quatre autres témoins, et de Guillaume Gros, notaire à Montbazin.

Anno dominice incarnationis millesimo trecentisimo vicesimo quarto, domino Karolo, Dei gracia, rege Francorum et Navarre regnante, scilicet quarto decimo kalendas novembris, noverint universi quod nos, Maracda, uxor quondam nobilis viri, domini Aymerici de Bociacis, militis, domini quondam castri de Montebaseno et totius baronie de Bociacis in parte, tutrix et tutorio nomine nobilis Johanne de Bociacis, filie communis nobis et dicto domino Aymerico, heredisque universalis ipsius domini Aymerici de Bociacis, de voluntate, consilio, autoritate et expresso consensu venerabilis ac nobilis viri, religiosi domini Bernardi de Bociacis, archiadiaconi Poscheriarum in ecclesia Nemensi, sororii nostri, fratrisque quondam dicti domini Aymerici (quod nos, Bernardus de Bociacis predictus, confitemur et asserimus esse verum), nos dicta Maracda, cum hoc publico instrumento in perpetuum firmitter valituro, visa et inspecta utilitate nostra et dicte Johanne filie nostre ac totius baronie de Bociacis pro parte dictam Johannam contingentis, sedentes pro tri-

bunali, in dicto castro de Montebaseno, certificata de facto, de jure consulta plenius et instructa, facimus, creamus atque constituimus te, Bernardum Ariberti, de Bitterrivis, diocesis Bitterensis, presentem, cujus fidem, fidelitatem, discretionem et peritiam cognovimus ac experti sumus, videlicet, publicum tabellionem seu notarium totius terre et baronie de Bociacis et suarum pertinentiarum, presentium et futurarum, pro parte spectantium ad dictam Johannam. Et officio tabellionatus seu notarie totius dicte terre et baronie de Bociacis spectantis et contingentis dictam Johannam pro parte sua et suarum pertinenciarum, te prefigo in in presenti; ipsumque officium et ejus plenitudinem, et omnia que ad ipsum officium pertinent, concedimus tibi dicto, Bernardo Ariberti, toto tempore vite tue, volentes et statuentes quod ad te, sicut ad notarium publicum, habeatur recursus pro conficiendis publicis quibuscumque scripturis, concedentes tibi expressim quod tu possis alium seu alios in dicto officio substituere loco tui, toto tempore vite tue, et etiam, te tenente dictum officium, habere discipulum seu discipulos pro tue libito voluntatis, qui notas recipiant et instrumenta et acta et alias quascumque scripturas publicas conficiant vice tui, ita tamen quod instrumenta, que per vestros discipulos in formam publicam redacta fuerint, tu subscribere debeas ac signare.

Quos substitutos seu discipulos facere valeas et habere, et eos, quandocumque volueris, a dictis officiis prohibere et etiam removere et alium seu alios substituere et apponere loco ipsorum. Quos per te remotos et prohibitos nos semper habebimus pro prohibitis et remotis, et per te ordinatos seu in dictis officiis constitutos, nos pro ordinatis habebimus et pro publice constitutis, ita tamen quod illi substituendi tibi et etiam discipuli, quos elegeris ad predicta, prius jurare debeant, in manu nostra seu bajuli seu judicis nostri, se in dictis officiis fideliter habituros, et

quod inde, ne in dubium revocetur, fieri debeat publicum instrumentum. Quorum juramenta, ad requisitionem tui seu alterius, incontinenti, nos, seu bajulus, vel judex noster recipere teneamur sine difficultate quacumque.

Hoc cum pactionibus et stipulationibus convenimus et promittimus, adjicientes etiam quod illos, quos de officio moveris, iterum rehabere ac restituere ad predictum valeas officium, si tibi utile vel expediens videatur ; decernentes quod omnibus instrumentis et aliis quibuscumque publicis scripturis per te, seu etiam per dictos substitutos et discipulos tuos, in posterum conficiendis, tam in judiciis quam extra judiciis, adhibeatur perpetuo plena fides et perpetuo pro publicis et autenticis habeantur; promittentes tibi, dicto Bernardo Ariberti, solempniter stipulanti, pactionibus et stipulationibus quod, quamdiu vixeris, in dicta terra et baronia de Bociacis vel in aliqua ejus parte, alium notarium non creabimus, faciemus seu constituemus nos, seu dicta Johanna seu ejus successores, nec per alium creari, fieri seu constitui faciemus seu patiemur, nos vel dicta Johanna seu ejus successores, et quod nos vel dicta Johanna et ejus successores faciemus et curabimus cum effectu quod, toto tempore vite tue, alius dictum officium non exercebit sine tuo expresso consensu et etiam voluntate, et quod proventus, questus, perceptiones et commoditates quascumque, qui et que a dicto tabellionatus officio provenient seu provenire poterunt seu debebunt, per te seu tuos substitutos adquisitos, faciemus nos et dicta Johanna et ejus successores, te percipere, tenere et habere et tuos facere pacifice et quiete, sub rerum dicte Johanne, filie nostre infantule, obligatione, si Deus nos adjuvet et nostra bona fides plenita (*sic*) et etiam requisita (1); volentes tibi et concedentes ac etiam decernentes quod de notis recipiendis per quoscumque substitutos seu discipulos tuos, de quibus in

(1) Passage incorrect.

minudum (*sic*) seu in grossam sumpta seu extracta non fuerint publica instrumenta, possis, inquam, de ipsis notis publica sumere et extrahere instrumenta, et quod instrumentis ipsis, ut publicis, ubique perpetuo fides plenaria habeatur.

Retinemus tamen in et supra predictis quod, ratione seu occasione inquisitionum faciendarum super criminibus seu causis criminalibus, si tu eas nolles scribere, possemus, nos et dicta Johanna et ejus successores, nostris propriis sumptibus et expensis, adducere alium notarium aliunde, qui acta ipsarum inquisitionum tamen scribat et scribere valeat, et quod ea que inde acquiret ipse notarius, nos vel dicta Johanna seu ejus successores, vel ipse notarius, tibi minime restituere teneamur, volentes et intelligentes et concedentes ex certa scientia quod tu vel alius pro te non teneamini scribere acta seu aliqua scripta aliquarum inquisitionum seu accusationum criminalium, nec etiam habere aliquem notarium qui ea scribere debeat, nisi de tua expressa procederet voluntate.

Et ego, dictus Bernardus Ariberti, predictum officium tabellionatus seu notarie recipiens a vobis, dicta domina Maracda, prout michi per vos superius est expressum, promitto vobis, dicte domine Maracde, tutrici et tutorio nomine dicte Johanne, filie vestre infantule, et pro omnibus illis quorum interest vel interesse potest seu poterit, et eorum nomine stipulanti, me secreto tenere que michi sub secreto dicta fuerunt seu commissa, et me in dicto officio pro posse meo bene et fideliter habiturum, si Deus me adjuvet. Et hoc [super] sancta Dei Evangelia a me corporaliter gratis tacta [juro].

Acta sunt hec apud Montebasenum in capite dicti castri. Et horum omnium sunt testes venerabilis et nobilis vir, religiosus dominus Bernardus de Bociacis, archidiaconus Poscheriarum in ecclesia Nemensi, dominus Petrus Ray-

mundi de Buxodone, canonicus Magalonensis, Petrus Roque, Bernardus de Bociacis, domicelli, Bernardus Henrici Fabro (*sic*) de Montebaseno, et ego, Guillelmus Grossi, notarius publicus dicti loci Montisbaseni, qui predictis omnibus interfui et presens interfui et presens instrumentum, jussus et rogatus utrinque, recepi et scripsi et signo meo signavi signo sequenti.

XXV. — ÉLECTION DES SYNDICS DE BOUSSAGUES PAR LES HABITANTS DE LA COMMUNAUTÉ; ÉNUMÉRATION DES POUVOIRS & ATTRIBUTIONS CONFÉRÉS AUX SYNDICS.

2 DÉCEMBRE 1364 (1)

Charte en parchemin de 0m66 de long sur 0m70 de large. Belle écriture. Formules longues et répétées; texte souvent incorrect et quelquefois peu intelligible. — T. 106, No 54.

Le 2 décembre 1364, sur l'ordre de Bernard Reclus, viguier de la seigneurie de Boussagues, la communauté du dit lieu et de ses dépendances fut convoquée par le crieur public pour procéder à la nomination des syndics. L'assemblée se réunit dans la cour du château, où l'on constata la présence de plus des deux tiers des habitants. Ces notables firent une déclaration pour affirmer qu'ils avaient en vue la garantie

(1) L'acte passé à cette date ne fut rédigé en forme publique et expédié que le 8 décembre 1396.

et le développement des droits et des libertés du pays ; ils annoncèrent qu'ils se conformeraient à l'ordonnance du sénéchal de Carcassonne et Béziers sur la nomination des syndics dans l'étendue de la viguerie de Béziers, et que tout acte contraire à cette décision devrait être considéré comme nul.

On procéda ensuite à l'élection des syndics de la communauté et de ses dépendances ; on nomma Guillaume Verdier, de Boussagues, Bernard Fabre, de Graissessac, qui étaient présents, et Bernard Boyssin, de Boussagues, qui était absent.

Tous, dans l'exercice de leurs fonctions, étaient solidaires les uns des autres et avaient la même autorité.

L'acte d'élection contient l'énumération des pouvoirs et attributions propres aux syndics.

Les syndics avaient les attributions suivantes :

1° Construire, entretenir, réparer les églises et les clochers de Notre-Dame de Boussagues, de Saint-Sauveur du Puy, de Notre-Dame de Camplong, de Saint-Etienne de Mursan, de Saint-Cyr, édifices compris dans la juridiction de Boussagues, ainsi que les remparts, forteresses, ponts, routes, situés dans le même territoire. Améliorer les mauvais passages, prendre les mesures ou faire les réquisitions nécessaires pour ces constructions, réparations et entretiens, suivant les circonstances et d'après l'usage local.

2° Choisir, avec l'assentiment des conseillers nommés par les notables de la communauté, des ouvriers (*fabriciens*), pour administrer le luminaire et les travaux de l'église de Boussagues, suivant l'usage local.

3° Désigner, avec l'assentiment du conseil, des gardiens de moissons (*bandiers*), pour toute la seigneurie et pour toute la terre commune entre le seigneur de Boussagues et Marquèse de Vailhanquès, femme de Guillaume de Thésan, coseigneuresse de la terre foraine de Boussagues. Les ban-

diers avaient le droit de parcourir tout le territoire de la seigneurie, d'y exercer la surveillance, de saisir les délinquants, de les traduire en justice et de faire percevoir par les seigneurs ou leurs officiers de cour les droits dus par les condamnés.

Révoquer et remplacer de la même manière les bandiers, toutes les fois qu'ils le jugeraient à propos.

4° Choisir, avec l'assentiment du conseil, plusieurs prud'hommes pour répartir les tailles imposées, leur faire prêter serment devant le seigneur, les destituer et les remplacer à leur gré.

5° Vendre ou aliéner de toute autre manière le produit des saisies faites à la suite des contraventions commises dans le territoire de la seigneurie, en recevoir le prix, l'employer au profit de la communauté et des seigneurs, donner quittance des paiements, et, avec l'agrément du conseil, lever les amendes.

6° Ester en justice avec l'assentiment du conseil, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs, au nom de la communauté et des seigneurs, pour repousser les prétentions de Pierre de Sénégra, coseigneur d'Avesnes, d'Arnauld Alaman, coseigneur de Roujan, ou de tout autre qui essaierait de les troubler dans l'exercice des droits, franchises et libertés, dont la communauté jouit depuis un temps immémorial.

7° Ester en justice dans les mêmes conditions, si l'archiprêtre de Boussagues et les curés des églises de Saint-Sauveur du Puy, Saint-Etienne de Mursan, Saint-Cyr, essayaient encore : 1° d'apporter des obstacles et des empêchements aux franchises dont jouissent les habitants pour le paiement des dîmes ; 2° d'exiger, contre l'usage, des dîmes nouvelles pour le carnalage et les autres produits.

8° Au sujet des dispositions arrêtées dans le précédent

article, faire des accords ou transactions et imposer des clauses pénales.

9° Ester en justice, avec l'assentiment du conseil, dans le cas où, en violation des anciens usages, l'archiprêtre de Boussagues et les curés des paroisses sus-indiquées voudraient exiger plus qu'il ne leur est dû pour l'enterrement dans les cimetières des dites églises et pour l'administration des sacrements.

10° Ester en justice dans les mêmes conditions, si l'archiprêtre de Boussagues élevait des prétentions au sujet de la cuisson du pain au four de Boussagues.

11° Ester en justice dans les mêmes conditions, si les habitants des communautés de Villemagne, de Bédarieux, de Saint-Gervais, de Lunas, de Saint-Jean de Prades tentaient de troubler la communauté de Boussagues dans le libre exercice des droits et franchises, dont elle jouit dans l'étendue de la baronnie de Boussagues pour couper du bois, faire paître les troupeaux, établir des règlements relatifs à l'entrée des pâturages, faire des saisies en exécution de ces règlements, exploiter les pâturages avec ou sans animaux.

12° Ester en justice dans les mêmes conditions, si les forains cherchaient à empêcher la communauté de Boussagues d'établir des règlements exécutoires dans toute l'étendue de la baronnie, et d'opérer des saisies pour en assurer l'exécution.

13° Pouvoir, au nom de la communauté et pour son compte, obtenir tant du seigneur lui-même que de toute autre personne, ecclésiastique ou séculière, des franchises et libertés et en acquérir des bois, des pâturages et des garrigues.

14° Réclamer et faire recouvrer, même par voie de poursuite, recevoir de n'importe quel débiteur ce qui est dû à la communauté, et en donner quittance.

15° Recevoir, réclamer, partout où ils le trouveront et de quelque personne que ce soit, ce qui appartient et ce qui est dû à la communauté et à la fabrique de l'église de Boussagues, et en donner quittance.

16° Exiger les comptes des syndics de l'année précédente ; faire rentrer les levées des tailles et les autres créances de la communauté, échues même depuis dix ans.

17° Constituer, avec l'assentiment du conseil, des procureurs pour l'exécution des mesures à prendre, fixer le salaire des notaires, avocats, sergents, et de tous autres agents, passer des contrats, donner décharge, révoquer et remplacer les procureurs, contracter des emprunts, s'il est nécessaire, et obliger les biens de la communauté pour la garantie de ces emprunts.

18° Pour l'accomplissement des devoirs qui leur incombent, ester en justice devant la cour de la seigneurie de Boussagues, celle du roi à Béziers, devant le sénéchal de Carcassonne, et devant toute autre juridiction, ecclésiastique ou séculière, y produire des témoins, y faire tous actes nécessaires, faire appel des sentences, transiger, nommer des procureurs et les destituer.

19° Imposer, faire lever des tailles et des taxes pour le compte du roi et pour les affaires de la communauté.

20° Fixer le salaire des avocats, notaires et procureurs, après avoir réuni un certain nombre de prud'hommes de la seigneurie.

21° En un mot, faire tout ce que comporte un mandat général et tout ce que la communauté pouvait d'elle-même entreprendre.

22° Les syndics ont le droit d'imposer des tailles pour faire face aux charges et d'administrer les finances.

23° Toute sécurité leur est assurée au sujet des dépenses faites et à faire, et, en ce qui concerne les recettes, on doit ajouter foi à leur simple parole.

24° Tout ce qu'ils feraient pour la communauté devait être accepté et ratifié.

25° Les pouvoirs des syndics étaient valables pour un an, à partir du jour de l'élection.

Nomination par la communauté de quatre conseillers pour assister les syndics.

Prestation de serment faite à la communauté par deux syndics, Guillaume Verdier et Bernard Fabre, qui promettent de s'employer activement dans l'exercice de leur charge et de ne pas se passer du concours des conseillers.

Le 5 décembre, Bernard Boissin, le troisième syndic prêta serment au lieutenant du viguier de Boussagues, dans la maison du même notaire, en présence de trois témoins.

Le procès verbal concernant l'élection des syndics et la confirmation des statuts fut rédigé par Simon Marquet, notaire de Boussagues, celui-ci étant mort avant d'avoir mis en forme publique les notes qu'il avait prises pour rédiger son procès-verbal. En 1396, Ponce Truel, notaire du Poujol, fut, par ordre d'Antoine de Thésan, chargé de procéder à la rédaction de l'acte, d'après les notes de Simon Marquet.

Anno nativitatis Christi millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, domino Karolo, rege Francorum, regnante, et die secunda mensis decembris, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, quod, congregata universitate hominum castri de Bociassis et pertinentiarum ipsius castri, voce preconis publici, ut est moris, in curte capitis castri de Bociassis, ubi consueverunt et usi sunt ab antiquo congregari pro negociis tangentibus ipsam universitatem universaliter seu singulatim, de mandato venerabilis et discreti viri domini Bernardi Reclusii, vicarii de Bociassis et totius

alterius terre nobilis viri domini Aymerici de Bociassis, seu congregatis duabus partibus dicte universitatis secundum communem existimationem et veritatem ; et plus consilio prius deliberato, et servata forma statuti regii pro seu supra creandis, faciendis et ordinandis sindicis, actoribus et procuratoribus, prout ab antiquo est consuetum, usitatum et observatum pro premissis ; in qua creatione sumus presentes et presentialiter existentes, nos scilicet, Petrus Sciani, Raimundus Sciani, Guillelmus Molinerii, Bernardus Sciani. . . . . . . (1) omnes castri et juridictionis de Bociassis, nos, inquam, supra nominati facientes et representantes predictam predicti castri de Bociassis et pertinentiarum ipsius castri seu majorem partem ejusdem universitatis, volentes, ut convenit, et quam plurimum affectantes bona jura et libertates dicti castri et pertinentiarum suarum reparare, meliorare, defendere, tueri, et pro eisdem agere suo casu, protestatione premissa et per nos prius facta quod, si predicta seu aliqua de predictis seu de infrascriptis reperirentur esse facta quovis modo seu aliquo colore quesito contra ordinationes seu statuta domini Guillelmi de Cordone, olim senescali Carcassonne et Bitterris super constitutione sindicorum in vicaria Bitterris edictas et per majestatem regiam confirmatas, quod ea pro non factis et non dictis penitus habeantur. Que protestatio in quibuscumque per nos seu universitatem predictorum super predictis et infrascriptis actis et agendis repetita et pro repetita semper habeatur.

Cum hoc publico instrumento facimus, creamus et constituimus, pro nobis, et nomine universitatis hominum dicti castri de Bociassis et pertinentiarum suaram et singularium ex ea, veros, certos et indubitatos procuratores, actores et sindicos nostros et dicte universitatis et singularium ex ea,

(1) Noms de 112 habitants de la seigneurie de Boussagues.

scilicet Guillelmum Verderii,de Bociassis,Bernardum Fabri, vallis de Grayssiciaco, juridictionis de Bociassis, presentes, et Bernardum de Boyssino, de Bociassis, absentem, tanquam presentem,et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior seu potior conditio occupantis seu occupantium, sed quod per unum ipsorum inceptum, inchoatumve fuerit, per alium seu alios eorumdem mediari, compleri valeat ad infrascripta et super eisdem.

1° Et primo, videlicet ad edificandum, reparandum et construendum, reparari, construi faciendum ecclesias et cloquaria Beate Marie de Bociassis, et Sancti Salvatoris de Podio, Beate Marie de Campo Longo, et Sancti Stephani de Mursano, et Sancti Ciricii, juridictionis de Bociassis; et etiam muros, fortalicia, pontes, itinera et malos passus dicti castri et totius territorii ejusdem ; et ad requirendum, faciendum et procurandum omnia et singula in et circa premissa et quelibet eorumdem necessaria, expedientia seu etiam opportuna, prout in dicto castro et baronia ejusdem extitit et est fieri consuetum, durante tempore sindicatus.

2° Item, quod dicti sindici per nos predictos, predictam universitatem seu majorem partem facientes et representantes, constituti et creati, possint et valeant eligere, creare, et instituere, de consilio consiliariorum per nos eis eligendorum, certos operarios ad regendum, gubernandum et administrandum opera luminorum (*sic*) et uficina (*sic*) (1) ecclesie predicte de Bociacis, ut hactenus in dicto castro est fieri consuetum.

3° Item, quod dicti sindici possint et valeant, de consilio consiliariorum suorum, eligere, creare, et instituere certos banderios dicti castri et totius alterius terre communis inter dominum de Bociassis et nobilem dominam Marquesiam de Valhanquesio, consortem nobilis domini

(1) Il faut : *opera luminarium* et *officinas*.

Guillelmi de Thesano, militis, dominam terre forensis baronie de Bociassis. Qui territoria, terminalia et terram predictam custodire, perquirere, indagare et pro bannis pignorare faciant, bannum committentes et qui committent, durante tempore officiorum eorumdem, et ipsos presentare et eorum jura recipi facere per dominos predictos seu curiales eorumdem; ipsos destituere et revocare et alios loco ipsorum, modo et forma premissis, subrogare, quotiens eisdem, sindicis, actoribus et procuratoribus nostris et dicte universitati visum fuerit faciendum, prout ad eo pertinebit et est hactenus fieri consuetum.

4° Item, quod dicti sindici, durante tempore sindicatus, de consilio dictorum consiliariorum suorum, possint eligere, creare, instituere certos probos homines ad existimandum talliam et tallias, commissam et commissas, committendam et committendas, et eos electos jurare et eorum juramenta recepi faciere per dictos dominos, seu curiales eorumdem, ut superius de bannis est dictum, ac eos etiam destituere et revocare, aliosque eorum loco instituere, modo et forma premissis, et totiens quotiens dictis sindicis videbitur expedire, et ut in dicto castro olim extitit consuetum.

5° Item, quod predicti sindici possint bannum et banna que committentur infra dictum territorium predicti castri ac terre communis predicte, infra dictum tempus hujusmodi sindicatus, vendere et alienare et pretium, quod inde habebitur, recipere et convertere in utilitatem nostram et totius universitatis et singulorum de ea, et de receptis quittationem facere et. . . . . . . (1) de solutis, vel, si voluerint, possint ipsum bannum levare vel levari facere et aliter, prout eis utilius, de consilio dictorum consiliariorum suorum, videbitur faciendum.

6° Item, quod dicti sindici possint et valeant agere, ex-

(1) Mots illisibles, sens un peu obscur.

periri et defendere, in judicio et extra, coram judicibus et personis quibuscumque, contra nobilem Petrum de Senegrada, condominum de Avenis, Arnaudum Alamanni, condominum de Rojano, seu quasvis alias personnas, nobiles vel innobiles; quod si ipsi nobiles seu quecumque alie personne,nobiles seu innobiles, seu alteri eorum niterentur impedire, molestare seu perturbare nos, seu dictam universitatem, seu singulos de eadem, in nostris libertatibus seu franquesiis et usibus, quibus nos et dicta universitas seu aliqui ex nobis seu de dicta universitate usi sumus et consuevimus in terminis territorii et districtibus ejusdem castri et terre communis baronnie antedicte a tanto tempore citra, a quo in contrarium memoria non existit.

7° Item, quod possint, de consilio consiliariorum predictorum sive majoris eorum [partis], petere, exhigere, defendere et experiri, in judicio et extra, coram judicibus quibuscumque, pro nobis,et dicte universitatis nomine et omnium et singulorum hominum dicti castri de Bociassis et totius terre communis predicte, super eo quod si archipresbyter de Bociassis et alii rectores et priores ecclesiarum Sancti Salvatoris de Podio, Sancti Stephani de Mursano, Sancti Ciricii et Sancti Johannis de Pradis niterentur de novo nos et dictam universitatem et singulos de eadem impedire, pertubare et inquietare in possessione et saisina libertatis, franquesie, usus et modi decimandi, primissiandi res et bona ac fructus decimarum,primissarum in dictis castris, territorio et terra communi predicta consuetarum dumtaxat, et si novas et insolitas conarentur exhigere, levare primissias et decimas de nonnullis fructibus, carnalagio et bonis nostris et dicte universitatis et singularum ex ea, contra morem solitum dicti castri et totius terre communis predicte.

8° Et quod possint, de consilio dictorum consiliariorum suorum, super contentis in dicto proximo capitulo compromittere, pacisci et exhigere cum pena vel sine pena.

9° Item, quod possint, de consilio dictorum consiliariorum suorum, agere, petere, exhigere, experiri, in judicio et extra, coram judicibus quibuscumque, pro nobis, et nomine dicte universitatis et omnium et singulorum hominum dicti castri et totius terre communis predicte, super eo quod si dicti archipresbyter, priores et rectores et eorum quilibet seu alter eorum niterentur, contra modum et forman antiquitus consueta, exhigere et extorquere a nobis et a dicta universitate et singulis sive aliquibus ex ea, plus debito quam solitum fuerit, pro funerariis corporum que in cemeteriis dictarum ecclesiarum sepeliuntur, et pro ministrandis sacramentis ecclesie seu aliquo eorumdem nobis et dicte universitati et singulis de eadem.

10° Item, quod dicti sindici, de consilio dictorum consiliariorum suorum, possint et valeant agere,petere, exhigere, defendere, et experiri, in judicio et extra, coram judicibus quibuscumque, pro nobis et nomine dicte universitatis et singulorum hominum dicti castri de Bociassis, [super eo] quod si dictus archipresbyter de Bociassis dequoquinet seu dequoqui faciat nobis et dicte universitati hominum dicti castri de Bociassis, tantum et singulis ex ea,panem in furno suo de Bociassis, pro foro quo antiquitus est consuetum (1).

11° Item,quod possint, de consilio consiliariorum suorum agere, petere, exhigere, defendere et experiri, in judicio et extra, coram judicibus quibuscumque, pro nobis,et nomine dicte universitatis dicti castri de Bociassis, et totius alterius terre communis predicte et omnium et singulorum ex ea, super eo quod si universitas de Villa Magna, de Bitterrivis, de Sancto Gervasio, de Lunacio, et de earum qualibet et nonnulli de eisdem niterentur de novo perturbare, impedire, inquietare nos et dictam universitatem et singulos

(1) Le sens de la fin n'est pas clair.

de eadem in possessione et saisina, seu quasi usu libertatis et franquesie depascendi, lignandi, bandejandi (1), bannum levandi et pro bannis pignorandi, et aliter explicandi cum suis animalibus vel sine, in et per castrum predictum et territorium ejusdem et totam terram communem predictam seu in aliquam partem eorumdem.

12° Item, quod possint dicti sindici, de consilio dictorum consiliariorum suorum, agere, petere, exhigere, defendere et experiri, pro nobis, et nomine universitatis predicte et singulorum hominum castri et territorii et terre communis predictorum, contra omnes et singulos foratanos a dictis castro et territorio communi, super eo quod si ipsi seu nonnulli ex eis niterentur impedire nos et dictam universitatem et omnes et singulos homines dictorum castri, territorii et terre communis in possessione et saisina seu quasi libertatis et franquesie, in quibus nos et dicta universitas et singuli de eadem sumus et fuimus [usi] a tantis retroactis temporibus citra, quod de contrario memoria hominum non extitit (2), petendi, exhigendi, levandi bannum et banna a foratanis quibuscumque eorumdem, banna contenta in dictis castro, territorio et terra communi, et pro eisdem pignorandi pro libito voluntatis, juxta morem solitum dicti castri.

13° Item, quod, cum ulle libertates, franquesie, pascua, patua (3), nemora, gauside seu garrige, pro emendo vel adquirendo, ad nos et dictam universitatem seu ad nonnullos de eadam essent deventa, quod dicti sindici possint et valeant easdem et earum singulas, pro nobis, et nominibus quibus supra, adquirere, emere vel aliter lucrari, tam a domino dicti castri quam ab aliis personis, ecclesiaticis vel

(1) *Bandejare*, créer des bandiers. — Voir art. 7.

(2) Il s'agit du droit et de la liberté de faire des saisies : *libertatis et franquesie.... petendi.*

(3) *Patua* pour *prata* (prairies).

secularibus quibuscumque seu ab aliquibus ex eisdem, et necessaria in et circa premissa agere, facere et procurare, seu etiam oportuna, modo et forma debitis, durante tempore sindicatus.

14° Item, quod dicti sindici possint et valeant habere, petere, exhigere, recipere et recuperare a personnis quibuscumque, pro nobis et universitate predicta, omnia universa et singula debita, bona, res et jura predicte universitatis, quomodolibet seu ubilitet debita seu competentia, et de habitis, receptis et recuperatis, finem, quittationem unam vel plures, una cum pactis de alterius non petendi illis quibus decuerit, nostro nomine et dicte universitatis, facere.

15° Item, quod dicti sindici possint et valeant, pro nobis et universitate hominum castri de Bociassis, petere, habere, exhigere et recuperare a personnis quibuscumque omnia universa et singula debita, bona, res et jura operi fabrice Beate Marie de Bociassis quomodolibet seu ubilibet debita sive competentia, et de habitis, etc. (*comme à l'article précédent*).

16° Item, quod possint et valeant dicti sindici, durante tempore sindicatus, petere, audire, recipere et examinare ac pro premissis defendere et experiri a sindicis anni proxime lapsi et ab omnibus et singulis debitoribus dicte universitatis, tam levationem talliarum quam aliorum reddituum et obventionum et adjacentium eorumdem a decem annis citra, et eosdem, si necesse fuerit, absolvere et quittare, absolutionis et quittationis instrumenta facere, necnon omnia et singula debita dicte universitatis a dicto tempore citra contracta solvere vel compensare et de solutis vel compensatis quittationem et quittationes habere et exhigere ; ac pro premissis et circa premissa omnia et singula, que necessaria fuerint seu etiam opportuna, experiri, facere seu expedire.

17° Item, quod possint, de consilio dictorum consiliario-

rum suorum, actores seu procuratores et yconomos (1) constituere pro omnibus supradictis, advocatis, notariis, servientibus et aliis personis et quibuscumque ad hec necessariis, durante tempore sindicatus, salaria constituere et etiam incartare, et de solutis quittationem recipere, eosdem et eorumdem singulos instituere et destituere, necnon mutuum seu mutua recipere pro omnibus et singulis premissis et infrascriptis expedienda, si et prout eis videbitur expedire, et pro predictis mutuis per eos receptis seu recipiendis, reddendis et restituendis loco et tempore debitis seu expressatis, ipsis mutuantibus, bona nostra et dicte universitatis et singulorum ex ea, presentia et futura, obligare.

18° Pro quibus omnibus et singulis supradictis, nos omnes supra nominati, pro nobis et universitate hominum castri et territorii et terre communis predictorum et singulorum ex ea, damus et concedimus plenam et liberam protestatem, auctoritatem, licentiam et mandatum predictis nostris et dicte universitatis sindicis, actoribus et procuratoribus, et eorum cuilibet in solidum, pro nobis, et nomine predicte universitatis et singulorum ex ea, in curia dicti castri de Bociassis, et in curia regis Bitterris, et coram judice vel judicibus, et coram domino senescalo Carcassone et Bitterris, et in quacumque curia, ecclesiastica vel seculari, et coram judice vel judicibus, competentibus personis et locis quibuscumque, comparendi, agendi, defendendi, libellum seu libellos offerendi, litem seu lites contestandi, excipiendi, proponendi, testes, instrumenta et alia quecumque probationum genera producendi et producta contra nos et dictam universitatem repellendi, indicta per series testium objiciendi, objecta probandi, percitandi (!), compromittendi, transigendi cum pena vel sine pena, de calumpnia in animas nostras et singulorum omnium predicte universi-

(1) Pour *economos*, administrateurs ou défenseurs.

tatis et cujuslibet alterius generis juramentum [faciendi], pronunciationem seu sentenciam promittendi seu sentenciam audiendi, et si necesse fuerit, ab ea seu ab eis appellandi, appellos petendi, appellationem seu appellationes restitutionis in integrum petendi; procuratorem, actorem seu yconomorum procuratores, actores seu yconomos substituendi, et eumdem seu eosdem destituendi.

19° Talliam seu tallias, collectam seu collectas pro negociis regiis seu aliis quibuscumque ipsam universitatem tangentibus indicendi, levandi et levare faciendi.

20° Vocatisque per eos quibusdam probis hominibus dicti castri de Bociassis et territorii et terre communis ejusdem, salaria advocatis, notariis et procuratoribus constituendi et solvendi.

21° Et omnia alia, universa et singula, faciendi, exercendi, explectandi circa predicta et quidlibet predictorum, quod generale mandatum exigit seu requirit, et que nos, seu dicta universitas seu major pars ejusdem possemus seu deberemus explectare.

22° Promittimus et concedimus insuper, pro nobis, et nomine predicte universitatis et singulorum de eadem, predictis sindicis, actoribus et procuratoribus nostris tallias faciendas impositas (1) petendi, exigendi pro sumptibus premissorum, necnon et solvendi ad suam omnimodum voluntatem, debite et sufficienter ministrandi expensas.

23° Promitttimus ipsos et eorum quemlibet indempnes servare pro omnibus expensis factis et faciendis pro predictis, et de receptis factis et faciendis eis credere solo simplici verbo. . . . . . . (2).

24° Promittimus quod quicquid per dictos sindicos, actores et procuratores nostros, seu per ipsorum alterum, seu

(1) Incorrections de style ; il faudrait : *jus faciendi, imponendi.*

(2) Formules ordinaires de style, usitées dans les articles précédents.

per substituendum seu subsiituendos ab eis, actum fuerit sive gestum et in premissis et circa premissa quomodolibet procuratum, ratum, gratum perpetuo habituros.

25° Hanc autem rationem, constitutionem, potestatem, licenciam et auctoritatem predictis sindicis, actoribus et procuratoribus nostris et universitati predicte et singulis de ea dari et concedi intelligimus ab hodierna die ad unum annum continuum et completum.

Eliguntur et nominantur (1) Petrus Arditi vel Mescerius, Arnaudus Salaterii, de Bociassis, et Bartholomeus Bobalis mansi de Pagazano, Petrus Michaelis, mansi de Bazenos, juridictionis de Bociassis.

Et nos, dicti Guillelmus Verderii et Bernardus Fabri, sindici, actores et procuratores, promittimus vobis, dicte universitati et universis presentibus et tibi, notario infrascripto, ut persone publice stipulanti et recipienti pro dicta universitate et singulis ex ea, nos, in predictis et circa premissa, modo quolibet premissorum, juxta possibilitatem, ingenium et discretionem nostram, et dictorum consiliariorum nostrorum consilio comitato, fideliter habituros; nos et omnia bona nostra, presentia et futura, obligantes cum omni juris renuntiatione pariter et cauthela. Sic juramus ad sancta Dei evangelia a nobis et quolibet nostrum gratis tacta.

Et nos, Bernardus Reclusii, vicarius castri de Bociassis et totius alterius terre domini Aymerici de Bociassis, domini de Bociassis, pro tribunali sedens, ad requisitionem hominum predictorum, pro se et tota dicta universitate et singulis ex ea, causa cognita, in hiis scriptis et omnibus et singulis supradictis, quatenus ad capitula supradicta, in quantum per ea sive per aliqua ex eis, dicto domino de Bociassis, sive domine Marquesie de Valhanquesio, consorti

(1) C'est le procès-verbal de la nomination des conseillers.

nobilis Guillelmi de Thesano, militis, condomine terre forensis baronie de Bociassis, sive juridictionis eorum seu eorum alterius non potest seu poterit prejudicium generare, auctoritatem nostram et dicte nostre curie de Bociassis pariter et decretum [interponimus], sindicos et consiliarios predictos super predictis et quolibet premissorum eisdem et dicte universitati concedentes.

Acta fuerunt hec in castro domini de Bociassis, in curte ipsius castri.

Horum omnium sunt testes Bernardus de Vernezobro, senior, mansi de Vernezobro, juridictionis de Dyano, Raymundus Martini, Johannes Martini de Ciliis, et ego, Simon Marqueti, notarius infrascriptus.

Post que, anno quo supra, dicto domino Karolo, rege Francorum, regnante, et die quinta decembris, existens Bernardus Boyssini de Bociassis, sindicus, in presentia discreti viri domini Guillelmi Molinerii, locumtenentis domini vicarii de Bociassis, meique notarii, et testium subscriptorum, promisit michi, notario subscripto ut personne publice, nomine universitatis hominum de Bociassis et territorii ejusdem stipulanti et recipienti, se in predictis omnibus et singulis in dicto sindicatu contentis juxta possibilitatem, ingenium et discretionem suam, consilio dictorum consiliariorum suorum comitato, fideliter habiturum, se et omnia bona sua, presentia et futura, obligando cum omni renuntiatione juris pariter et cauthela. Sic juravit ad sancta Dei evangelia ab ipso corporaliter gratis tacta.

Acta fuerunt hec Bociassis, in hospicio Michaelis Pontesii.

Horum sunt testes Raimundus Singlari, Stephanus Rivesii de Bociassis, Petrus Fabri de Campolongo, juridictionis de Bociassis, et ego, Simon Marqueti, notarius publicus castri et baronie de Bociassis, qui, requisitus, hec omnia in notam recepi, scripsi et signavi.

Post que, dicto magistro Simone Marqueti, dicti loci de

Bociassis et totius terre ac baronnie communis publico notario, viam universe carnis ingresso, licet prius instrumentum in notam scriptum et ad plenum notatum scribere et grossare minime potuerit morte preventus, ideo ego, Poncius Truelli, imperiali auctoritate notarius, ac castrorum de Pojolio et Mercoyrolio, ac baronie terre forensis de Bociassis pro medietate indivisa notarius, licencia et auctoritate licteratorie per nobilem virum Bertrandum de Montesquivo, vicarium temporalem castrorum predictorum et totius alterius terre egregii et potentis viri Antonii de Thesano, domini in solidum dictorum castrorum [mihi] attributis, presens instrumentum, facta penitus collatione cum originali, nota non vitiata, non concellata, nec in aliqua sui parte suspecta, sumpsi, scripsi, et grossavi ac in mundum seu formam publicam [redegi], potestate, licencia et auctoritate, quibus supra. De quibus michi constat quibusdam patentibus litteris in papiro scriptis, ejusdem vicarii sigillo proprio sigillatis ; cujus tenor.

Bertrandus de Montesquivo, domicellus, condominus de Rojano, vicarius curie castrorum de Pojolio et Mercoyrolio et totius alterius terre ac baronie communis terre forensis de Bociassis, nobilis et potentis viri Anthonii de Thesano, domini in solidum dictorum castrorum, salutem. Quum magister Simo Marqueti, quondam publicus de Bociassis et totius baronie communis notarius, in suis notis seu prothocollis plura et diversa instrumenta seu scripturas diversas personas tangentes receperit, quumque etiam dictus quondam notarius grossare et in mundum seu publicam forman redigere seu redigi facere minime potuerit morte preventus, in magnum prejudicium nonnullarum personarum predictarum [quumque] fuerit supplicatum et requisitum quatenus super predictis providere dignaremur, licenciamque et auctoritatem [daremus] grossandi cuidam notario et in mundum seu

publicam formam redigendi dictas publicas notas seu prothocolla, nosque providere volentes, prout decet, igitur vobis dicto, magistro Poncio, de cujus fidelitate, legalitate et industria merito confidimus, tantum quantum in nobis est, licenciam et auctoritatem per presentes concedimus quatenus de dictis notis seu prothocollis non viciatis, non cancellatis, nec in aliqua sui parte suspectis, instrumenta extrahatis et in forman publicam redigatis, et partibus, quorum interest, reddatis et restituatis, satisfacto vobis in vestro salario moderate, servatis stilo, forma et materia per dictum notarium servari consuetis, facti substantia remanente illesa.

Actum et datum Pojolii sub sigillo nostro proprio, die nona decembris, anno nativitatis Christi millesimo trecentesimo nonagesimo sexto. Redegi et signo meo, quo utor in meis publicis instrumentis per me receptis, signavi.

XXVI. — ECHANGE D'IMMEUBLES DANS LE FIEF DE BOUSSAGUES

5 DÉCEMBRE 1392

Original. — T. 106, N° 55.

Aymeric de Boussagues, en sa qualité de seigneur de Boussagues, confirme et ratifie l'échange d'une maison située dans le mas de Clairac, juridiction de Boussagues, contre une autre maison, appelée la Floresse, située au

mas de Lavène, juridiction de la ville de Saint-Gervais. Cet échange, passé devant Pierre Bardin, notaire à Saint-Gervais, avait été conclu entre Ponce Truel, notaire au mas de Planquette, juridiction de Mélague, habitant de Villier, d'une part, et Fabrige, du mas de Cahurte, même juridiction, d'autre part.

Quittance des droits de lausime et de foriscape dus pour le dit échange et payés par Ponce Truelle.

Acte fait à Boussagues par Aymeri Marquet, notaire apostolique du dit lieu, en présence de Guillaume Moret, prieur de Prades, Jean Ribes, prêtre du lieu de Boussagues, et d'Etienne Truel, notaire à Planquette, et d'un autre témoin.

Anno Nativitatis Christi millesimo trecentesimo nonagesimo secundo, indictione decima quinta, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Clementis, divina Providentia, pape septimi, anno decimo quinto, domino Karolo, Dei gratia, rege Francorum, regnante, et die quinta mensis decembris, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, quod nobilis Aymericus de Bossiacis, dominus de Bociassis, certificatus ad plenum de quibusdam excambiis seu permutationibus factis inter magistrum Poncium Truelli, notarium mansis de Planquetis, juridictionis de Melague, habitatorem Villerii, ex una parte, et Guillelmum de Fabrigia, mansi de Cahurtis, juridictionis predicte, ex altera, de quadam masata (1), scita in manso de Clairaco, juridictionis castri de Bociassis, cum alia masata scita in manso de Lavenis, juridictionis ville

(1) *Masata*, une masade, mas, ferme, exploitation rurale.

Sancti Gervasii, vocata la Floressia, prout constat per publicum instrumentum receptum in notam per magistrum Petrum Bardini, notarium loci de Sancto Gervasio, sub anno et die in eodem contentis, dicta excambia dicto magistro Poncio Truelli, presenti, stipulanti soli et recipienti pro se et suis, et omnia contenta in eis laudavit, emologavit, ratificavit et confirmavit, salvo jure suo et quolibet alieno.

Et inde confessus fuit habuisse et recepisse totum sibi pertinens laudimium et foriscapium; in quo exceptioni dicte laudimii et foriscapii non habiti et non recepti ex certa scientia renunciavit.

Acta sunt hec Bociassis in operatorio mei notarii; et inde fuerunt testes domini Guillelmus Moreti, prior de Pradis, Johannes Ribe, presbyter loci de Bociassis, et Poncius de Trolhis, mansi de Clairaco, et magister Stephanus Truelli, notarius mansi de Planquetis, juridictionis de Melague, habitator Villerii, et ego, Aymericus Marqueti, clericus loci de Bociassis, Biterrensis diocesis, auctoritate apostolica notarius, qui, requisitus, hec in notam recepi scripsique et signo meo sequenti, quo utor in meis publicis instrumentis, eadem auctoritate apostolica, signavi in robur et fidem omnium et singulorum premissorum.

TABLE DES MATIÈRES

(1) Chaque acte est précédé d'un sommaire en faisant connaître l'objet et où sont signalés les points dignes de remarque

(2) Voir p. 6 l'observation faite au sujet de la répétition du prénom de Déodat pendant plusieurs générations.

DEUXIEME PARTIE

FIEF DE BOUSSAGUES

---

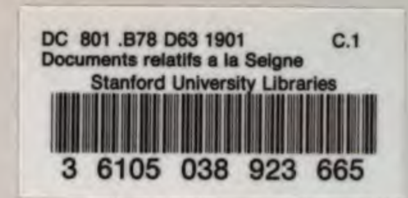
(1) Cette pièce et la précédente ont été seulement analysées, parce qu'elles ne présentent qu'un intérêt secondaire.

ERRATA

Pages 10, 11, 31, 33, 35, 36, 39, 117, au lieu de *Vailhanquès*, lisez *Vailhauquès*.

Page	14	au lieu	d'*Antignac*	lisez	*Autignac*.
—	14	—	de *Roubals*	—	*Boubals*.
—	14	—	*N.-D. de Belloc*	—	*N.-D. de Beaulieu*
—	21	—	*Brossol*	—	*Brassol*.
—	30	—	*Pésan*	—	*Poussan*.
—	32, 36, 37	—	*Pesam*	—	*Poussamo*.
—	36	—	*Veyrune*	—	*Lavcirune*.
—	36	—	*Monteibelon*	—	*Montauberon*.
—	57	—	*Doitz*	—	*Douch*.
—	65	—	*Domini*	—	*Domine*.
—	67	—	*Felgariorumi*	—	*Falgariorum*.
—	69	—	*Ab*	—	*Ad*.
—	71	—	*Guiranda*	—	*Guirauda*.
—	72	—	*Angerius*	—	*Augerius*.
—	74	—	*rivo sicco*	—	*Rivo Sicco*.
—	75, 76	—	*Oaros*	—	*Caros Caroux*.





DC 801 .B78 D63 1901 C.1
Documents relatifs a la Seigne
Stanford University Libraries
3 6105 038 923 665

